

67632  
2350

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13377 - 6 F Fondateur: Hubert Beuve-Méry Directeur: André Fontaine DIMANCHE 31 JANVIER-LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1988

## Reprise en main en RDA

Les récents succès diplomatiques du numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, reçu avec égards ces derniers mois en Allemagne fédérale puis en France, n'ont en rien modifié le peu de cas que font les autorités est-allemandes de la politique de « glasnost » chère à M. Gorbatchev. Bien au contraire.

Déjà de la nécessité de ménager les sensibilités occidentales, Berlin-Est a saisi la première occasion pour s'exprimer à l'égard des groupes d'écologistes et de défenseurs des droits de l'homme qui s'étaient multipliés depuis un an sous la protection de l'Église évangélique.

Le 17 janvier, plusieurs dizaines de ces contestataires avaient tenté de participer, avec leurs propres banderoles, au défilé traditionnel organisé chaque année à la mémoire de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, deux des fondateurs du Parti communiste allemand. Ils avaient poussé le « scandale » - pour citer « Neues Deutschland », organe du PC est-allemand - jusqu'à reprendre à leur compte une citation de Rosa Luxemburg: « La liberté ne va pas sans la tolérance de l'opinion de l'autre ».

Il n'en a pas fallu plus pour mettre en branle l'appareil répressif. Une soixantaine de participants, qui avaient peu auparavant déposé des demandes d'émigration, ont été aussitôt expulsés vers la RFA. Et les tribunaux multiplient les procédures d'urgence contre les autres.

Ce durcissement met à rude épreuve l'Église évangélique, qui avait cautionné bon nombre des activités des contestataires tout en s'efforçant de maintenir des relations correctes avec le gouvernement. Elle a ouvert ses temples, vendredi soir, à Berlin-Est comme dans d'autres grandes villes, à des réunions en faveur des détenus. Rien n'indique cependant qu'elle soit prête à affronter l'État ouvertement.

En RFA, les réactions gouvernementales sont restées prudentes. L'essentiel demeure, pour le chancelier Kohl et son gouvernement, de mettre en œuvre des décisions prises en septembre dernier, lors de la visite de M. Honecker, pour approfondir la coopération dans tous les domaines, et de s'assurer que les autorités est-allemandes ne remettent pas en cause la libéralisation constatée ces derniers mois dans le domaine des autorisations de voyages. S'il y a bien eu une note de protestation indignée du ministre des relations interallemandes, M<sup>me</sup> Wittig, aucune menace concrète n'a été formulée. Il en est de même au Parti social-démocrate, où seul l'ancien chancelier Willy Brandt s'est élevé avec vigueur contre les arrestations.

La politique de bon voisinage de Bonn avec Berlin-Est a souvent été justifiée par l'apaisement du bien-être des Allemands de l'Est. Cette politique ne serait-elle pas destinée à être sacrifiée à une poignée de « tribuns », même s'ils représentent la seule forme de contestation du régime communiste.

M 0145 - 0201 9 - 8.00 F



3790145006000 02010

## Les entretiens de M<sup>me</sup> Thatcher avec MM. Mitterrand et Chirac

### Les maigres résultats du sommet de Londres augurent mal du conseil européen de Bruxelles

Les maigres résultats du sommet franco-britannique, qui s'est réuni vendredi 29 janvier à Londres, ont encore accru le pessimisme, quelques jours avant la réunion du conseil européen de Bruxelles, les 11 et 12 février. Les entretiens franco-britanniques ont confirmé, en particulier, le refus de M<sup>me</sup> Thatcher d'accepter la solution de compromis mise au point par la RFA en ce qui concerne les questions agricoles. Les discussions sur

ce sujet seront « rudes » à Bruxelles, a prédit M. Mitterrand. Le même jour, à La Haye, le premier ministre néerlandais, M. Lubbers, a réitéré son rejet de la proposition de compromis ouest-allemand.

Le bilan du sommet franco-britannique est également décevant en ce qui concerne la coopération militaire; aucun progrès n'a été accompli, notamment pour la construction en commun d'un missile nucléaire lancé à partir d'un avion.

LONDRES

de nos envoyés spéciaux

Le bilan du douzième sommet franco-britannique est plutôt maigre. Mise à part l'acceptation par M<sup>me</sup> Thatcher du régime fiscal privilégié dont bénéficie en France métropolitaine la vente du rhum brun dit « traditionnel » - produit en Martinique et en Guadeloupe et l'annonce que les échanges de jeunes entre les deux pays vont être encouragés, on chercherait en vain les mesures

concrètes décidées à l'issue de cette rencontre.

Le contraste est presque caricatural entre ces modestes résultats et l'ampleur de la délégation française présente, le vendredi 29 janvier à Londres, pour l'unique journée de ce sommet. Outre MM. Mitterrand et Chirac, pas moins de cinq ministres s'étaient en effet déplacés.

Aucun des deux dossiers de cette rencontre, la défense et la politique agricole communautaire, n'a avancé. M. Mitterrand

en a été réduit à rendre hommage à la « politesse » de la « dame de fer », une façon comme une autre de dire que cette dernière n'avait pas changé d'un iota sa position.

Les affinités personnelles jouent leur rôle dans ce genre de réunion. Si le président de la République a pu faire état de la courtoisie du premier ministre britannique, il n'en est pas tout à fait de même pour M. Chirac.

DOMINIQUE DHOMBRES et CLAUDE TRÉAN.

(Lire la suite page 5.)

## Entre les grandes surfaces et les pharmacies

### La bataille des crèmes de beauté

La cour d'appel de Paris, dans un arrêt rendu le 28 janvier, a interdit aux fabricants et distributeurs de parapharmacie (crèmes de beauté, shampoings, dentifrices...) de ne distribuer leurs produits qu'aux seules pharmacies. Après les tests de grossesse et les sucres de synthèse, c'est un nouveau marché ouvert aux magasins de grande surface et une nouvelle bataille qui commence.

La « vente exclusive en pharmacie » pour les produits d'hygiène et de beauté, c'est fini. Mais la notion de distribution sélective, qui suppose le « conseil d'une personne compétente » dans un cadre respectant des normes de qualité définies par le fabricant est confortée.

L'arrêt de la cour d'appel de Paris (Le Monde du 30 janvier) donne en partie satisfaction à tout le monde: aux grandes surfaces à qui les laboratoires ne pourront plus opposer un refus de vente sec et méprisant; aux laboratoires qui conservent la maîtrise de leur

marketing, via la distribution sélective; aux pharmaciens d'office qui se réjouissent que la cour d'appel n'ait pas remis en cause le monopole pharmaceutique et qui comptent sur les laboratoires pour mettre en place le réseau de « distributeurs agréés » dont ils comptent bien faire partie.

En fait, le paysage va changer, et l'arrêt de la cour d'appel donne le branle d'une redistribution des cartes et des parts de marché.

JOSÉ DOYÈRE.

(Lire la suite page 17.)

## L'affaire de la COGEMA

L'enquête des autorités boursières révèle une seconde escroquerie: ventes fictives et fausses écritures PAGE 17

## Les relations entre chiraquiens et barristes



PANCHO

PAGE 6

## Nouveau record au Japon

L'excédent commercial a atteint 96 milliards de dollars en 1987 PAGE 17

## Les crises en Belgique

La saga de « la Générale » et le ballet politique PAGES 3 et 20

## Les péripéties cambodgiennes

Le prince Sihanouk démissionne de la présidence de la résistance PAGE 20

## La réception de M. Georges Duby à l'Académie française

Le discours du récipiendaire et la réponse de M. Alain Peyrefitte PAGES 9 à 12

## « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jacques Chirac candidat à l'élection présidentielle invité dimanche de 18 h 15 à 19 h 30

Le sommaire complet se trouve en page 20

## La préparation des XV<sup>es</sup> Jeux olympiques d'hiver

### Calgary stocke sa neige

Les XV<sup>es</sup> Jeux olympiques d'hiver auront lieu du 13 au 28 février à Calgary. A deux semaines de la cérémonie d'ouverture, la neige et le froid ne sont toujours pas au rendez-vous, mais les Canadiens ont tout prévu. Et le succès économique de la manifestation est d'ores et déjà assuré.

MONTREAL de notre correspondant

Tout au bout de vastes plaines canadiennes, Calgary, modeste métropole-champignon de 650 000 habitants, deviendra dans trois semaines la ville de la démonstration. Oubliant l'inactivité relative des derrick qui ont fait sa bonne fortune, la « Dallas du Nord » jongle sagement avec les aménagements olympiques en se gérant de super-lait.

Les Jeux d'hiver qui s'y tiendront du 13 au 28 février prochain connaîtront la plus grosse participation de toute l'histoire (plus de 1 700 athlètes représentant 59 pays, 10 de plus qu'à Sarajevo); ils laisseront sur place le plus bel héritage post-olympique (des installations sportives de 350 millions de dollars canadiens, l'équivalent de 1,5 milliard de francs) et, surtout, ils

seront les Jeux d'hiver les plus chers jamais organisés. Près de 1 milliard de dollars canadiens (1), le double de ce qui avait été initialement prévu.

Les organisateurs s'en excusent presque. Ce record involontaire n'est à leur yeux que la simple raison de leurs trop grands succès commerciaux. « Nos recettes ont tellement dépassé ce que nous avions imaginé de plus fou que nous avons pu embellir les Jeux », s'empresse d'expliquer Robert Niven, vice-président du comité organisateur. A ceux qui voient immédiatement planer le douloureux souvenir des Jeux d'été de Montréal en 1976 (une dette de 1,5 milliard de dollars canadiens que les Québécois n'ont toujours pas fini de payer), on refait inlassablement la même démonstration.

Si les Montréalais se sont retrouvés au bord d'un tel gouffre financier, c'est uniquement à cause du coût de construction des sites olympiques, qui a grimpé en flèche quand les retards se sont ajoutés aux grèves puis aux problèmes techniques survenus notamment dans la réalisation du stade olympique. Son toit amovible, clou de cette ambitieuse œuvre architecturale du Français Roger Taillibert, n'est en place que depuis... avril 1987.

Devant cet exemple à ne pas imiter, on pourrait presque penser

que les gens de l'Ouest, les hommes du pétrole (Frank King, grand manitou des Jeux de Calgary, en est un), les fils et petits-fils de pionniers se sont fait un point d'honneur de montrer ce que pouvait être, chez eux, l'efficacité canadienne. Les installations olympiques sont toutes fin prêtées, qu'il s'agisse du stade en forme de selle de cheval pour les compétitions de hockey et de patinage artistique, de l'anneau ouvert (une première) pour le patinage de vitesse, du parc olympique pour le saut à ski, le bobsleigh et la luge, du centre nordique de Canmore pour le ski de fond, du site de Nakiska sur le Mont Allan pour le ski alpin ou du vieux stade Mac-Mahon rafraîchi pour les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux. Pas de retards, pas de dépassements budgétaires, et toutes les factures en voie d'être complètement réglées. A ce chapitre, ce sont les pouvoirs publics qui payent les notes. Le gouvernement fédéral canadien a versé 200 millions de dollars, la province de l'Alberta, 129 millions, et la ville de Calgary, 66 millions.

MARTINE JACOT.

(Lire la suite page 16.)

(1) Un dollar canadien vaut 4,4 F et 0,75 dollar américain.

**9 NOMINATIONS AUX CÉSARS**

**Au revoir les enfants**

UN FILM DE LOUIS MALLE

# Dates

Il y a quarante ans

## L'assassinat de Gandhi

«**N**AMASTE Gandhi » : dans un mouvement sincère de respect, Nathuram Godse s'inclina puis, se redressant brusquement, brandit son pistolet et tira trois balles dans la poitrine du vieil homme souriant. Il était 17 h 17. Comme il en avait fait le vœu, Gandhi mourut ce 30 janvier 1948 en prononçant le nom de « Rama » (Vichnou, l'une des principales incarnations de Dieu), condition indispensable selon lui pour mériter l'appellation de *mahatma* (la grande âme).

Depuis dix jours, les responsables du gouvernement indien, Gandhi lui-même, savaient qu'un complot était organisé. Le 20 janvier à Delhi, une première tentative pour l'assassiner avait eu lieu à Birla House, où il tenait ses réunions de prières publiques. Dès ce moment, grâce aux aveux de l'homme qui avait été arrêté, la police avait assez d'éléments pour remonter la filière et mettre hors d'état de nuire tous les comploteurs. Quand ceux-ci furent jugés, les minutes du procès ainsi que l'enquête qui fut rouverte en 1967 montrèrent qu'une série incroyable de négligences policières, aggravées par une étrange absence de décision de la part de l'autorité gouvernementale, furent commises. Robert Payne (1) écrit à ce sujet : « Beaucoup de gens haut placés avaient agi comme s'ils ne souhaitaient nullement contrarier une conspiration qui devait suivre son cours. » « C'était, ajoute-t-il, un nouveau type de meurtre, l'assassinat toléré. »

Ce que laisse suggérer cette thèse est grave, et rien de concret n'a jamais permis de l'étayer. Dominique Lapiere et Larry Collins (2) avancent une autre explication qui, sans être plus satisfaisante, a le mérite de la rationalité : « La police, écrivait-elle, avait peut-être la conviction qu'après leur échec du 20 janvier les assassins ne reviendraient pas sur les lieux de leur crime. » Les mobiles de ceux-ci de toute façon étaient parfaitement clairs : tous partageaient les positions de l'Hindu Mahasabha, un parti hindouiste extrémiste qui combattait la doctrine de la non-violence. La conviction de l'homme très intelligent qu'était Nathuram Godse, les lettres qu'il échangea peu avant d'être exécuté avec l'un des fils du Mahatma, Ramdas, devaient permettre de comprendre que, aux yeux d'une part grandissante de la société indienne, Gandhi, au moment de sa disparition, avait en quelque sorte dépassé les limites de sa mission historique.

### Une autorité naturelle et implacable

Le Mahatma, lui-même, ne se dissimulait pas cette évolution inéluctable, et celle-ci explique la lassitude et la désespérance accrues qui marquèrent la fin de sa vie. Celui que Churchill décrivait comme « un fakir demi-nu » avait forgé le nationalisme de tout un peuple, obligé par ses méthodes rudimentaires le dernier des grands empereurs mondiaux, le « Raj britannique », à battre en retraite, mais aussi formé une génération d'hommes politiques indiens qui, une fois l'indépendance obtenue, réclamaient leur émancipation. Déjà défilé de son vivant, Gandhi devenait, une fois mort, une conscience morale beaucoup trop haute et envahissante pour les nouveaux maîtres de l'Inde, qui avaient leur propre conception de la conduite des affaires du pays.

A la fin de sa vie, Gandhi voulait obliger le Parti du Congrès à se dissoudre, estimant que celui-ci était devenu une formation élitiste et corrompue. L'avenir ne lui donna pas tort : après sa mort, le Congrès devint un parti où la lutte pour le pouvoir mobilisa beaucoup les énergies.

Il est difficile d'imaginer à quarante ans de distance l'immense tristesse que causa à des millions d'Indiens la disparition du Mahatma. L'Inde, en état de choc, se retrouva orpheline, désorientée. Il était l'ultime recours, le « Père », comptant sur son charisme pour rétablir le droit et la justice éternels.

Placé à jamais sur un piédestal qui peu à peu effaçait son souvenir, du moins son message, le petit homme aux idées si simples qu'il était dévastatrice pour l'ordre établi, qui avait passé sa vie à errer sur les routes poussiéreuses de l'Inde et

dans ses prisons, était désormais hors d'attente. Plus personne ne se risqua à suivre son exemple, ce qui simplifia beaucoup la tâche des gouvernements successifs de New-Delhi.

Mohandas Karamchand Gandhi était né le 2 octobre 1869, à Porbandar, dans la péninsule de Kathiawar (Etat indien du Gujarat), une petite principauté dont son père était le *desam* (premier ministre). Il acquit de celui-ci une autorité naturelle (qui, plus tard, s'exercera de façon souvent implacable sur ses proches) et de sa mère, de confession Parsi, une foi indébranlable. Cette religion enseignait la

tolérance (notamment vis-à-vis des autres cultes), la charité, la chasteté, une vie de tempérance où la consommation de la viande et de l'alcool était bannie, bref un ensemble de règles qui devinrent l'un des fondements de la doctrine gandhienne. Marié à l'âge de treize ans, il eut quatre fils, mais n'assuma que très médiocrement son rôle de père. Harilal, son fils aîné, devait sombrer dans l'alcoolisme et s'éteignit à l'âge de dix-neuf ans par multiples provocations.

Devenu un avocat riche et célèbre de Johannesburg — et aussi un prisonnier récidiviste — Gandhi, durant les vingt et

victimes de l'exploitation des industriels d'Ahmedabad, Gandhi remportait ses premières victoires sur le sol indien. Ce faisant, il avait eu recours à l'un de ses premiers coups de force, une arme qu'il utilisa à quatorze reprises jusqu'à la fin de sa vie. Entre ces expériences, Gandhi multiplia les voyages à travers le pays, revenant de temps à autre à son ashram d'Ahmedabad. Il apprenait à cette époque à se servir d'un objet qui deviendra symbolique, et dont l'utilisation contribuera à affaiblir la puissance économique et la domination de l'Empire britannique (par la réduction des importations de tissus anglais) : un rouet. Le mouvement Khadi était lancé, fournissant un symbole à tous ceux qui se réclamaient du Mahatma. Le premier affrontement direct avec la Couronne britannique a lieu en 1919, peu avant la date de la promulgation du Rowlat Act, une législation qui restreignait considérablement les droits fondamentaux des Indiens. Annonçant qu'il allait entreprendre un jeûne, il appela simultanément au *hartal* (grève générale). Ce mot d'ordre, ainsi qu'une rumeur à propos de son arrestation, déclenchèrent de violentes émeutes à travers le pays.

Par la suite, Gandhi fit son autocritique : pour la première fois aussi nettement, il avait mesuré la puissance, mais aussi les conséquences, parfois dévastatrices, de la non-violence. Jusqu'à la fin de sa vie, le Mahatma ne cessa d'approfondir sa réflexion sur l'idée de *satyagraha* — la non-violence, la force et la recherche de la vérité — philosophie dynamique en constante évolution. Gandhi savait que la non-violence risque de susciter de la part de ceux contre lesquels elle est appliquée une réaction violente. Il l'admettait et en vint parfois à légitimer une certaine forme de violence, qualifiant, par exemple, la résistance armée des Polonais contre les Allemands au début de la seconde guerre mondiale de « *presque non-violence* ». Le massacre d'Amritsar, en avril 1919, au cours duquel un officier britannique, le général Dyer, fit froidement battre trois cent soixante-dix-neuf civils désarmés, choqua profondément l'Inde tout entière. C'est à peu près à cette époque que Gandhi changea de certitude quant au bien-fondé de la présence britannique en Inde.

### Les « excès du gandhisme »

Emprisonné à de nombreuses reprises, le Mahatma eut souvent recours à des « jeûnes à mort », dont l'objet, au fur et à mesure que la date de l'indépendance se rapprochait, fut moins d'arracher des concessions à l'Angleterre que de mettre fin aux affrontements sanglants entre communautés religieuses, et de prendre la défense des « intouchables », ceux qu'il appelait « les Enfants de Dieu ». La tristesse qui marqua la fin de sa vie s'expliquait aussi par ces brusques explosions de haine entre hindous et musulmans, qui se multipliaient au moment même où l'Inde obtenait la liberté, et dans les semaines qui suivirent la partition. Hindou militant, Gandhi n'a jamais cessé de veiller au sort de la minorité musulmane, ce qui lui attira des haines tenaces. Au cours de son procès, Nathuram Godse expliqua : « Ce qui m'a déterminé, c'était sa complaisance constante envers les musulmans. » Il ajoutait : « Je mettais en garde mon pays contre les excès du gandhisme ; cela signifiait non seulement le régime des musulmans sur tout le pays, mais l'extinction de l'hindouisme lui-même. »

Quarante ans après la disparition de Gandhi, dans un pays où la violence fait partie de l'actualité quotidienne, force est de constater que l'Inde ne souffre guère des « excès du gandhisme ». Le Mahatma a laissé aux Indiens le souvenir de son exemple, il a allumé une petite lumière, qui n'a pu s'éteindre, celle de la dignité humaine et des droits de l'homme. Le reste est oublié. Gandhi, personnage hors du commun, ne pouvait sans doute pas avoir d'héritier.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Gandhi, de Robert Payne. Editions du Seuil.  
(2) Cette nuit la liberté, de Dominique Lapiere et Larry Collins. Editions Robert Laffont.



ROUIL

une année qu'il passa en Afrique du Sud, fit l'apprentissage des modes d'action qui, inséparables des valeurs morales et religieuses, allaient le faire connaître au monde. Certaines lectures ont eu sur lui une influence déterminante : jusqu'au dernier, du philosophe John Ruskin, dont il retint la glorification du travail manuel et la nécessité de renoncer aux richesses ; la *Désobéissance civile*, de Henry Thoreau, et *Le royaume de Dieu est en vous-même*, de Léon Tolstol. C'est aussi en Afrique du Sud qu'il fit le vœu de chasteté Brahmacharya, et que les militants de la non-coopération, le *Satyagraha*, c'est-à-dire la « force de la vérité », remportèrent leur premier succès.

### Les jeûnes et le rouet

En janvier 1915, lorsque Gandhi rentre aux Indes, il y est accueilli en héros. Son audience s'accroît encore, mais davantage — du moins dans les premières années — par son action de réformateur social que par son rôle de « révolutionnaire pacifique ».

En prenant la défense des paysans qui travaillaient dans les champs d'indigo du Bihar, puis celle des ouvriers et paysans

### RENDEZ-VOUS

Dimanche 31 janvier. — *Equateur* : élections législatives et présidentielle.  
*Finlande* : élection présidentielle.

Lundi 1<sup>er</sup> février. — *Paris* : visite du président égyptien, M. Hosni Mubarak.  
*Italie* : visite du roi Hussein de Jordanie.

*Philippines* : élections locales dans les provinces de Lanao et les villes d'Iligan et Marawi.

Mercredi 3 février. — *Paris* : visite du chancelier autrichien, M. Vranitsky (jusqu'au 4 février).

*Sénégal* : réunion au sommet du comité de l'OUA sur le conflit tchado-libyen (jusqu'au 5).

Jardi 4 février. — *Inde* : comparution de l'ancien président d'Union Carbide, M. Warren Anderson, devant le tribunal de Bophal.

Vendredi 5 février. — *Vatican* : le pape Jean-Paul II reçoit le président égyptien, M. Mubarak.

Dimanche 7 février. — *Haiti* : prestation de serment du président élu, à l'occasion du deuxième anniversaire du départ en exil de Jean-Claude Duvalier.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 03  
Tél. : (1) 42-47-87-27  
Télex MONDPAIR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvère-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Lamas (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, La Monde-Editions, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beauvère-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss

Rédacteur en chef : Daniel Veruet

Correspondant en chef : Claude Sales.

### Le Monde

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-35-91-92 ou 45-35-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

Succursales de La Monde : PARIS-10

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
 ISSN : 0395-2037

### Le Monde

**PUBLICITE**

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
 Tél. : (1) 45-35-91-92 ou 45-35-91-71  
 Télex MONDPUB 206 136 F

Succursales de La Monde : PARIS-10

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
 ISSN : 0395-2037

### Le Monde

**TELEMATIQUE**

COMPTES 26-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS

75422 PARIS CEDEX 09  
 Tél. : (1) 42-47-98-72

Jours 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F  
 TOUTS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F  
 ETRANGER (par message) 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F  
 IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
 Changements d'adresse définitifs ou provisoires, nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS PAR MINITELE  
 36-15 - Tapes LEMONDE  
 code d'accès ABO  
 363 jours par an, 24 heures sur 24

### ESPAGNE : les offres de votes de ETA

## Il nous faut saisir la balle au jeu

...le président du gouvernement

« Les offres de votes de la E.T.A. sont une tentative de séduction à l'égard du pouvoir », a déclaré dimanche le président du gouvernement, Felipe González, dans un entretien avec les journalistes. Le chef du gouvernement a insisté sur le fait que les offres de votes de la E.T.A. sont une tentative de séduction à l'égard du pouvoir. « Les offres de votes de la E.T.A. sont une tentative de séduction à l'égard du pouvoir », a déclaré dimanche le président du gouvernement, Felipe González, dans un entretien avec les journalistes. Le chef du gouvernement a insisté sur le fait que les offres de votes de la E.T.A. sont une tentative de séduction à l'égard du pouvoir.

### Fin d'indépendance

...pour les habitants

### Autriche

### Schroder démissionne de la Creditanstalt

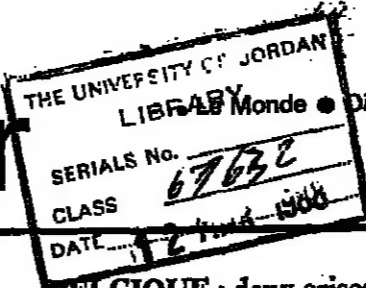
...le ministre de la Justice

### FINLANDE : première élection présidentielle

## M. Koivisto espère être réélu d

La première élection présidentielle finlandaise aura lieu dimanche 15 février, à 17 heures, dans le pays scandinave. Le président sortant, Urho Kekkonen, a été élu en 1955 et a exercé son mandat jusqu'en 1982. Il a été réélu en 1982. Le président sortant, Urho Kekkonen, a été élu en 1955 et a exercé son mandat jusqu'en 1982. Il a été réélu en 1982. Le président sortant, Urho Kekkonen, a été élu en 1955 et a exercé son mandat jusqu'en 1982. Il a été réélu en 1982.

جو، لیتو



ESPAGNE : les offres de trêve de l'ETA

« Il nous faut saisir la balle au bond », nous déclare le président du gouvernement autonome basque

La première réaction officielle du gouvernement de Madrid à l'offre de trêve de l'ETA militaire a été marquée par une grande circonspection. Interrogé à l'issue du conseil des ministres du vendredi 29 janvier, le porte-parole de l'exécutif, M. Javier Solana, a certes réitéré que le gouvernement était disposé à maintenir des contacts avec l'ETA à condition qu'il soit mis fin à la violence. Mais il a ajouté que l'important était les « faits » et non les communiés. Il a signalé à ce

VITORIA de notre envoyé spécial

« Je crois qu'il s'agit d'une nouvelle tentative, et qu'il faut saisir la balle au bond. Ce serait une erreur pour le gouvernement de Madrid d'avoir une réaction trop hâtive, de penser que l'ETA est accablée et de ne pas saisir l'occasion. »

Le président du gouvernement autonome basque et dirigeant du PNV (Parti nationaliste basque), M. José Antonio Ardanza est optimiste. Il ne partage pas les réserves des socialistes et, dans l'entretien qu'il nous a accordé au palais d'Ajuria-Enea à Vitoria, souligne l'importance de la proposition de trêve qui vient de formuler l'ETA militaire. « D'autant que cette offre s'inscrit dans le cadre d'une longue évolution, souligne-t-il. Il y a un an et demi déjà que l'ETA sait qu'elle a perdu la guerre. C'est pourquoi elle base, depuis, sa stratégie sur l'idée d'une négociation. »

Il poursuit : « Dès le début, nous avons pressé les socialistes de profiter de l'occasion et de prendre l'ETA au mot. On nous a alors accusés de chercher à encourager une négociation pour obtenir davantage de prérogatives pour notre région. Il a fallu un an pour que le gouvernement de Madrid nous donne raison en reconnaissant publiquement, en août dernier, qu'il négociait avec l'ETA. M. Ardanza reconnaît que, si les socialistes ont eu tendance à sous-estimer l'aspect politique de la lutte contre l'ETA,

autres dirigeants de son parti, c'est qu'il fait figure, au sein du PNV, de leader du clan des « pragmatiques » : ceux qui pensent que, pour faire avancer l'autonomie basque, il faut résoudre couper les ponts avec le nationalisme radical et chercher un terrain d'entente avec Madrid. Une politique qu'il a suivie depuis son arrivée à Ajuria-Enea, il y a trois ans, et, plus encore, depuis que, en mars 1987, après un recul électoral, le PNV a dû s'unir aux socialistes pour former un gouvernement stable à Vitoria : une expérience de coalition, sous sa présidence, sans précédent au Pays basque depuis la guerre civile.

Cette expérience permettra-t-elle de résoudre cette société basque fracturée entre « basquistes » et « espagnolistes » ? M. Ardanza se veut prudent : « Le problème de fond subsiste dans notre société : celui de l'affrontement entre nationalisme basque et nationalisme espagnol. Mais nous commençons à déceler que ce clivage ne nous empêche pas de nous entendre sur des règles de jeu communes. »

L'aggiornamento du nationalisme basque suppose-t-il l'abandon de la notion d'indépendance ? Notre combat, répond notre interlocuteur, c'est la reconnaissance de la nation basque, ce qui ne se traduit pas forcément par un Etat basque. Tout dépend des circonstances historiques. Dans le passé, face à la dictature, nous réclamions un Etat basque parce qu'il s'agissait là de la seule manière de garantir notre survie collective. Aujourd'hui, les choses ont changé, le Pays basque n'est plus menacé de mort, le nationalisme peut devenir plus serein : l'indépendance est devenue un concept plus culturel que politique. »

Il conclut : « Notre lutte passe désormais par l'Europe. Une Europe où les Etats, malgré leurs résistances, se désolidarisent progressivement de leurs prérogatives, et où les frontières héritées du système stalinien ne constituent plus des barrières infranchissables. Une Europe des peuples et non des Etats. Et si les Basques luttent contre les Etats existants, pourquoi voulez-vous qu'ils cherchent absolument à former le leur ? »

THERRY MALINIAK

La saga de « la Générale » et le ballet politique

BRUXELLES de notre correspondant

Faisons un rêve, ou plutôt un cauchemar : dans la même semaine, les Français apprendent : 1) que la moitié des cinquante premières entreprises de l'Hexagone va peut-être passer sous contrôle étranger ; 2) qu'il y a un lien entre des tueries sanglantes commises par une bande de fous dans des supermarchés et des milieux liés à la gen-darmrie, à l'extrême droite et peut-être même à la sûreté de l'Etat ; 3) qu'ils n'auront peut-être pas de « vrai » gouvernement avant plusieurs semaines, sinon plusieurs mois. On imagine aisément les réactions que cette série malheureuse provoquerait en France et dans le monde.

Or c'est exactement ce qui se passe en Belgique depuis quelques semaines. Une fois par semaine, les Belges semblent intéressés, voire conquis par l'évolution de leur pays. Certes, il en faudrait encore plus pour traumatiser un peuple qui jouit d'une extraordinaire prospérité et n'ait toute conscience collective. Grâce soit rendu sur ce point à M. Carlo De Benedetti, qui n'en demandait sûrement pas tant : il a en quelque sorte réveillés le pays !

Car tout le monde ici en parle et tout le monde prend parti. Entre Carlo De Benedetti, l'italien charmer et décevant qui va même jusqu'à prononcer quelques mots de flamand, M. René Lamy, le « gouverneur » - c'est tout dire - de la Société générale de Belgique, qui donne l'impression de découvrir l'univers impitoyable de la finance internationale, et M. André Leysen, le Flamand combatif et brillant la partie est ouverte et chacun choisit son camp. Comme ce petit employé rencontré aux guichets d'une banque, qui achetait une action de la Société générale, « car Monsieur, il faut la défendre, c'est notre Générale », ou bien ces francophones bruxellois qui jurent par tous les dieux qu'ils « préfèrent mille fois un Italien à un Flamand ». Ou encore cet éditorialiste celtique, Mann Ruy, qui conclut : « Au moment où le capital flamand pourrait prendre une partie du contrôle du premier holding du pays, les hommes politiques flamands peuvent-ils encore se permettre de se plaindre des hommes politiques francophones ? »

La saga de « la Générale », quelle que soit son issue économique, aura considérablement modifié l'équilibre déjà instable du royaume en concentrant la domination du nord du pays. Cette domination, qui était déjà politique (à quelques exceptions près, le premier ministre est toujours, depuis la fin de la deuxième guerre, un social-chrétien flamand), démographique (il y a environ six millions de Flamands pour quatre millions de francophones), économique (la croissance du nord du pays est plus rapide que celle du sud), cette domination, donc, est en passe de

devenir aussi financière. Même si elle échoue pour des raisons juridiques, la tentative d'André Leysen, patron du holding flamand Govert, aura montré en tout état de cause qu'il existait en Flandre des groupes assez puissants pour prendre le contrôle de la Générale, qui n'a en revanche jusqu'ici pu trouver dans les milieux francophones l'appui qu'elle recherchait.

Complot ?

Cette OPA a rappelé une deuxième caractéristique du pays : la faiblesse, voire l'inexistence, de l'Etat. Les pas de l'Etat, le ministre des finances, M. Mark Eyskens, le démontrent. Déclarant dans un premier temps illégale l'opération de Carlo De Benedetti, n'a-t-il pas, dès le lendemain, donné l'assurance d'accueillir favorablement l'homme d'affaires de la péninsule, pour, de nouveau, s'opposer quelques jours après à son entreprise ? L'homme n'est pas en cause : M. Eyskens a du talent et du bon sens, mais il ne peut s'appuyer sur aucune législation ni aucune stratégie pour gérer une telle affaire. Il avait ainsi souhaité faire passer une loi destinée, à l'instar des autres pays européens, à rendre un peu plus transparentes les opérations financières. Las ! La crise politique l'a obligé à renoncer à cette proposition. Si le gouvernement de Wilfried Martens a pu mener une politique économique d'ensemble cohérente, il n'a pas su, en revanche, influencer ou encadrer les alliances et les regroupements d'entreprises, comme cela a été fait dans de nombreux pays européens, quelle que soit d'ailleurs leur « idéologie ». La tentative de Carlo De Benedetti a décidé, en août 1987, l'ouverture du « contrat de siècle » - le renouvellement en matière de la règle des téléphones - est à cet égard significatif. Cette lacune risque fort d'affaiblir considérablement la Belgique dans le combat que se livrent les entreprises européennes dans la perspective de 1992.

Certains veulent faire un lien entre cette faiblesse de l'Etat belge et la vague de tueries qui a déferlé sur la Belgique de 1982 à 1985. Pour eux, un « complot » aurait été ourdi en vue de déstabiliser le pays, dans un échelon subalterne un cancer qui aurait pu être éradiqué plus rapidement, si l'on avait été plus rapidement satisfait. Les socialistes actuels ont aussi mis en exergue le fonctionnement exemplaire de la justice : le président du tribunal de commerce de Bruxelles, comme celui de la cour d'appel de Mons ont montré leur indépendance. « Le malaise belge », explique un professeur bruxellois, est inhérent à la Belgique. De temps en temps nous parvenons à l'oublier. Disons qu'en ce moment nous faisons une relecture. »

JOSÉ-ALAIN FRALON  
(Lire page 20 l'article sur la Société générale.)

AUTRICHE

M. Androsch démissionne de la Creditanstalt

VIENNE de notre correspondant

Le conseil d'administration de la Creditanstalt, la plus grande banque nationalisée d'Autriche, a accepté, vendredi, la démission de son directeur général, M. Hannes Androsch, qui avait été condamné à une amende de 500 000 F français le 20 janvier pour avoir menti sur ses finances personnelles devant la commission parlementaire enquêtant sur les activités finan-

cières douteuses de l'hôpital général de Vienne dans les années 70.

A trente-deux ans, M. Androsch avait été nommé, en 1970, ministre des finances, puis, en 1976, vice-chancelier, vice-président du Parti socialiste. Il est passé pendant des années pour le successeur logique du chancelier Kreisky. Après son implication dans le scandale de l'hôpital de Vienne, le chancelier lui avait demandé, en 1981, de démissionner de toutes ses fonctions politiques et lui avait offert la direction de la plus grande banque d'Autriche. - W. B.

FINLANDE : première élection présidentielle au suffrage direct

M. Koivisto espère être réélu dès le premier tour

Pour la première fois depuis l'indépendance, en 1917, les Finlandais ont l'occasion cette année d'élire leur président de la République au suffrage universel direct. Si l'un des cinq candidats en présence obtient au premier tour des 31 janvier et 1<sup>er</sup> février la majorité absolue, il sera automatiquement élu. Mais, si aucun d'entre eux ne recueille 50 % des suffrages, c'est à un collège de 301 « grands électeurs » que reviendra, comme par le passé, la tâche, le 15 février, de désigner le nouveau chef de l'Etat.

HELSINKI de notre envoyé spécial

Autrement dit, dimanche et lundi, les Finlandais vont déposer deux bulletins dans l'urne, un pour leur candidat préféré et un autre pour la composition du collège. Cette réforme du mode de scrutin est le fruit d'un compromis entre les défenseurs de l'ancien système, jugé démodé parce qu'il permettait par exemple au conclève des « grands électeurs » de choisir à la dernière heure un président qui ne figurait pas initialement sur la liste des « possibles », et les partisans du modèle français. Aux yeux des Finlandais, celui-ci comporte toutefois des inconvénients. Le second tour mettant aux prises les deux candidats les mieux placés risque de provoquer une nouvelle polarisation gauche-droite de la vie politique que l'on s'est efforcé d'estomper au cours des vingt dernières années au profit d'un consensus pragmatique établi par de grandes coalitions gouvernementales majoritaires.

Le système hybride finalement retenu a été longuement discuté, mais, mis à part ces débats constitu-

tionnels plutôt théoriques, la campagne n'a pas donné lieu à des escarmouches spectaculaires. « Koivisto direct », peut-on lire sur les affiches électorales du président-candidat, présenté sur des cartes postales soit en tenue de soirée, soit en bûcheron distingué, souriant et apparemment heureux de retrouver ses forêts. Personne ne doute en Finlande que, dans tous les cas de figure, il sera réélu puisque les sondages le créditent de 49 % à 55 % des intentions de vote, et que ses rivaux ont du mal à dépasser 15 %. Mais M. Koivisto, âgé de soixante-quatre ans, ne cache pas qu'il serait « quelque peu déçu » s'il n'obtenait pas la majorité absolue au premier tour.

Les Finlandais n'ont aucune peine à s'identifier à cet homme qui inspire confiance et qui, comme eux, réfléchit longtemps avant de parler et pèse le pour et le contre avant de décider. Au cours des six années de son premier mandat, il a montré une étonnante discrétion que certains lui reprochent d'ailleurs mais qui correspondait sans doute à un besoin politique après vingt-cinq ans de régime Kekkonen, pour le moins autoritaire.

Depuis quelques semaines, M. Koivisto est un peu plus prolix. Mais ses discours n'enthousiasment pas particulièrement les foules. Heureusement, il se fait accompagner dans ses meetings par des chanteurs de tango et de ballades caréliennes mélancoliques. Au Palais des sports de Porvoo, petite ville à une cinquantaine de kilomètres d'Helsinki, il parle, par exemple, devant trois mille spectateurs, des bonnes relations avec les pays nordiques et l'URSS, de l'entrée prochaine de la Finlande au Conseil de l'Europe, des efforts à consentir en faveur des régions pauvres, du consensus économique et du rôle du chef de l'Etat.

Les jeux semblent faits, l'objectif des autres candidats est de terminer... second. Et de mesurer leurs forces respectives. M. Harri Holkeri, cinquante et un ans, le premier ministre conservateur, à la tête depuis le printemps dernier d'une coalition gauche-droite, inédite en Finlande, fait apparemment tout pour éviter qu'une « feuille de papier à cigarette » puisse se glisser entre le président et lui-même. L'explication est simple : la droite finlandaise revenue enfin au pouvoir après vingt-cinq années dans l'opposition ne tient pas à être de nouveau mise à l'écart. Une campagne trop marquée contre la gauche risquerait de déstabiliser le climat de travail avec les socialistes-démocrates au sein du gouvernement avant des négociations qui s'annoncent épineuses sur la réforme du système fiscal. Pour bien souligner qu'il ne souhaite aucune dispute, M. Holkeri vient d'ailleurs de déclarer que ses grands électeurs voteront pour M. Koivisto en cas de second tour.

L'objectif de 1994

A gauche, M. Kalevi Kivisto n'est pas un inconnu puisqu'il était déjà sur les rangs en 1982. Socialiste proche de notre PSU, il est soutenu par le Parti communiste rénovateur, majoritaire en Finlande, une fraction des Verts et des mouvements alternatifs, des pacifistes aux féministes. Cet intellectuel de quarante-six ans recherche très poiment au président de ne s'intéresser qu'aux questions économiques et à la politique étrangère. Il aimerait que l'on parlât davantage de culture, de faits de société et de l'indépendance nationale face à l'intégration européenne et aux multinationales.

A l'extrême gauche, M. Jouko Kajonaja est un pur représentant du

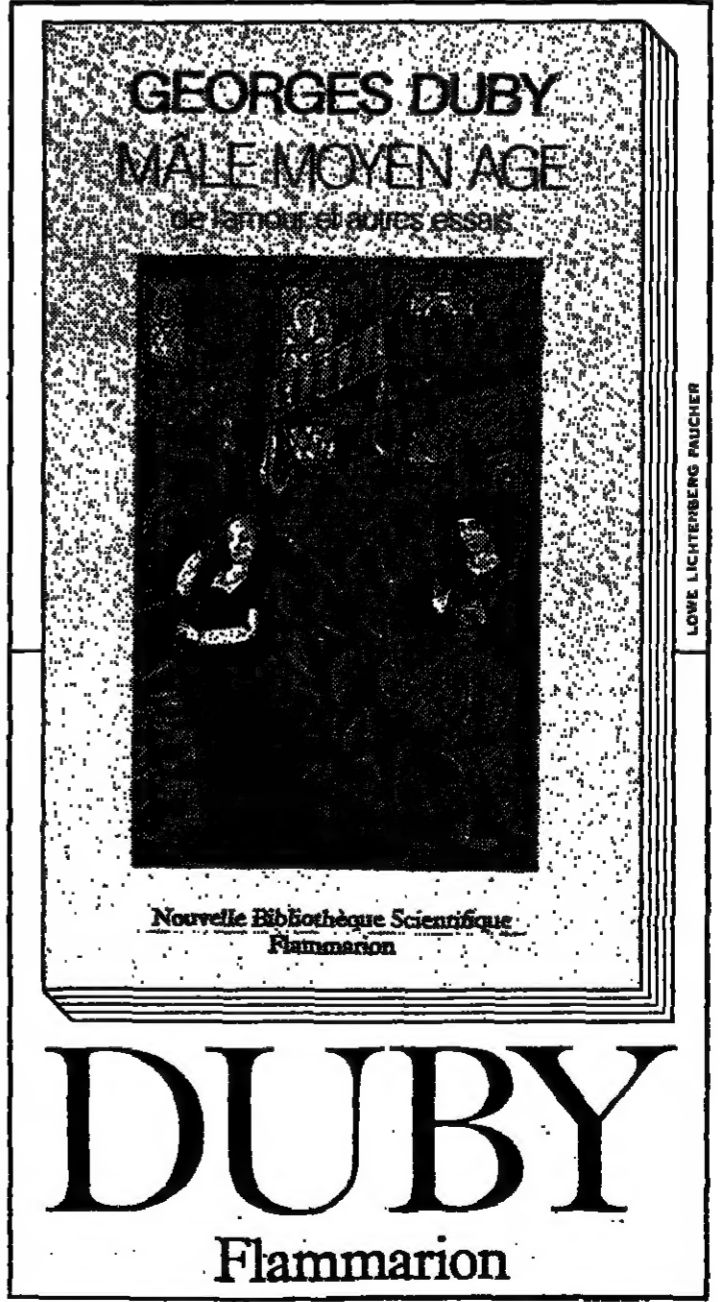
communisme orthodoxe. Si tout va bien, il recueillera 2 % des suffrages.

Dans cette campagne d'une dignité un peu triste, M. Paavo Väyrynen, quarante et un ans, ancien ministre des affaires étrangères, apparaît comme le seul véritable « constatable » et se comporte en chef de l'opposition. Le Parti du centre (ex-gauche), dont il est le leader, a participé à la plupart des gouvernements de coalition que la Finlande a connus depuis la guerre. Après les législatives de mars 1987, il fut écarté du pouvoir avec la mise en place de ce fameux cabinet « rouge-noir » (conservateur, social-démocrate plus deux autres petits partis) voulu par le président. C'était, pour les centristes, un camouflet. Mais M. Väyrynen est une « bête politique » et entend bien remonter la pente. Plus libre aujourd'hui dans ses propos que lorsqu'il siègeait au gouvernement, il réclame une neutralité plus active, de meilleures relations commerciales avec l'URSS et estime que la Finlande peut faire davantage entendre sa voix sur la scène internationale.

M. Väyrynen s'est lancé le premier dans la campagne. Il donne l'impression de représenter la Finlande profonde sur un ton un tantinet nationaliste et avec un certain succès.

En fait, le débat électoral qui se termine à mis aux prises non pas la droite et la gauche, qui sont des conceptions diffusées aujourd'hui dans un pays de consensus, mais plutôt les « campagnes contre les villes ». L'objectif de M. Väyrynen, qui se pose en porte-parole des petits contre les grands, est, bien entendu, de battre M. Holkeri, le candidat conservateur. Pour ces deux personnalités qui briguent la succession de M. Koivisto en 1994, la « médaille d'argent » est importante. En Finlande, mieux vaut commencer tôt...

ALAIN DEBOVE.



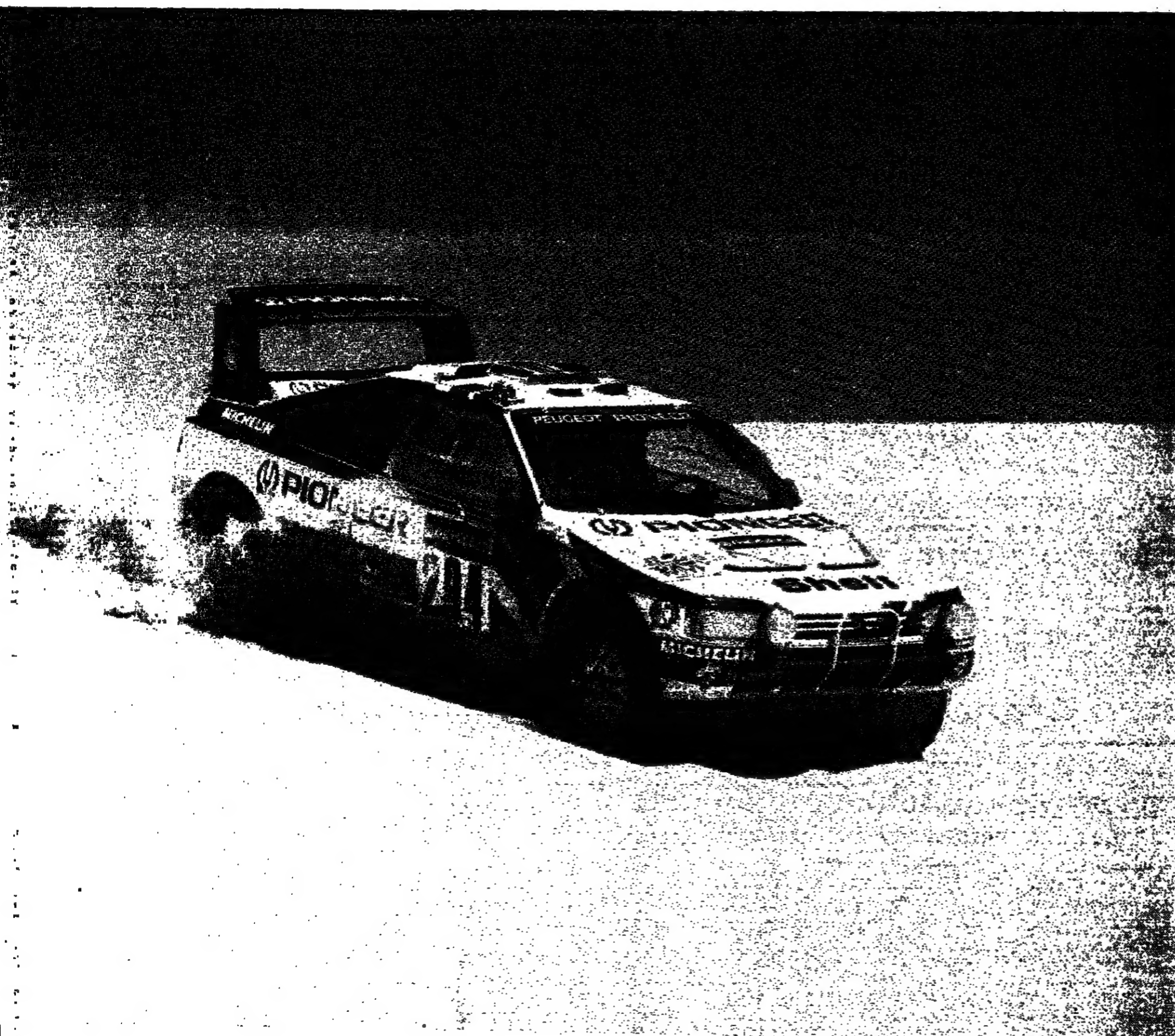
مكتبة القرآن

# DUNES ET DE DEUX !

**PEUGEOT VAINQUEUR DU PARIS-ALGER-DAKAR 88.**

1<sup>er</sup> Juha Kankkunen et Juha Piironen.  
Merci à Alain Ambrosino et Alain Guehenec.  
Merci à Henri Pescarolo et Patrick Fourticq.

**... ET BRAVO À ARI VATANEN ET BRUNO BERGLUND.**



**PEUGEOT. UN CONSTRUCTEUR SORT SES GRIFFES.**

Handwritten signature: *Juha Piironen*

## Europe

### LES La fin des « beriozkas » ?

Les « beriozkas », ces véhicules blindés à roues qui ont servi de char de combat à l'armée soviétique pendant la guerre froide, sont-ils destinés à disparaître ? C'est ce que suggère un article de la revue britannique « The Economist » paru le 27 janvier. Selon cet auteur, les « beriozkas » sont devenus obsolètes et leur maintenance coûteuse. Il propose que les armées les remplacent par des véhicules plus légers et plus agiles. L'article mentionne également que certains pays ont déjà commencé à les remplacer par des véhicules plus modernes.

### BULGARIE Le PC est invité à se « libérer des gens passifs »

Le Parti communiste bulgare a lancé un appel à la réforme. Dans un discours prononcé à Sofia, le premier ministre a déclaré que le régime doit se libérer des éléments passifs qui entravent le développement du pays. Il a appelé à une plus grande responsabilité des citoyens et à une réforme de l'appareil d'Etat. Le discours a été accueilli avec intérêt par les médias occidentaux.

### Afrique AFRIQUE DU SUD Des affrontements entre Noirs font cinq morts au Cap

Des affrontements entre Noirs ont éclaté au Cap, en Afrique du Sud, entraînant la mort de cinq personnes. Les tensions raciales restent élevées dans la région. Les autorités ont appelé à la modération et à la non-violence. Les médias ont rapporté que les affrontements ont eu lieu dans un quartier populaire du Cap.

### Le

Fragment of text from the right edge of the page, mostly cut off.





مكتبة الرجل

# Politique

## PROPOS ET DÉBATS

M. Léotard

### Délinquance

Interrogé sur Europe 1, vendredi 29 janvier, M. François Léotard s'est déclaré « consterné par une gauche qui a passé des années à dire qu'il fallait se battre sur des idées et qui finit dans un état de délinquance tel que l'on va chercher le sauveur suprême ».

Après avoir précisé qu'il avait rencontré « à plusieurs reprises » M. Mitterrand, avec l'autorisation de M. Chirac, pour évoquer le dossier des « grands travaux », le ministre de la culture s'est montré persuadé que le chef de l'Etat ne briguera pas un nouveau mandat. Toutefois, a-t-il ajouté : « Si l'écloso de sa réélection, je suis sûr aussi un des républicains que nous le battons [...] il a une belle sortie maintenant, la deuxième sera plus difficile ».

Le secrétaire général du PR a également expliqué que son soutien à M. Raymond Barre « ne sera en aucun cas une agression ou une déloyauté vis-à-vis du premier ministre », que « je continue, a-t-il ajouté, à servir aujourd'hui et dont je souhaite le succès en tant que premier ministre dans sa gestion gouvernementale ».

M. Le Pen

### Socialistes et socialo-positifs

M. Jean-Marie Le Pen, qui tenait à Reims, vendredi soir 29 janvier, la première d'une vingtaine de réunions publiques en province, a affirmé que les quatorze dernières années ont été

« l'addition de deux septennats qui ont vu le déroulement du socialisme et par la droite et par la gauche ». Le président du Front national a ajouté : « Le trait commun de ces quatorze années de décadence française, c'est le socialisme, et le socialisme, c'est une espèce de SIDA politique, de SIDA mental [...] Dans ce style de maladie, il y a une phase mortelle, proche de l'agonie, celle des socialistes et celle des socialo-positifs que sont l'UDF et le RPR, les uns et les autres ayant le même malade ».

Quelques quatre cents personnes avaient manifesté à l'appel des organisations et partis de gauche, en fin d'après-midi pour protester contre la venue à Reims du candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle.

M. Evin

### Autonomie

« M. François Mitterrand, s'il devait être candidat, ne pourrait pas être élu sans l'appui de M. Michel Rocard », a affirmé M. Claude Evin, à RMC, vendredi 29 janvier.

Le directeur de campagne de l'ancien ministre a ajouté : « M. Mitterrand prendra sa décision sans tenir compte de l'avis de Michel Rocard, je pense, et Michel Rocard prendra lui aussi sa décision en toute autonomie ». Selon le député socialiste de Loire-Atlantique, M. Rocard « a fait partie aujourd'hui des hommes politiques dans ce pays qui ont des chances d'être élus président de la République [et] à ce titre, il est nécessaire qu'il se prépare à assumer cette responsabilité ».

étaient présents ou représentés à l'assemblée constituante organisée, mardi 19 janvier à l'Assemblée nationale. M. Jean Auroux, ancien ministre, député de la Loire et maire de Roanne, a été élu président par quarante-six voix contre trente-quatre.

## Après les nouveaux attentats

### Une Organisation révolutionnaire armée se manifeste en Guadeloupe

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

Daté du 25 janvier, un tract de l'Organisation révolutionnaire armée (ORA) est parvenu le samedi 27 janvier aux organes de presse de Pointe-à-Pitre. Jusqu'alors inconnue, cette organisation clandestine évoque les « luttes » pour « la cause de l'indépendance nationale » et rappelle que « de nos jours, des patriotes croissent dans les godéts coloniaux ». L'ORA estime que « les colonialistes français organisent l'invasion de notre pays par des Français et autres Européens » et qu'« ils ne comprennent que le langage de la force ».

« Nous, combattants de l'ORA, concluons ce tract dactylographié, avons décidé de prendre nos responsabilités. Nous attaquons l'occupant étranger partout où il se trouve [...] La lutte pour la conquête de l'indépendance nationale exige courage et sacrifice ».

Bien que le tract annonçant la création de cette organisation ne revendique pas directement les cinq attentats de la nuit du 27 janvier, la concomitance est pour le moins troublante.

En Guadeloupe, les précédents attentats remontaient au mois de décembre 1986. Les socio-professionnels du tourisme sont inquiets de cette réapparition des « bombes ». Les milieux politiques s'interrogent, pour leur part, sur les retombées des récentes déclarations de M. Bernard Pons. A la télévision locale, le ministre des départements et territoires d'outre-mer s'était félicité du « retour à la paix civile » à la Guadeloupe.

Des mesures de sécurité importantes doivent être prises à l'occasion de la visite que M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, doit effectuer la semaine prochaine dans l'archipel.

## LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

LES princes qui gouvernent la république appartiennent à l'aristocratie de ceux qui sont censés la servir : les fonctionnaires. C'est une confusion des genres, qui conduit les exécutants à devenir décideurs et les contrôlés, contrôleurs. Le système de fonctionnement sur lequel repose l'Etat n'est plus aux ordres, sinon aux siens, car il s'auto-dirige. Telle est la « république des fonctionnaires » que décrit Thierry Pfister, après l'avoir observé de près et de l'intérieur puis qu'il fut l'un des proches collaborateurs de Pierre Mauroy, premier ministre.

On sait, par de précédents ouvrages sur « les coulisses du pouvoir » ou « la vie quotidienne à Matignon du temps de l'union de la gauche », que Thierry Pfister n'a pas fait en vain le voyage au cœur de l'appareil d'Etat. Cette fois, c'est moins une chronique qu'il propose qu'un essai, fruit d'une enquête complète sur le sujet, à laquelle les exemples taillés dans le vif qu'il emprunte à sa mémoire donnent son sel et son crédit.

On sait aussi, par les mêmes précédents ouvrages, que l'auteur ne s'embarrasse pas de précautions inutiles pour dire ce qu'il a à dire. Aussi son dernier livre sera-t-il reçu par beaucoup comme un pavé lancé dans une mare qui ne demandait rien tant que de rester tranquille. Les débâcles successives d'occupants parvenus et l'auteur n'est pas moins sévère avec les personnels socialistes du Tour-Emt qu'avec les autres. Si salubre que soit cette justice distributive, il serait dommage de ne s'en tenir qu'aux seuls cas précis qu'elle dénonce publiquement. L'intérêt de l'essai est de montrer que le mal s'applique à l'ensemble du système et combien il est profond.

L'auteur n'a aucune peine à prouver « la colonisation de l'univers politique par les membres de la haute administration ». Elle s'étend largement au secteur économique avec la double pratique

du pantouflage et du corporatisme. La vague libérale n'a rien changé, il suffit d'examiner la composition de l'Assemblée nationale et celle du gouvernement pour s'en persuader. La république des camarades est devenue celle des condisciples ou, si l'on préfère, des « corpsards ».

Ce n'est pas nouveau, mais cela empire, avec pour conséquences « l'excessive homogénéité de la classe politique » — dont on se demande si elle n'a cessé d'être représentative de la société environnante, avec ce que

### La république des fonctionnaires

cela comporte de décalage — et la pesanteur idéologique d'un appareil d'exécution qui a la capacité de privilégier ses propres choix. L'auteur note, à ce propos, que le retard de la féminisation politique en France doit beaucoup au fait que les femmes ont longtemps été tenues à l'écart de l'aristocratie administrative.

« L'emboîtement des sphères de décision de la société française » par les hauts fonctionnaires passe souvent par un stade intermédiaire, véritable marchepied, celui des cabinets ministériels, institution très française qui, au demeurant, se retourne contre l'administration dans la mesure où elle tend à supplanter l'action des grandes directions ministérielles.

Si Thierry Pfister s'intéresse — en fournissant là aussi des indications précises et des exemples personnels — aux avantages dont bénéficient les hauts fonctionnaires et les notables du secteur public (primes, cumul d'emplois, détachements, prêts, contrats d'assurance), s'il en vient à traiter du financement de

l'activité politique, avec, toujours, de « croustillants détails », s'il s'emploie à relativiser « l'idéologie de la compétence » et « le mythe de l'intérêt général », s'il regarde comment les choses se passent dans les pays comparables, c'est parce que, dans une vision globale de nos systèmes démocratiques, tout se tient. Ce n'est pas moindre mérite de cette analyse souvent très critique que de ne pas rester négative et de proposer une série de règles de conduite.

Thierry Pfister suggère, par exemple, de contraindre les fonctionnaires qui persistent dans la carrière politique au-delà d'un second mandat à rompre définitivement avec la fonction publique, de limiter le nombre des grands emplois laissés à la discrétion du gouvernement, de prévoir un statut de l'élu lui assurant une authentique formation, de financer les campagnes électorales des candidats en proportion des suffrages recueillis, d'organiser le reclassement des déçus de l'aventure électorale, de réduire la puissance des cabinets ministériels, de limiter le nombre des ministres, etc.

Il paraît bien impudent, ce monsieur qui, non seulement, livre sur la place publique les petits secrets et les combines du sérail, mais qui, en plus, et de manière fort recevable, dit comment le mal peut être traité ! On se récrie, on hausse les épaules, on opposera l'inertie, comme d'habitude. On aurait bien tort. Au moment où l'on s'émue de la désaffection à l'égard de la politique, parce que ses promesses ne tiennent pas la distance devant la réalité, parce que son discours ne paraît plus crédible, il serait plus avisé de s'interroger sur son mode de fonctionnement. Thierry Pfister invite la politique à réfléchir sur la politique. Et pourquoi pas ?

« La République des fonctionnaires », par Thierry Pfister. Albin Michel, 250 p., 85 F.

## FDT ne soutiendront l'élection présidentielle

Les FDT ne soutiendront pas l'élection présidentielle. Le refus de s'engager sur le terrain électoral n'est pas à proprement parler une nouveauté. Les FDT ont refusé de soutenir M. Chirac en 1981 et M. Mitterrand en 1985.

## position de classe

Le FDT ne soutiendront pas l'élection présidentielle. Le refus de s'engager sur le terrain électoral n'est pas à proprement parler une nouveauté. Les FDT ont refusé de soutenir M. Chirac en 1981 et M. Mitterrand en 1985.

Le FDT ne soutiendront pas l'élection présidentielle. Le refus de s'engager sur le terrain électoral n'est pas à proprement parler une nouveauté. Les FDT ont refusé de soutenir M. Chirac en 1981 et M. Mitterrand en 1985.

## ce qu'on pense

M. Jean-Marie Le Pen, qui tenait à Reims, vendredi soir 29 janvier, la première d'une vingtaine de réunions publiques en province, a affirmé que les quatorze dernières années ont été

## on laisse aux hommes de droite l'occupation de la tontonmanie !

Le FDT ne soutiendront pas l'élection présidentielle. Le refus de s'engager sur le terrain électoral n'est pas à proprement parler une nouveauté. Les FDT ont refusé de soutenir M. Chirac en 1981 et M. Mitterrand en 1985.

# HISTOIRE DE FRANCE HACHETTE

GEORGES DUBY

LE MOYEN ÂGE  
877-1450

EMMANUEL LE ROY LADURIE

L'ÉTAT ROYAL  
1450-1610

**LA FRANCE: UN PAYS FAÇONNÉ PAR L'HISTOIRE.**

**GEORGES DUBY de l'Académie française: Le Moyen Âge**

**EMMANUEL LE ROY LADURIE: L'État Royal**

Une grande histoire politique de la France, qui met au jour les racines de notre identité, interroge le berceau de nos institutions et analyse l'archéologie de nos mentalités. Iconographie en couleurs. Chaque volume 290 F.

HACHETTE





L'ACADÉMIE FRANÇAISE  
A REÇU M. GEORGES DUBY

# Dans l'amitié de la peinture

On savait M. Georges Duby fou de peinture, peintre lui-même à ses heures et sans cesse à la découverte de jeunes talents. Quelle aubaine pour lui de se trouver des goûts communs avec Marcel Arland, dont il occupa désormais le fauteuil ! Rien d'étonnant à ce qu'il s'étende avec une gourmandise évidente sur les textes de l'ancien directeur de la NRF consacrés à l'art : les meilleurs de *Chronique de la peinture moderne*, auxquels se réfère le récipiendaire, ont d'ailleurs été repris, avec de plus récentes, dans le recueil qui s'intitule *Dans l'amitié de la peinture*. On aurait mieux qualifié la nature des rapports privilégiés de Marcel Arland avec les œuvres, comme avec Massieu, Braque, Rouault, Chagall, Wols, Bissière, André Masson, M. Duby insiste aussi sur son amour du paysage « au cœur de la peinture fran-

çaise... » Donc de la campagne française, qui est le sujet, le « motif » d'une production romanesque profondément ancrée dans le sol. De Terre natale, de Marcel Arland, à la France rurale, dont M. Georges Duby a fouillé le passé, à commencer par le Moyen-âge médiéval, sa thèse de doctorat. Il n'y avait qu'un pas. M. Alain Peyrefitte l'a franchi, en passant en revue l'œuvre déjà colossale de celui qu'il appelle « un sorcier évocateur » : un des principaux créateurs de la nouvelle histoire, qui cependant, sous sa plume, conserve sa place à l'événement. « Sous la poussière des archives c'est l'homme vivant que vous cherchez », l'homme et sa réalité sociale, puis sa participation à l'œuvre d'art collective qui a immortalisé le Temps des cathédrales.

J.-M. D.

## Le discours du récipiendaire

MESSIEURS,

MARCEL ARLAND, un jour de brouillard, parcourait Paris. Le voici sur le pont des Arts. Il rêve. Le souvenir d'une conversation lui vient. Un officier des gardes républicains qui avait commandé le peloton d'honneur lors de la dernière réception à l'Académie française, lui demandait l'été précédent : pourquoi la solennité ne prendrait-elle pas encore plus d'éclat, pourquoi ne verrait-on pas le nouvel académicien s'avancer vers son fauteuil depuis l'autre rive de la Seine, depuis le Louvre, la double baie des gardes, sabre en l'air, s'élançant d'un bout à l'autre du pont ? Ce pont, en vérité, Marcel Arland le prenait alors en sens inverse. Je tournais, précise-t-il, le dos à l'Institut. Un jour vint, cependant, où il prit le pont dans le bon sens. Qui lui eût prédit cette volte-face eût sans doute quelque peu surpris lorsqu'il écrivait cette phrase, vers 1945, à cinquante ans. Un fait est sûr : quand, au même âge, saisi d'un trouble aussi grand que celui qui m'étreint aujourd'hui, je lisais devant les savants qui venaient de m'être au Collège de France un autre discours, ou plutôt, car il s'agit d'un genre tout différent, une leçon, ma leçon inaugurale, je ne pouvais, bien sûr, imaginer accéder à mon tour à un si haut degré d'honneur, être l'objet de votre part, Messieurs, d'une considération si bienveillante. Comment même, il y a quelques mois à peine, aurais-je osé penser que vous me feriez place parmi vous ? J'en reste ce soir étonné, et mes premiers mots sont de gratitude pour vous qui m'avez choisi.

### Hommage à Dumézil...

CEPENDANT, je voudrais aussi, à l'oreille de cette cérémonie, exprimer hautement ce que je dois à deux de vos confrères qui ne sont plus, Georges Dumézil et Fernand Braudel. Les travaux de Georges Dumézil m'ont guidé au tournant d'une recherche hasardeuse. Je m'efforçais de comprendre comment s'organisaient les rapports de pouvoir en France aux temps que l'ont dit féodaux. Ce fut en m'appliquant à discerner, parmi les écrits datant de cette époque qui sont parvenus jusqu'à nous, les traces d'un modèle, de cette forme qu'une suite de livres admirables montraient soigneusement implantée au cœur de l'idéologie des peuples indo-européens, ce fut en m'évertuant à dater aussi précisément qu'il est possible, à situer dans le mouvement d'ensemble d'une culture les résurgences successives du système des trois fonctions que je parvins à délimiter avec moins d'incertitude la part qui revient à l'imaginaire dans l'évolution des sociétés humaines. Lorsque, après avoir écrit de longues pages, je me retrouvais à la fin de ce qu'avait publié ce grand homme, il me fut donné de l'approcher, j'ai pu, privilège insigne, prendre directement exemple sur la rigueur de son érudition, bénéficier de ses conseils, profiter de cette ouverture de cœur, de l'extrême obligeance qui rendaient Georges Dumézil si accessible aux débutants. Je m'honore enfin d'une lettre, la dernière que j'ai reçue de lui : peu de temps avant de disparaître, il m'assurait souhaiter me voir brigrer bientôt les faveurs que vous venez, Messieurs, de m'accorder.

### ... et à Fernand Braudel

L'ATTACHE qui me lie à Fernand Braudel est plus serrée et ma dette envers lui plus lourde encore. Trente années durant, la confiance qu'il me témoignait confortait la mienne et soutint mon effort. Braudel fut réellement mon maître. Sans ses avis, ses encouragements, sans la vivacité, la générosité de ses critiques, je n'aurais pas mené comme je l'ai fait ma tâche d'historien. De cet homme munificent, j'ai reçu à profusion. A ma reconnaissance se mêle une affection filiale que je regrette de ne lui avoir pas plus manifestement signifiée. Au lendemain de son élection à l'Académie, nous lui disions, ma femme et moi, notre joie. Il me répondit par un court billet dont je retiens cette apostrophe : « Ne surliez pas, vous y viendrez ». En maintes circonstances, Braudel m'avait comme cela fait signe, appelé à sortir de moi-même, tiré de ma timidité. Il m'avait averti longtemps à l'avance que, malgré ma résolution têtue de ne point m'éloigner de ces terres de soleil, de solitude et de grand vent où je me plaisais, je finirais par venir à Paris, au Collège de France. J'y vins et,

vous le voyez, à son dernier appel, j'ai répondu. Dans ma voix, mon émotion se décèle. Je ne sais si l'on y sent aussi mon plaisir, ce plaisir que toute une autre, tous mes amis partagent. Votre choix, je l'ai dit, m'honora. Me surprit aussi son retentissement, cette sorte de gloire dont l'élu, votre élu, se trouve du jour au lendemain revêtu. Je n'imaginai pas devoir l'objet de tant d'attentions, recevoir de si nombreux messages, certains venant de si haut, de si loin ou des profondeurs du passé : l'écho se répercutait aussitôt bien au-delà des frontières, et tous ces camarades d'études, de régiment que j'avais perdus de vue et qui tiraient à me témoigner que le lien n'était pas rompu. De fait, je l'avoue, je savais mal ce qu'était l'Académie française. Un trait, en particulier, m'échappait. Volontairement le désigne dans le discours qu'il prononça à sa réception, rappelant que l'Académie prit naissance au sein de l'amitié, affirmant que l'amitié fait la force vive de ce corps. Je m'aperçus que je suis, en ce jour, en ce lieu, accueilli dans un groupe d'amis, faveurs précieuses que je vous reus grâce de m'accorder.

### Arland proche et lointain

D'UN ami que vous avez perdu et dont je souhaite occuper dignement plus de vous la place, il m'appartient de faire l'éloge. Il me fut proche. Quand, pour me préparer à cette commémoration, j'ai tiré de ma bibliothèque les premiers livres qu'il publia, je les ai trouvés fatigués, usés, leur délabrement attestant un ancien, un très étroit commerce. En effet, à dix-huit ans, lorsque, dans ma province, je me jetais dès leur parution sur les fascicules de la *Nouvelle Revue française*, j'ai lu avec passion Marcel Arland, évoué par le balancement de ses phrases enchevêtrées soigneusement sur le ton de la confiance, et dont les harmonies discrètes, coupées de brusques éclats d'ironie, s'exhalent en quelque mots la saveur d'une sensation, feraient presque oublier la rigueur de la trame, ce savant assemblage ramenant à la plus forte intensité dramatique les stances successives de l'action. Dans le droit fil d'une tradition séculaire, telles pages d'Arland ou du *Grand Perceur* ne viennent-elles pas en couronnement de ce recueil que composa Arland où, depuis Chrétien de Troyes et l'auteur inconnu du *Lancelot*, se trouvent exposés les chefs-d'œuvre de la prose française ? J'avais lu les premiers de ces courts récits. Je les ai relus, de nouveau sous le charme. J'ai lu les écrits plus récents, ce qui est publié de la correspondance et ces méditations sur quoi l'œuvre se clôt. Cette œuvre cependant, je n'ai pas qualité pour la commenter devant vous, et c'est de l'auteur que, ce soir, je dois parler, quelque peu embarrassé, je l'avoue, puisque je ne l'ai jamais rencontré, séparé de lui moins par la différence d'âge que par cette cloison, heureusement débrûtée en votre compagnie, qui ordinairement isole les professeurs des gens de lettres.

### Sur un nouveau mal du siècle

MAIS l'historien, me dira-t-on, n'est-il pas requis par profession de rendre à la vie des personnages qu'il ne rejoint que par les traces qu'ils ont laissées ? Et quand cet historien est médiéviste, ces traces ne sont-elles pas décevantes, discontinues, presque effacées ? Il a le droit, je le proclame, prenant appui sur ces rares témoignages, d'imaginer, de rêver. Pourquoi ne rêverait-il pas sur ce que m'ont rapporté les familiers de Marcel Arland, ceux qui l'ont interrogé, forçant cet homme secret à parler de lui-même, ou bien sur des images, d'anciennes photographies, et parmi les lieux qu'il a hantés ? Je pourrais raconter à mon tour l'enfance passagère, à Varennes-sur-Arâne, entre l'arrière-grand-père, le grand-père, l'instituteur, le frère aîné, et la mère, cette femme très belle, murée dans son veuvage, dans son orgueil, inaccessible, puis les années de collège à Langres, les lectures précoces, le goût de l'écriture qui s'affirma lorsque Arland vint, en octobre 1917, préparer à la Sorbonne, une thèse de Lettres. Je pourrais le montrer, entiché de Gide, découvrant par Gide Nietzsche, Douktoevski, prenant en main une revue, l'Uni-

versité de Paris, obtenant pour elle des textes de Proust, de Giraudoux, de Mauriac, fondant bientôt avec des camarades de caserne, Vitré, Crevel, Limbourg, sa propre revue, puis une autre, aussi audacieuse, aussi éphémère. Je rappellerai sa rencontre avec Malraux, dont le rapprochement à passion pour la peinture. Je évoquerai quant à moi-même Paris, regagnant le pays natal, écrivant, au milieu des champs, son premier livre, *Terres étrangères*. A qui soumettre le manuscrit ? A André Gide évidemment. Gide le recommande à Paulhan. Gaston Gallimard signe le contrat. Le livre paraît, et voici Marcel Arland inséré dans ce « milieu » comme il dit, « presque une famille », dont il ne sortira plus : la NRF. Aussitôt, en 1924, la *Nouvelle Revue française* publie cette proclamation, imprimée par Jacques Rivière. Sur un nouveau mal du siècle, un manifeste qui fit sensation en pleine exubérance des années folles, car, dressé contre les jeux du surréalisme, il les condamne abruptement. On y lit, hautaine, dérangeante, révélant d'un coup la personnalité que je cherche à découvrir, la proposition fameuse : « La morale sera notre premier souci. Je ne conçois pas de littérature sans éthique. L'an d'après, Paulhan prend la direction de la revue, Arland en devient secrétaire de rédaction, c'est-à-dire, avec Paulhan, le maître.

J'ai pensé m'attarder ici, tenter de définir le rôle que tint votre confrère au sein de cette institution préminente qui fut pour lui, affirmait-il, une « école ». L'école, dans, de respect de l'ordre, du goût de la beauté sous ses formes diverses, de confiance dans la valeur de l'esprit et de l'art ». La NRF, dont le comité de lecture, qui dominait, stimulait, orientait, régente la part la plus vigoureuse de la création littéraire en notre pays durant les années glorieuses de l'entre-deux-guerres. L'héritage de la NRF n'est pas encore écrit. Déjà, quelques publications commencent à l'éclater, mais de biais. D'intéressé capital pour l'histoire de la culture contemporaine, le travail est en cours. Il est rude. L'entreprise, en effet, requiert non seulement de la force mais du soin, et le dépeuplement exhaustif de vastes archives. C'est pourquoi j'ai renoncé à me risquer sur ce champ fertile, ne pouvant qu'en effleurer la surface. Il m'a semblé que mon hommage serait plus personnel, prendrait plus de valeur et de vérité si je m'attachais de ce homme par les côtés où s'établit entre lui et moi quelque familiarité. Elle ajoutera à un peu à ce qu'on établit les exégètes qui m'ont précédé si je parle, en l'honneur, de la campagne dont il a tant écrit, si je parle auparavant, en amateur, de la peinture. « Je dois à la peinture, a-t-il dit, quelques-uns de mes plus chers plaisirs. » Je pourrais en dire autant.

### La passion de la peinture

D'ES qu'il arrive à Paris, Marcel Arland court au musée, mais il ne court pas dans une galerie à l'autre. Il se poste au Louvre avant-gardes, guettant parmi les effervescences de la modernité ce qui lui semblait se rattacher à la tradition des maîtres. « C'était Piero, écrit-il, c'était Giorgione ou Goya qui me semblaient influencer Matisse, Braque ou Rouault. » De Rouault, de Braque, il devint l'ami, puis de Chagall, puis d'Altan. L'œil grand ouvert, il notait ses impressions, s'efforçant, dit-il encore, d'exprimer simplement, sans souci de plaisir ou de heurter ce qu'une certaine familiarité avec la peinture lui suggérait devant une œuvre nouvelle. Quelques-uns de ses réflexions critiques sont rassemblées dans un livre introuvable, *Chronique de la peinture moderne*. Je m'y réfère, et je le date. Car c'est dans leur éloignement que ces textes prennent à mes yeux tout leur prix. Ils furent écrits entre 1944 et 1949, dans cette sorte de printemps qui suivit la Libération, cette embellie que soulevait encore de rudes bourrasques, des retours de froidure, mais où, dans l'atmosphère, il semblait que chaque institution réclamât. Les chefs-d'œuvre représentaient leur place au Louvre : des expositions foisonnantes découvraient les fruits savoureux qui, durant l'Occupation ou l'illégalité, avaient péri dans l'obscurité. Cette véritable renaissance entretenait un sentiment de plénitude, une sûreté de soi, la conviction que le plus vigoureux de la création picturale revenait, passé les jours d'accomplissement, s'établir ici, dans Paris. « S'il est, disait Arland, un domaine où la France montre une figure souveraine, c'est

bien celui des beaux-arts, singulièrement celui de la peinture. » Ebloui par tant de richesses, comment le regard eût-il pu se porter sur l'art d'ailleurs ? Pourtant, l'homme dont je parle fut de ceux qui persévèrent à ce moment la grandeur de Paul Klee. Lucide, en effet, il remarqua Wols ; il s'arrêta à Bissière, à Villon ; il est saisi par la force des toiles qu'André Masson rapporte d'Amérique, par le « classicisme », écrit-il, de cette « peinture habillée » ; ne lui échappe pas non plus ce qu'il y a de futile dans certains Picasso d'Antibes, ni les limites de l'« érotisme satisfait » de Maillol. Souvent, pourtant, sa vision nous semble aujourd'hui moins juste. Il manque à situer Monet à la place qui lui revient, à reconnaître le vrai rapport que Léger rêvait d'établir avec un public populaire. Des deux frères Van Velde, exposés à la galerie Maeght, ce n'est pas Bram qui le touche, c'est Geer. Il tient Bram pour « confus », sans patience ni modestie ; préfère Geer pour plus de délicatesse et cette alliance qu'il croit déceler entre les « frémissements », dit-il, et l'« esprit ». Le voici aux Surindépendants. C'est-à-dire devant une peinture résolue à ne plus rien figurer. Désorienté, il se contenta. Fervent que la peinture française n'est devenue, affirmait-il, la première et presque la seule peinture au monde que par ses métamorphoses successives. Il voudrait s'ouvrir, accueillir. Sur ses gardes cependant. Perplexe. Est-ce là plus qu'une « expérience », un « travail de laboratoire » ? Mais le succès pourtant, cet accueil que reçoit l'abstraction, qui, dit-il, « descend dans la rue ». Une « mode », peut-être, une « vogue », « presque une académie » ; et ce que ce terme désigne n'avait pas très bonne presse en ces années, ne l'oublions pas, dans le cénacle de la rue Sébastien-Bottin. Voici ce qui le reconforte : ce ne peut être qu'un passage, comme un exercice d'école, qu'« un peintre, dit-il, abandonne dès que prend fin son apprentissage pour songer au sérieux ». Il ne parvient pas à admettre que l'abstraction puisse être une « fin ». Il attend qu'on la « dépasse ».

### Délectation et message

D'ES tels jugements font apparaître ce que la peinture fut pour Arland, et par là ce qu'il fut lui-même. Elle l'émeut, confesse-t-il, « sensuellement ». Il y cherche, en premier lieu, du plaisir, citant Proust : « La fin de la peinture est la délectation. » Cette sensualité le rend certes sensible aux valeurs proprement picturales, le mène à dénoncer le danger que court le peintre « à vouloir » ce sont ses mots « charger son œuvre de trop d'émotion », de « trop de trop de confiance ». Mais il faut bien remarquer d'abord que cet appétit se porte sur le plus délicat, ce qui fait revenir si souvent dans ces pages, quand elles sont élogieuses, le mot « exquis », le mot « charmant » : trop de puissance le rebute. D'autre part, et surtout, quelque chose en lui le retient d'accepter que la peinture soit seulement source de jouissance. S'il en a tant besoin, c'est, avoue-t-il, qu'il « y trouve une leçon, une aide, une famille ». La sécurité donc, comme au sein de la maison où s'était bichonné le petit villageois de Varennes. La sécurité et la morale. Les maîtres du musée le rassurent, car il croit l'en voir aucun qui « se borne au seul plaisir de l'œil et ne propose, par le contenu spirituel de l'œuvre, une plus ample et plus profonde résonance... qui n'apporte un message ». Voilà le mot lâché : Marcel Arland attend de la peinture qu'elle lui parle. L'œuvre peinte le désarmait dès qu'elle se refuse à venir un discours. Ce qui le retient, c'est le sujet.

D'abord le paysage : « L'œil voit le paysage au cœur de la peinture française. » Les peintres non figuratifs qui l'ont touché dans l'immédiat après-guerre furent, tels Bazaine ou Tal-Coat, ceux dont l'œuvre prolonge directement les recherches de l'impressionnisme. Le paysage, et puis le nu. « Serait-ce une délectation trop facile, écrit-il, que celle qui ajoute à toutes les autres l'harmonie fondamentale de la volupté d'un beau corps ? » Ce corps évidemment montré dans la vérité de ses traits. Car l'homme, Arland en est convaincu, n'a pas le droit de déraiser par ses ordonnances du monde créé. L'artiste peut à la rigueur se permettre de déformer un verre, non point un torse adolescent. Et c'est en morale que Marcel

Arland, en fin de compte, rend ses arrêts. Pas plus que la littérature, il ne conçoit la peinture sans éthique. Du peintre, il exige en premier lieu qu'il se tienne à distance des modes, des coteries ; parlant de Kandinsky, « c'est, dit-il, un solitaire, je ne vois pas pour l'artiste de complimenter plus beau ». Il voudrait surtout que le peintre regarde l'homme et la nature avec « humilité » et « amour ». Sur ces deux mots est construit l'hommage qu'il rend à Braque : il le reprend à propos de Chagall, le rapprochant, comme l'avait fait Maritain, curieusement, de François d'Assise. Que l'artiste considère la misère du monde, la part de mal qui le corrompt indéfectiblement, qu'il prenne appui sur ce qu'il y a dans le charnel de plus obscur, de plus obscène, pour s'élever par degré jusqu'aux clartés spirituelles. Si bien que la louange de Marcel Arland se porta principalement vers deux artistes dont il jugeait en ces années qu'ils cheminaient sur la voie où il s'était lui-même engagé, vers Soutine, qu'il se représentait « déchiré, convulsé, triturant une matière de boue, de sang et de saignée jusqu'à en faire jaillir l'esprit », vers Rouault, surtout, lequel avait illustré les *Caractères de Gilbert*, à qui il dédiait *Sidobre*, l'une de ses nouvelles les plus poignantes, Rouault dont il imaginait « la joie... d'avoir déçu de beauté et de puissance des âmes désespérées... la double joie d'une délivrance et d'une purification ». Liberté. Paréte. Qu'il s'agisse de littérature, de musique ou de peinture, pour Marcel Arland l'œuvre d'art est justifiée dès lors qu'elle aide l'homme à surger de son abaissement.

### L'art et la morale

C'EST sans fixité il y a près d'un demi-siècle des impressions de « promenades à travers la peinture contemporaine » — c'est ainsi que leur auteur les présente, — intéressent l'historien des phénomènes culturels. Celui-ci sait bien qu'un témoignage de cette espèce ne peut être objectif. Que des mots, des phrases disposés en regard de formes et de couleurs en un certain ordre assemblés révèlent, sans plus, ce que ressentit celui qui les écrivit devant des objets qu'il aime, qui le décoiffaient ou qui lui déplurent. Quant aux jugements, quant aux classements, aux décrets prétendant distinguer dans l'imprécise bigarrure de la peinture en train de se faire le diable de l'accidentel, discernent sous les chatoiements de la mode le courant de forte ampleur qui portera bientôt le chef-d'œuvre, ils sont forcément personnels, comme l'est toute critique, si gouvernée soit-elle — et l'on sait le soin qu'Arland prenait de délayer de lui-même lorsque, dans son bureau de la NRF, il s'appliquait à débrouiller les jeunes talents. Mais c'est là, précisément, que ces textes sont précieux. Ils révèlent un état du goût, en un certain lieu, en un certain temps. Les choix que fit cet esprit, de facture si délicate, si fermement décidé à ne rien rejeter sans rigoureux examen, montrent d'abord que le moralisme, étendu à des domaines où il n'a que faire, peut rendre aveugle. Ils font surtout mesurer la pesanteur des habitudes, la rigidité des systèmes de valeurs face à l'innovation. Combien de Florentins, vers 1430, ont-ils perçu de quelle puissance de renouvellement l'œuvre de Masaccio était porteuse ? Pouvait-on, en 1945, plus aisément reconnaître que, pour les plus grands peintres du passé, le sujet n'a jamais été qu'un prétexte, que la création d'Adam pour Véronèse furent l'occasion, non point de délivrer un message, mais de peindre, et que, pour Piero della Francesca, lorsqu'il se mettait au travail, le Christ flagellé, campé en un point soigneusement défini sur les lignes de force d'une inflexible perspective, n'avait pas plus d'importance, contrairement à ce que pensait Marcel Arland, que pour Cézanne, des pommes. Toutefois, pour la recherche que je poursuis devant vous, l'intérêt majeur de ces essais est dans ce qu'ils révèlent d'une sensibilité. Les lisant, me gardant de dénoncer tel engagement, telle réserve que je ne partage pas, j'approche de ce que je veux saisir : une personne, ses inquiétudes, sa sensibilité contenue, l'ardent besoin qu'elle eut de solitude et de morale, j'approche finalement de cet enfant dont Arland s'est constamment réclamé, s'en disant à la fois le fils et le père, du petit compagnon studieux pour qui, comme pour son maître d'école et pour tous ceux qui l'entouraient, le « tableau » par excellence était le paysage.

(Lire la suite page 12.)





# LA RÉCEPTION DE M. GEORGES DUBY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

## La réponse de M. Peyrefitte

(Suite de la page 10.)

Revenons en 1942. Vous voulez vous marier ; à cette époque, on ne se mariait pas sans une situation. Vous prétendez l'avoir obtenue, une fois de plus, par hasard : huit places ont été mises au concours ; vous arrivez neuvième ; une rallonge décidée au dernier moment vous agrège à l'Université. Cette admission en surnombre n'est évidemment qu'une sottise ébréchée.

### Sept ans pour une thèse

**L**e bonheur d'être reçu vous ouvre ce second bonheur : pouvoir épouser celle que vous aimez. Bonheur précieux, tonifiant, quand, autour de soi, tout paraît menaçant. Les privations, rendues plus épuisantes par l'oppression, un enseignement déformé, l'interdit d'esprit critique, la défiance des valeurs sur lesquelles se fondait votre vie ; un sentiment d'impuissance vous a envahi. Vous vous sentez trop éloigné de l'action violente par tempérament, trop soucieux de votre jeune foyer par sens des responsabilités, pour ne pas voir la guerre, dites-vous, comme la voyait Pavese : « Si étrange et si vaste que, sans trop de difficultés, on pouvait se mettre dans son coin et la laisser sévir ».

Cela n'empêche pas les choix. Parce que vous vous entêtiez à apprendre aux élèves de rhétorique ou de philosophie le doute méthodique, on vous rétrograde dans les petites classes. Et dans votre modeste logement de Lyon résistant comme Marcel David, juif, maquisard, a rencontré, à l'heure des plus grands périls, un refuge où reprendre haleine.

Dans la Libération, vous retrouvez vos professeurs de la faculté ; André Allix, devenu recteur par décision de la Résistance, crée pour vous un poste d'assistant auprès de Jean Déniau, vous permettant ainsi de préparer à loisir votre thèse.

La thèse, à cette époque, était, plus qu'aujourd'hui, une épreuve décisive : la soutenance était une manière d'adoubement par les pairs. Vous y avez consacré sept années, y travaillant comme un compagnon à son chef-d'œuvre. Sept ans à scruter les cartulaires, les capitulaires et les obituaires, afin de reconstituer, à partir des archives éparpillées de Cluny, un paysage social. Vous avez fait revivre dans le Miocène médiéval les prêtres, les guerriers et les paysans.

Faute d'argent, des bouts de papier vous servent de fiches et vous tapez vous-même avec deux doigts les quelque 1 800 feuillets de ce document. Nous sommes loin de la thèse de Michelot, qui se bornait à vingt pages. Encore la votre est-elle une des plus maltraitées et des plus condensées de cette époque.

La Société aux onzième et douzième siècles dans la région miocénienne est en effet un monument. On y trouve rassemblés tous les acquis de la future « nouvelle histoire ». On peut déjà deviner que vous reprendrez bientôt la place, laissée vacante par la mort tragique de Marc Bloch, de chef de cette école pour le Moyen Âge.

Ici, vous décrivez la vie matérielle des hommes et des femmes. Là, vous mettez en lumière enchaînements et évolutions lentes. Nous admirons peut-être moins le travail de méditations que, déjà, la maîtrise du style. Sous la poussière des archives, c'est l'homme vivant que vous cherchez.

Vous avez horreur des déballages de fiches. Vous renvoyez la masse des notes érudites en fin de volume, au lieu de l'afficher dans ces bas de page qui montent comme des lames de fond à l'assaut des hauts de page. Et c'est par le style que vous dominez pleinement votre sujet. Vous cherchez et trouvez la formule qui fait mouche. Tantôt vous déroulez, d'un bout à l'autre d'un alinéa, une longue phrase qui, par touches successives, développe toutes les nuances d'une analyse. Tantôt vous ramassez vos conclusions dans des formules lapidaires. Vous avez le sens de la cadence, qui reflète la marche du temps.

Jusqu'ici, le parcours est classique. Incompréhensible sont les jeunes universitaires qui l'ont suivi. Beaucoup d'entre eux, après avoir achevé le monument, n'ont trouvé leur tonbeau. Leur diplôme de docteur a été le faire-part du décès de leur énergie spirituelle. Vous sortez de l'épreuve fort jeune, frais et dispos, — aussi curieux de tout qu'avant, aussi vigoureux au travail, aussi ardent à partager.

### Au pays de Cézanne

**E**t vous voilà, monsieur, à votre troisième étape, la plus épanouie sans doute, la plus détendue de votre vie. Vous choisissez votre village, la faculté des lettres d'Aix-en-Provence. Un village ? Même pas. Un vieil hôtel entouré de plantes, où vous étiez, en tout et pour tout, neuf professeurs, je parle d'une époque presque aussi reculée que le Moyen Âge, et qui fut celle où nous avons grandi !

Vous avez la perspective, en patientant un peu, d'aller vous asseoir dans une chaire d'histoire médiévale, à Lyon. Mais l'occasion s'offre à vous de créer celle d'Aix. Vous décidez de ne pas la laisser échapper.

Le choix est étonnant, en termes de carrière, mais non si l'on considère votre personnalité. Vous aviez lu Giono. Vous aviez rêvé de lavande. Déjà, vous aviez passé l'été 1939 en Provence. L'année suivante, la déroute de nos armées vous avait fait échouer à Manosque. Sous le soleil du Midi, vous aviez poussé des racines adventives dans la garrigue. Il ne vous restait plus qu'à vous implanter au Tholonet, au pied de la montagne Sainte-Victoire, dans un paysage de Cézanne.

Tiré de la grisaille, débarrassé des inquiétudes matérielles, maître de vous-même, vous étiez, dites-vous, « heureux comme un roi ». Votre foyer, enrichi de trois enfants, est accueillant. Les presque vingt années que vous allez passer à Aix, avant d'être appelé un peu plus tard à Paris, seront d'une grande félicité.

Vous donnez d'abord la pleine mesure de vos talents pédagogiques dans vos séminaires, où se développent vos recherches sur les relations de parenté, sur la supériorité, sur le lignage. Vous articulez résolument l'histoire de la vie matérielle sur l'histoire des mentalités, dont vous rédigez le manifeste dans un article pionnier de l'Encyclopédie de la Pléiade.

Vous savez communiquer vos passions. Vous en donnez une nouvelle preuve en répondant à l'appel de Marcel David. Déniau avait prédit que vous vous consacriez au beau et que Marcel David se consacrerait au bien. Disciple de Mounier, votre ami à crêpe, à l'université de Strasbourg, un institut du travail pour contribuer à la formation de responsables syndicaux. Vous prenez le train pour l'aider dans son entreprise. A ces travailleurs, vous allez donner des cours du soir d'art moderne. Vous relevez ce défi : faire aimer Picasso ou Braque à des esprits qui y sont fort peu préparés.

A la lecture de vos premiers livres, l'histoire de la civilisation française, écrite en collaboration avec Mandrou, Roland Barthes avait été frappé par « l'ouverture ethnologique » du propos. Ainsi, la « nouvelle histoire », attentive aux rythmes propres des mouvements presque insensibles qui entraînent les civilisations, sortait en 1958 du cercle restreint des spécialistes, pour faire son entrée dans le territoire de l'homme cultivé.

### Un spectateur non engagé

**D**EPUIS lors, les études sur l'habitat, le vêtement, la nourriture, la costume, se sont multipliées et ont vu croître leur popularité. Le lecteur se veut plus seulement connaître le fil des événements mais savoir comment ces acteurs les ont vécus. Cette soif de connaissances tournées vers le concret, vous avez contribué à l'apaiser. Et vous l'avez largement étanchée, grâce à tous vos ouvrages, qui se sont diffusés chacun à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires.

Vous soulignez ce que vous devez à Marx, à ses analyses sur les rapports de production et sur la lutte des classes. Pourtant, en dépit du succès que vous avez connu auprès des marxistes, vous n'avez jamais cédé à l'esprit de système ni aux excès idéologiques. L'économie n'explique pas tout ; le champ social la déborde largement. Vous utilisez les analyses de Marx mais savez vous en dégager pour construire pragmatiquement vos études. Vous attachez autant d'importance à l'influence des mentalités qu'à celles des infrastructures matérielles. Vous êtes généreux, sensible au sort des humbles ; mais vous êtes un spectateur non engagé, à la différence de Raymond Aron. Vous ne voulez être ni « de gauche » ni « de droite ».

Votre grande synthèse, parue en 1962, l'Économie rurale et la Vie des campagnes dans l'Occident médiéval est la fois un aboutissement et une délivrance. De plus en plus, vous allez vous tourner vers une histoire où s'affirmera le souci d'embrasser tous les registres de la vie des hommes.

Un mot me semble revenir plus qu'aucun autre sous votre plume : un ordinateur confirmerait sans doute ce qu'est le mot « tout ». Une phrase suffit à expliquer pourquoi : « L'histoire sociale, en fait, c'est toute l'histoire », avez-vous dit. L'histoire sociale n'est pas une branche distincte ; elle est le carrefour où se rencontrent toutes les histoires.

Dans votre domaine — quatre ou cinq siècles d'Occident, — votre érudition est botanique, votre boussole est méthodique. Rien n'échappe à votre regard ; vous investissez votre sujet dans sa globalité. Vous auriez pu être que l'historien du Miocène. Vous êtes devenu, par la force de vos synthèses, l'historien d'une civilisation. De livre en livre, vous avez rassemblé sous votre autorité tout le champ de la connaissance médiévale, avec la même patience que les Capétiens étendant leur pré carré.

Mais vous gardez le souci de la pédagogie. Vous savez mesurer l'espace de la synthèse à la durée d'attention du public. Je n'en veux pour preuve que le livre de poche où, dans la collection « Archives », vous présentez l'An 1000 — le moment, l'idée du moment n'est pas une trancée distincte ; elle est l'idée de cette idée que l'on s'en est fait par la suite.

Vous vous plaisez à ces histoires dans l'histoire. Pour la première fois, vous atteignez le grand public par une application exemplaire de votre histoire des mentalités. Utilisation pertinente des textes, perspicacité du commentaire, remise en question des idées reçues, tout, dans ce petit ouvrage, stimule la réflexion. Selon votre habitude, vous concluez par un superbe raccourci : « Ici, dans la nuit, dans cette indigence tragique et dans cette sauvagerie, commencent, pour des siècles, les victoires de la pensée d'Europe ». Quelle différence entre la fin du premier millénaire et la fin du second ? Vos n'êtes pas seul à craindre que, dans l'abondance et le confort où nous sommes, ne commencent les défaites de notre civilisation. Et de plus en plus rares sont ceux qui attendent la lumière éternelle. L'espérance semble nous avoir quittés.

Dix années durant, monsieur, vous aimez à Aix une « université d'été ». Elle réunit pendant trois semaines une quarantaine d'étudiants de tous les pays méditerranéens. Cette initiative avait l'ambition de contribuer à réduire les tensions entre Israéliens et Palestiniens, Syriens et Libanais, Grecs et Turcs. Toujours votre générosité — que j'allais qualifier d'inconcevable. Après le massacre d'athlètes israéliens à Munich, l'entreprise vous paraît impossible.

Aujourd'hui, on ne l'imaginerait même plus.

Une nuit, le téléphone sonne. Le grand éditeur d'art Albert Skira vous demande à Genève. Il veut, non que vous écriviez une histoire de l'art de plus, mais que vous présentiez l'ouvrage d'art médiévale dans la société que l'a vous maître.

Ainsi alliez-vous montrer avec quelle profondeur vous savez regarder l'œuvre d'art. Vous vous placez dans la lignée du Malraux de la Méditerranée des dieux, auquel vous n'avez avoué que vous deviez beaucoup.

De cette collaboration avec Skira, naîtront trois œuvres en 1966 et 1967 : Fondements d'un nouvel humanisme, l'Europe des cathédrales, Adolescence de la christianité occidentale. Elles seront reprises plus tard, dans une forme plus accessible à toutes les bourses, sous le titre le Temps des cathédrales.

Mais, déjà, votre village est devenu trop petit. La ville vous appelle, monsieur, à gravir la quarantième marche de votre tribune.

### Au Collège de France

**V**OUS avez dit, mieux que je ne saurais le faire, la dette, l'amitié, l'admiration que vous aviez eue à l'égard de Fernand Braudel. Sans être son successeur direct, vous serez parmi nous son héritier.

En 1970, il vous attire au Collège de France ; mais il a l'habile modestie de s'effacer, pour que son parrainage, parfois contesté, ne vous mise pas. Vous êtes élu à la chaire d'histoire non du Moyen Âge, mais des « sociétés médiévales » — vous sentez à cette distinction.

Dans la même semaine, du 1<sup>er</sup> au 14 décembre 1970, trois conférences inaugurent votre présence au Collège de France : celle de Raymond Aron, celle de Michel Foucault, la votre. Quelle consécration pour les sciences humaines, qui ont paru incarner l'esprit des années 60 ! Le Collège reste le temple de la culture innovatrice. Il mérite plus que jamais la définition qu'en donnait Resnais : « La science en train de se faire ».

De pied de la montagne Sainte-Victoire, vous passez au pied de la montagne Sainte-Genève. Non sans retourner souvent vos yeux et dans vos pensées, où vous aimez les longues marches, nécessaires, dites-vous, à votre inspiration.

Il vous faut assister à votre cours. Vous ne risquez aucunement le mésaventure bien connu d'un collègue du siècle dernier, dont les quelques auditeurs se rarefaient au fur et à mesure de son cours, et qui, n'ayant souvent terminé plus qu'un buste de gradine, lui demandait la permission de poursuivre encore un moment : « Ne vous faites pas de souci, lui répondait son auditeur persévérant, je suis payé à l'heure, je suis votre cocher ». L'affluence à votre cours rappelle plutôt celle qui se pressait pour entendre Bergson. Mais le temps est changé : on ne voit plus les dames de la bonne société arriver au dernier moment pour prendre la place que leur valet de chambre a occupée longtemps à l'avance. Chacun, aujourd'hui, ne peut compter que sur soi-même.

Une heure avant le début du cours, la salle principale s'empli. Ensuite, une salle voisine, reliée par circuit audiovisuel. Pour ceux qui n'arrivent qu'avec un quart d'heure d'avance, il ne reste plus de places que sur la moquette et jusque sur les marches de la chaire, qui sont prises d'assaut. A l'heure juste, vous faites votre entrée. La salle applaudit. Sur les bancs des auditeurs, les stylos se mettent en marche. Les magnétophones de poche aussi et l'on m'assure qu'ils servent à un « piratage » de vos cours au profit des universités de certains pays méditerranéens. Le maître parle. On l'écoute dans un silence absolu. Valéry, qui enseigna dans la même salle, plaisait : « Une seule place d'or se voit, c'est sur les fauteuils ». Mais vous n'avez l'air ni d'être fatigué, ni d'être en extase.

Si fervents que soient vos auditeurs, c'est pourtant le prodige du petit écran qui seul permettra de multiplier soudain leur nombre par dix mille.

La maîtrise que vous avez affirmée dans les trois albums Skira est si éclatante que Roger Stéphane a l'idée d'en faire profiter la toute immense et secrète des télépectateurs. Ce projet donnera lieu à une série, le Temps des cathédrales. C'est pour votre œuvre une nouvelle dimension. Vous indiquez les lieux, les monuments à filmer.

Vous improvisez votre commentaire, pour lui garder toute sa vie. Une fois retranscrit, il fournira, pratiquement sans retouche, une troisième version de la même œuvre, éditée sous un nouveau titre, l'Europe au Moyen Âge. La projection de ces neuf films vous offre trois millions de fidèles. L'universitaire dont les travaux n'étaient connus que d'une élite fat, d'un seul coup, « médiatisé ». (Nous ne nous sommes pas encore prononcés sur la validité de ce mot, n'étant encore qu'à la lettre ; vous arrivez largement à temps pour nous aider à trancher.)

Probablement la signification de votre message est-elle différente selon les types de public. Les érudits qui suivent votre séminaire attendent des voies nouvelles pour leurs recherches. Le public cultivé qui se presse au cours magistral attend un supplément suggestif de culture. Le vaste nombre qui vous a écoutés à la télévision attend une perspective qui recule ses horizons. C'est là ce qui fait la force de votre œuvre. Tous y trouvent leur compte. Vous avez l'art de plaire aux amateurs sans décevoir les spécialistes.

### Jeanne d'Arc ou la foi des campagnes

**D**ANS ces années-là, l'histoire dite « nouvelle » a fait sa grande percée. Votre effort individuel à la fois est porté par la vague qui a conquis le grand public, et à son tour la pousse plus loin encore. A travers vous, c'est le prestige de la « nouvelle histoire » qui est reconnu.

La thèse ne vous avait pas épaulé. La « médiatisation » ne vous a pas guidé. Vous gagnez, habile homme, entre les pièges.

A partir de 1973, année où vous publiez trois livres différents, Guerriers et paysans, le Dimanche de Bouvines et les Procès de Jeanne d'Arc, votre production semble s'accroître. Comme si, après une longue maturation au soleil de la Provence, pendant laquelle vous n'aviez livré que quelques gros ouvrages, vous multipliez les angles d'attaque, pour cerner au plus près des sociétés médiévales.

M. DUBY a écrit avec vous — à moins que vous n'ayez écrit avec elle — une présentation des procès de Jeanne d'Arc : vos commentaires commencent bien comment — après la rationalisation du dogme poursuivie par les docteurs au treizième siècle — avec Jeanne, ces enfin s'exprimer la foi des campagnes ; c'est le peuple qui prend la parole.

Que doit cet ouvrage à Georges ? Que doit-il à Andrée ? Allons chercher dans votre plus récent ouvrage le chapitre que vous consacrez à la Pucelle : « Dissipant la déception, le miracle avait renversé le cours des choses humaines, déclenché un mouvement de profondeur que le supplice ne parvint pas à contenir et qui, en quelques années, aboutit à libérer l'occupant tout le royaume ». C'est, sous votre seule signature, exactement la même pensée que celle que vous aviez signée à deux quinze ans plus tôt.

On chercherait en vain à vous dissocier, ou de votre épouse, ou de vous-même. On retire entre ces deux livres une absolue continuité. Cette continuité, on la retrouve dans la plupart de vos ouvrages. Vous estimez à juste titre qu'il vaut mieux se répéter que se contredire. Bergson disait qu'un philosophe digne de ce nom n'a jamais dit qu'une seule chose. Pourquoi ne serait-ce pas vrai aussi de l'historien, surtout lorsqu'il est fidèle à une même époque ? Et vous avez l'art, tout en utilisant la même grille, de renouveler chaque fois l'expression de vos thèmes.

Je me défends, monsieur, d'essayer de saisir où vous vous situez face au christianisme. Du moins n'êtes-vous pas du côté des « rationalistes », qui ricanent avec Voltaire sur le poêle de Jeanne. Vous n'avez pas non plus la foi de votre mère, que vous qualifiez de « religion néo-protestante ». (Dans la bouche d'un médiéviste, ce mot ne saurait être péjoratif.) Vous sentez en tout cas quelque chose qui s'approche de la foi et qui est le sens du sacré. Comment pourrait-on, d'ailleurs, comprendre le Moyen Âge comme vous le faites sans participer à son obsession du divin ? Rechercher la compagnie des saints et des preux, sans être ébloué par leur lumière ?

grand public, et à son tour la pousse plus loin encore. A travers vous, c'est le prestige de la « nouvelle histoire » qui est reconnu.

La thèse ne vous avait pas épaulé. La « médiatisation » ne vous a pas guidé. Vous gagnez, habile homme, entre les pièges.

A partir de 1973, année où vous publiez trois livres différents, Guerriers et paysans, le Dimanche de Bouvines et les Procès de Jeanne d'Arc, votre production semble s'accroître. Comme si, après une longue maturation au soleil de la Provence, pendant laquelle vous n'aviez livré que quelques gros ouvrages, vous multipliez les angles d'attaque, pour cerner au plus près des sociétés médiévales.

M. DUBY a écrit avec vous — à moins que vous n'ayez écrit avec elle — une présentation des procès de Jeanne d'Arc : vos commentaires commencent bien comment — après la rationalisation du dogme poursuivie par les docteurs au treizième siècle — avec Jeanne, ces enfin s'exprimer la foi des campagnes ; c'est le peuple qui prend la parole.

Que doit cet ouvrage à Georges ? Que doit-il à Andrée ? Allons chercher dans votre plus récent ouvrage le chapitre que vous consacrez à la Pucelle : « Dissipant la déception, le miracle avait renversé le cours des choses humaines, déclenché un mouvement de profondeur que le supplice ne parvint pas à contenir et qui, en quelques années, aboutit à libérer l'occupant tout le royaume ». C'est, sous votre seule signature, exactement la même pensée que celle que vous aviez signée à deux quinze ans plus tôt.

On chercherait en vain à vous dissocier, ou de votre épouse, ou de vous-même. On retire entre ces deux livres une absolue continuité. Cette continuité, on la retrouve dans la plupart de vos ouvrages. Vous estimez à juste titre qu'il vaut mieux se répéter que se contredire. Bergson disait qu'un philosophe digne de ce nom n'a jamais dit qu'une seule chose. Pourquoi ne serait-ce pas vrai aussi de l'historien, surtout lorsqu'il est fidèle à une même époque ? Et vous avez l'art, tout en utilisant la même grille, de renouveler chaque fois l'expression de vos thèmes.

Je me défends, monsieur, d'essayer de saisir où vous vous situez face au christianisme. Du moins n'êtes-vous pas du côté des « rationalistes », qui ricanent avec Voltaire sur le poêle de Jeanne. Vous n'avez pas non plus la foi de votre mère, que vous qualifiez de « religion néo-protestante ». (Dans la bouche d'un médiéviste, ce mot ne saurait être péjoratif.) Vous sentez en tout cas quelque chose qui s'approche de la foi et qui est le sens du sacré. Comment pourrait-on, d'ailleurs, comprendre le Moyen Âge comme vous le faites sans participer à son obsession du divin ? Rechercher la compagnie des saints et des preux, sans être ébloué par leur lumière ?

### L'histoire de l'histoire

**L**e Dimanche de Bouvines, ce fut d'abord l'histoire d'un mythe — le mythe fondateur de la France. Vous annoncez à la grande histoire, l'histoire de l'histoire. Mais aussi, votre Bouvines, c'est le désir de réviser une idée reçue : que la « nouvelle histoire » méprisait les événements et particulièrement les batailles. Cette idée, vous aviez, il faut bien le reconnaître, un peu contribué à la propager. Marignan 1515, l'a-t-on raillé, ce symbole ! En tout cas, si cette idée était courante avant cet ouvrage, après lui, elle ne pouvait plus être accréditée.

Vous faites la preuve que l'histoire de Marc Bloch, de Lucien Febvre et de Fernand Braudel — la vôtre — ne refuse pas les événements. Elle refuse seulement de s'y réduire. Et elle sait les approfondir.

Vous êtes d'ailleurs parfaitement conscient, comme l'était Braudel, des excès coupables auxquels on s'est livré dans l'enseignement secondaire, et même primaire, au nom de la « nouvelle histoire ». On y a commis, en s'engageant des recherches bonnes pour l'enseignement supérieur, l'erreur impardonnable de refuser aux jeunes de solides cadres chronologiques ; de même qu'on leur refuse souvent, par une absurde fiabilité qui se fait passer pour un respect de leur liberté, la chance d'encadrer leur propre vie par de solides principes.

Les années 70 sont aussi celles des Histoires de la France rurale, de la France urbaine et de la vie privée, dont vous assumez la direction en vous réservant la période médiévale. Vous insistez sur le fait que vous vous êtes contenté d'exécuter des commandes qu'on vous avait passées. On dirait que vous voulez vous faire pardonner d'avoir commis tous ces beaux livres. Le seul, avec votre thèse, que vous reconnaissez avoir voulu par vous-même est le Trois Ordres ou l'Imaginaire du féodalisme. Vous y ouvrez la voie d'une étude comparée des schémas de pensée, à partir de l'idée, admise depuis Marc Bloch, que la société médiévale était divisée depuis le dixième siècle en trois ordres : prêtres, guerriers, paysans ; ceux qui prient, ceux qui se battent et ceux qui travaillent. Ces trois fonctions, chères à Georges Dumézil, sont déjà présentes, notamment par Adalbéron au début du onzième siècle, comme nécessaires et voulues par Dieu.

En fait, vous avez montré que, sous l'empire de Cluny et du monachisme, la distinction opératoire au onzième et au douzième siècle était plutôt entre les moines, les clercs séculiers, et les laïcs, par ordre décroissant de pureté. Les trois ordres ne resurgiront qu'avec l'affermissement du pouvoir royal, à la fin du douzième siècle.

Cette enquête minutieuse vous a amené, non seulement à remettre en question les suggestions de Marc Bloch, mais à rejoindre le sillon creusé par Georges Dumézil. Vous montrez clairement que ce schéma idéologique mettait en jeu les rapports de forces entre les deux catégories dominantes — les évêques cherchant à imposer aux chevaliers la paix de Dieu — et servait à repousser la bourgeoisie hors de la noblesse, malgré son ascension matérielle.

L'histoire de la vie privée, dont Philippe Ariès avait eu le premier l'idée, nous a prouvé que la démarche historique a beaucoup à nous apprendre sur nous-mêmes, en se penchant sur nos comportements intimes. Et lorsque vous avez publié le Chevalier, la Femme et le Prêtre, il n'était pas évident que votre méthode vous permettrait de dégager un enseignement aussi neuf : vous avez révélé à beaucoup d'entre nous que le mariage n'est devenu un sacrement de l'Église que très tardivement — après bien des péripéties morales, religieuses, sociales et même politiques, puisque la révolution féodale est, en tant qu'un effet d'une mutation du système de parenté, d'une mutation du mariage.

Guillaume le Marchais est, jusqu'à présent, votre seule biographie. Vous possédez si bien désormais votre Moyen Âge que vous pouvez l'incarner tout entier dans un visage.

Cet inconnu de l'histoire, célèbre en son temps et bien connu des Anglais d'aujourd'hui, est sorti grâce à vous de l'oubli français. Témoin exceptionnel de la société médiévale, par sa fidélité aux valeurs de la chevalerie, Guillaume est déjà, à son époque, une espèce en voie de disparition. Sur un témoignage du temps — celui d'un poète — vous nous donnez un témoignage d'aujourd'hui — le vôtre. Vous employez de plus en plus souvent la première personne, car vous cherchez moins à établir des faits concrets qu'à proposer une interprétation personnelle : « Nul portrait si exact, si conforme au modèle, écrit Michelot, que l'artiste n'y mette un peu de lui ».

Dans ces derniers livres, vous donnez de si haut l'ensemble de votre documentation que, malgré les lacunes de vos sources, vous donnez le sentiment que la découverte de nouvelles archives ne nous apprendrait rien de plus.

Epoques de maltraitance. On vient vous voir, quelqu'un de loin. Vous dialoguez, avec Lardoux, par exemple, devant qui vous exposez la pénitente modestie d'un historien heureux.

### Un nouveau défi

**E**T vous voilà maintenant parvenu, monsieur, à une cinquième étape. Votre élection à l'Académie suit de près votre accession à la présidence de la Société d'édition de programmes de télévision — dont on a fait, par calcul, un siècle, la SEPT — et précède la publication de votre volume, le premier, de cette vaste Histoire de France qui sera une histoire de l'État français.

On vous a promu défendeur, sur les étranges incursions, de la culture française, pour lutter contre l'environnement de la vulgarité, de la médiocrité, de l'insignifiance. Cette responsabilité, vous l'avez acceptée comme un nouveau défi. Vous exercez un pouvoir. Ambition ? Peut-être, mais alors, ambition d'accomplir l'œuvre que vous devez aux autres. Cette ambition ne fait qu'un avec votre générosité foncière, votre volonté de partager les vraies richesses qui sont en vous.

Des esprits malicieux pourraient observer que, malgré votre application à préserver votre liberté, vous n'êtes pas de ceux qui se reposent sur leurs lauriers. Vous n'êtes vraiment pas fidèle à la tradition de la retraite précocée, que votre grand-père et votre père avaient instituée dans votre lignage — comme vous diriez, Y a-t-il un travail qui vous rebute ? Un livre d'histoire que vous ne préférez pas ? Un ouvrage collectif que vous ne dirigez pas ? Une collection nouvelle que vous ne lancez pas ? Comment préserver un espace de liberté pour lire, peindre, recevoir vos amis, mener une vie de culture et de loisir au sens noble de l'otium latin ?

Cela suppose en tout cas une faculté de concentration exceptionnelle. C'est ce que vous appelez plaisamment : « une faible capacité de travail, trois heures par jour au maximum ». En réalité, c'est au prix de cette concentration du temps consacré à l'écriture, qui est aussi une concentration sur vous-même ; c'est au prix encore d'une organisation redoutable, d'une vigilance à vous protéger des fatigues, ces assassins de l'écriture, que vous pouvez, comme vos ancêtres artisans, conserver une large disponibilité d'esprit et ne pas vous laisser absorber totalement par le travail. Heureux écrivain, qui ne travaille jamais le soir, tandis que d'autres, qui voudraient bien en faire autant, ne peuvent travailler que le soir !

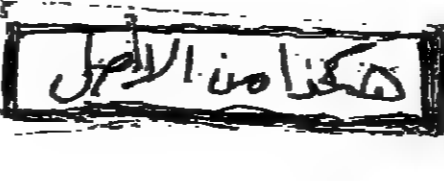
On dirait que tout doit être marqué du sceau quasi régulier de votre approbation. On aurait même envie de parler de mandat, et de trouver que, décidément, mai 68 est bien loin.

Vous ne dispensez pas les postes et les préfetures. Vous ne réglez pas les carrières. Mais voilà, vous êtes toujours volontaire pour servir le Moyen Âge, et comme vous le servez bien, on vous désigne toujours. Il n'y a pas d'excuses à chercher à l'exercice de votre magistère. Souhaitons à notre pays beaucoup de mandarins comme vous.

Vous ne pouvez vous dérober au rôle directeur que l'on attend de vous. C'est ainsi que l'interprète votre dernier livre, le tome de l'histoire de France imposant, somptueusement illustré, c'est une somme sur cinq siècles. A l'économique, au social, au mental, à l'artistique, vous ajoutez une dimension supplémentaire : celle du politique. Plus rien ne vous échappe désormais.

On a présenté cet ouvrage comme un retour à l'histoire traditionnelle. Certes, le politique avait été, depuis un demi-siècle, négligé au profit du social, l'économique au profit de la structure. Pourtant, vous restez fidèle à votre approche : entrevoir ces temps lointains par les yeux des autres. C'est de l'histoire des mentalités appliquée au politique. La lumière est la même, si l'éclairage est différent. Vous réconciliez le grand public avec l'histoire universitaire. Et sur le sujet le plus unificateur qui soit : l'émergence de l'État dans la nation française.

(Lire la suite page 12.)



## LA RÉCEPTION DE M. GEORGES DUBY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

### Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 9.)

Vers cet enfant je me tourne maintenant. Je veux l'écouter parler d'un univers devenu aujourd'hui fort étrange : la campagne française telle qu'elle était au début de ce siècle lorsqu'il y fit ses premiers pas. L'enfant ? Je dois dire plutôt cet être parvenu aux limites de l'adolescence, trouble déjà, pudique et cependant curieux de voir se préciser ce qu'il devine du monde inquiet où il s'appretait à pénétrer. Dans l'osare de Marcel Arland, la part qui me touche au plus près, celle en tout cas qui m'enseigne est la première, les nouvelles érites avant 1940, presque entièrement bâties sur les souvenirs du pays natal. Le narrateur me semble moins assuré lorsqu'il situe son récit dans la ville, ou parmi d'autres étendues de vallons, de cotéaux, qu'il se plaisait à visiter mais où ne plongeait pas ses racines. Alors que rien ne me distrairait lorsque, plus plaisant que l'ethnographie de ses perceptions, il décrit comment l'on vivait il y a quatre-vingts ans à Varennes et dans la contrée qui l'environne, austère, rugueuse et comme égarée aux frontières de quatre provinces : la Lorraine, la Champagne et les deux Bourgognes — le duché et le comté.

#### L'odeur du terroir

CETTE terre, il la possédait pour l'avoir à longueur de saisons contemplée, flairée, pénétrée, arpentée, seul à seul, ou bien dans la compagnie d'un complice, d'un « affidé » : « Le sentiment de notre liberté, le droit à nos pas sur la route, et à nos collines, cette odeur de fruit mûr ou d'herbe fraîchement coupée, c'en était assez, dit-il, pour me combler d'une joie silencieuse. » Silence, indépendance. Et puis des haltes, des retraites, au « désert », en telle ou telle de ces cabanes si nombreuses, notes d'ailleurs, « vasant des villages, à croire qu'un jour ou l'autre, au cours des siècles, chaque ligée fut saisie du besoin ou de la joie de vivre seule ». Les jeunes garçons, échappant en ces repaires au regard des adultes, s'amusaient à les imiter, fumant l'armoise, rougissant de découvrir parfois les traces de moins chastes visites que de plus âgés venaient de rendre à ces cochettes. Elles se disséminèrent parmi les pâturages, dans la zone intermédiaire, celle du jeu et des initiations, séparant de l'espace ordonné, de l'aire des cultures, les collines broussaillues, les bois. « Nous disions les bois ; la forêt, c'était un mot de livre ou de narration ». Les enfants s'y risquaient, mais rarement et toujours prudemment. Car « on n'est pas de plain-pied dans une forêt, on ne la conquiert pas, il faut se livrer à son ombre et à son silence, dans une sorte de sommeil après quoi, éveillé, c'est une nouvelle vie ». Brocoliade austrienne, lieu de désir, des enchantements, des transmutations oniriques — me voici, par les reflets de cette enfance pourtant si proche, arraché d'un coup au temps présent, ramené à ces époques très anciennes dont par métier je scrute les vestiges, transporté dans le Moyen Âge des romans courtois, au douzième siècle. Et de ce Moyen Âge, j'ai conscience de ne pas sortir lorsque j'entends Marcel Arland parler des hommes, des femmes qui peuplaient ce terroir, admirable témoin d'un monde à tout

jamais détruit et depuis si peu de temps : ces formes de relations sociales, je les ai moi-même connues à peine modifiées ; or elles paraissent aux jeunes gens d'aujourd'hui plus étonnantes qu'elle n'eussent paru, je l'affirme, aux contemporains de Saint-Louis.

#### Les vivants et les morts

PRÉSENT rien en effet n'avait bougé durant des générations. Depuis vingt ans, on parlait dans le canton du chemin de fer : il n'était pas venu. Tassée sur soi, une société craintive, hésiante, durcie par le dénuement, écartait les rares immigrants venus s'établir au village, ainsi que les « gens du bois », relégués sur les marges, hors de l'ordre, hors la loi, boueux de l'être, libertaires et farouches. Elle se dressait, arrogante, tout entière rassemblée, face aux communes d'alentour, lançant contre ces puissances extérieures les bandes de ses jeunes hommes, jolis cœurs, voleurs de filles, cherchant les coups dans les bœufs et dans les cafés. La ville n'était pas loin. Il fallait bien, pour gagner quelques sous, s'y rendre de temps à autre, mal à l'aise en vérité, pataud, méfiant. De la ville, en effet, venaient les sarcasmes. De la ville venait le danger, sous la forme de ces beaux parleurs aux poches pleines, politiques en tournée électorale, magistrons, montreurs de tours, tous les enjôleurs. Quant à la ville des villes, Paris, où tant de bons enfants du pays étaient allés se perdre, dissiper en « mauvaises compagnies », avec de « mauvaises femmes », l'argent elle effrayait. Cependant, la communauté tenait ferme sous les menaces, solide, car elle était en vérité dédoublée, composée de deux parts étroitement conjoints, indissociables, de deux agglomérations homologues, celle des morts et celle des vivants. L'enclot du cimetière enfermait strictement, car il importait de la tenir secrète, une population exotique, à qui l'autre, celle du village, rendait fidèlement visite, chaque dimanche, après Vêpres. « Aucun lieu ne pouvait être plus propice à la rêverie d'un jeune enfant », écrit Arland, que ces deux cents tombes à quelques minutes de l'école et de la maison familiale. Je n'ai pas connu ce monde qui m'est paru plus diverse. Des rues, des sépultures alignées ; chacune « avec sa terre, ses hêtres et sa loi, était une maison particulière ; elle paraissait une véritable demeure, celle d'où l'on vit étoigné pour vingt ou soixante ans, mais où il faudrait bien qu'on rejoigne enfin la race et la fortune ». Les maisons des vivants semblaient beaucoup plus fragiles.

Et pourtant depuis toujours, depuis Charlemagne, l'ordre social reposait sur leur rassemblement. En chacun de ces refuges, enveloppé dans l'enceinte de son jardin, soigneusement clos, un ménage se peignait le soir autour du feu, sous la lampe, ne voulant surtout rien devoir à l'autrui, enfouie dans le terroir par ses morts, s'agrippait encore plus étroitement à lui par son patrimoine : des portions de droits collectifs, les affouages, dans les bois communaux, de la terre surtout, soutien, substance du groupe de parenté qui n'en formait en fait que la passagère effluve, périssable et constamment renouvelée.

#### La terre, est-ce qu'on sait si on l'aime ?

On n'a pas le temps de songer à autre chose. Le seul bien : pas d'argent ou presque. Et cette terre, avec le caveat de famille, confiant droit de cité, intégrant à la communauté villageoise. Chaque « propriétaire », le fils d'un lopin, regardant de très haut ceux qui, n'ayant à eux que leur corps, devaient pour vivre s'entager en sous-ordre dans une autre maison, et traitant comme des choses ces êtres qui n'étaient même pas nés, ces parias, les « gamins de l'Assistance ». Était-ce depuis six siècles, une telle structure n'acquiescail pas toutefois l'accident. De loin en loin, l'initiative incongrue, donc coupable, d'un individu bousculait les hiérarchies. Il arrivait que tel homme, telle femme ne se mariait pas dans son rang, parvint à prendre conjoint plus haut que soi et se hissait ainsi d'un cran, parfois de deux : les alliances de cette sorte étaient réputées mégalomanes. Il arrivait qu'un garçon aimât l'école outre

détenteurs de ce pouvoir imposant que confère la connaissance ; à telle femme, on disait « madame », parce qu'elle venait d'un bon rang. Une assise fondamentale surtout demeurerait en place, la succession de cérémonies scandant les étapes de la seule croissance qui ne fût pas suspecte, celle qui, par un mouvement aussi naturel que la rotation des labours à travers le terroir, transférait chacun de la condition d'enfant à celle de jeune, de la minorité à la majorité, et du monde des vivants au monde des morts. Il allait de soi que ce rituel fût imprégné de religion. « Il y a Dieu, moi aussi », disait l'arrière-grand-père, d'abord et parou. Le reste... Mais justement, Dieu était si présent que, pas plus qu'à la terre, on n'avait le temps de penser beaucoup à lui. De toute évidence, l'Eglise était plus familière que l'école ; on s'y sentait mieux chez soi, et le maître peut-être inspirait-il plus de crainte respectueuse que le prêtre. Celui-ci tenait

elles, sorties de leur maison pour bavarder ensemble, lavant le linge ensemble, écosant ensemble des haricots, soignant ensemble les mourants, veillant ensemble les morts. Mais chacun, chez elle, rivalisant avec d'autres femmes, leur disputant le grand, l'immense pouvoir féminin sur l'intérieur de la demeure, sur le fertile, l'obscur, sur les enfants, sur l'homme. Les femmes apparemment servantes affectant par leurs postures autour du feu, autour de la table, la soumission — en vérité, dominatrices. Qui, de la belle-mère ou de sa bru, tiendrait en bride le chef de maison, faux despote ? Et les hommes cédant le pas, s'évadant, partant retrouver ailleurs, à la chasse, au café, d'autres hommes, pour se raffermir en leur compagnie, surmonter avec eux à force de jactance ce sentiment, tapé dans le cœur des paysans de la Haute-Marne, comme l'État dans celui des compagnons de Philippe Auguste, la peur des femmes.

Pour de leurs appas. L'été, lorsque s'entrevoiraient un peu les corsages, lorsque des blancheurs s'entrevoiraient, tranchant sur le hâle du visage ou du cou, le sang des mâles s'échauffait. Brusque convoitise. Tremblement. Car ils avaient appris que ces déshabillés, toutes de vif-argent, fleurent entre les mains, les doigts. Brûlant pourtant de les saisir. Certains aisément prises, épouses délaissées, servantes, « bonnes à tout faire, à trop faire ». Et toutes les autres pour cela soupçonnées de se laisser prendre aussi vite, de s'abandonner aux hommes du dehors, aux braconniers, trossesurs de jupons, aux bons vivants, toucheurs de bouff, courtiers, menant leur chasse hors de leur commune, ou bien, plus dangereux que tous, aux jeunes gens de la grand ville, ne songant, en vacances au château, qu'à se divertir. La peur n'était donc pas réaliste au sens de l'ordre conjugal. Cette fille longtemps convoitée, qu'avait-elle fait avant d'être livrée, et de quelle perversion n'était-elle pas désormais capable ? La crainte qui rendait naïgère le consenti si gauche, portait néanmoins à la brutalité du mari, inquiété par telle plaisanterie d'après boire. Obsession de l'adultère, obsession de la bâtardise en cette société d'héritiers. Le drame latent. Et dans les récits qu'écrivit Marcel Arland sur ses plus lointains souvenirs, cette affirmation : l'amour parfait est impossible, le libre amour indéfiniment et justement puni. Les premiers romans d'Occident, dont j'attends, dans le plus récent développement de mes recherches, qu'ils m'apprennent ce que fut à l'époque féodale la condition des femmes, ne disent pas autre chose. Saussurienne convaincue, elle s'explique évidemment par les lois d'un genre littéraire. Mais elle tient aussi à la ferme des structures qui, durant des siècles et jusqu'au début du nôtre, assurèrent la stabilité des relations sociales en ces campagnes où la personnalité de Marcel Arland s'est forgée. Que je m'applique à rappeler sa mémoire ou que je pourrais mon labeur de médiéviste, il me faut donc l'écouter attentivement parler des femmes de son village, de ses premiers amis, de sa mère, il me faut l'observer lui-même parlant d'elles. A-t-il rien dit de plus profond, de plus ému, et qui fasse mieux connaître ce qu'il fut ? « La femme, répondit-il un jour à qui, indiscretement et le questionnant, elle m'a toujours été nécessaire : je lui demande de me sauver. Je lui offre de la sauver. » La morale, encore. Mais au plus profond, le désarroi, le souci de se garder, la résolution de vivre à part, librement. Même à l'Académie, vous l'avez bien vu, Monsieur.

#### Indépendance, rigueur, sensibilité

Je suis parti à l'aventure, sans beaucoup de munitions, hésitant entre les chemins, choisissant les moins périlleux, en quête de la vérité d'une existence abolie. Persuadé au départ de ne point atteindre mon but. Car ceux qui écrivent l'histoire ont dû, depuis peu, s'en convaincre : cette sorte de vérité est inaccessible. Il n'appartient pas à l'homme, aux pauvres ressources humaines, de saisir pleinement ce que fut l'événement passé — je ne parle pas des mouvements de profondeur, mais de l'événement, du simple événement. Comment parvenait-il à restituer, dans leur extrême et changeante complexité, tous les traits d'une personne qui se forme, se déforme au cours des années ? Je crois du moins avoir mis en évidence trois des qualités qui aideront Marcel Arland à traverser comme il l'a fait la vie. Je m'aperçois qu'elles devraient guider la conduite de l'historien. En premier lieu, la volonté d'indépendance à l'égard des tentations du succès, des préjugés, de cette insidieuse prison qu'érigent les idéologues tout chacun de nous reste inconsciemment captif. En second lieu, l'exigence de rigueur, l'histoire ne se fait pas sans obligations, sans loyauté à l'égard de l'information, de ces débris dialogués que nous découpons, que nous tentons d'articuler les uns aux autres, mais que nous ne sommes pas en droit de recueillir, d'inflechir, ni d'écarter. Il nous faut les maintenir fixes, à leur juste place, comme les supports infrangibles sur quoi nous tendons notre rêve. Je dis bien rêve. Comment, en effet, sans rêver, sans se laisser porter par l'imagination, l'historien pourrait-il réunir ces fragments épars, ravaler les haillons troués, effilochés de la mémoire. C'est ici que la troisième qualité devient indispensable, la sensibilité, qui seule aide l'historien à s'oublier, à s'extraire de son présent pour s'identifier aux témoins qu'il sollicite, pour considérer le monde par leurs yeux, établissant entre lui et ce qu'il dit un rapport ambigu, éminemment sensuel, tel celui qu'Arland entretenait avec la peinture, une relation d'autant plus féconde que s'y mêle quelque passion. Ces trois qualités cependant ne sauraient suffire. Si l'historien entend reprendre de faire connaître à d'autres ce qu'il a lui-même connu, il veut avouer ses incertitudes, décrire les parcours hasardeux où il a souvent trebuché, il lui faut encore, car l'histoire est aussi, elle est je crois, surtout un art de bien dire, ce surplus, le don de la belle écriture, claire, simple, précise. A défaut d'atteindre à cette magie du verbe dont l'œuvre de Marcel Arland propose, le délectable, l'inimitable exemple.



Marcel Arland

mesure, préférant le travail de l'esprit à celui des bras ; si la famille, se saignant aux quatre veines, s'était à poursuivre, à secourir du lot, on le montrait du doigt. L'ambition ? Un péché. Ne la voyait-on pas communément punie ? Pour être allé aux classes comme on disait, coiffé de fils avaient tourné mal ? De combien d'autres, tourmentés trop bien, happés par la tâche, attachés à la souche, n'avait-on pas perdu le soc ?

#### Les rites de passage

QUAND Marcel Arland était enfant, de tels écarts devenaient moins rares. Mais l'armature protectrice n'avait toujours pas bronché. Ainsi se conservait l'usage des titres : on disait « monsieur » à l'instituteur, au médecin,

certes le premier rôle aux deux extrêmes de la chaîne des rites de passage, lors de la première communion et lors des funérailles. Mais les mots qu'il prononçait complaisamment beaucoup plus en ces circonstances que le rassemblement de la parenté et du voisinage pour le repas ou pour la veillée ? Le profane en tout cas l'ignorait nettement sur le sacré au cours des deux festivités marquant, à propos de la conscription et du mariage, le terme de la jeunesse. La première revenait accentuer chaque printemps les divisions malsaines du corps social, soulignant d'une part la coupure entre les sexes, fixant d'autre part dans la population mâle l'âge de l'entrée parmi les adultes, isolant ceux qui, cette année-là, iraient se défendre devant le conseil de révision. Ce tribunal, dont les jugements routiniers rabaisaient au niveau des femmes les garçons incapables, se tenait au bourg. Il fallait donc s'éloigner de la maison, s'éloigner du village, comme pour se préparer à la rupture déchirante que serait dans quelques mois le départ pour la caserne. Au retour de l'épreuve, enrhumés, les conscrits revêtaient leur habit de fête : après la messe, après les vêpres, ils retournaient au chef-lieu pour le bal, répit interrompant les semaines de deuil, brève assemblée sur le sacré au cours des deux festivités marquant, à propos de la conscription et du mariage, le terme de la jeunesse. La première revenait accentuer chaque printemps les divisions malsaines du corps social, soulignant d'une part la coupure entre les sexes, fixant d'autre part dans la population mâle l'âge de l'entrée parmi les adultes, isolant ceux qui, cette année-là, iraient se défendre devant le conseil de révision. Ce tribunal, dont les jugements routiniers rabaisaient au niveau des femmes les garçons incapables, se tenait au bourg. Il fallait donc s'éloigner de la maison, s'éloigner du village, comme pour se préparer à la rupture déchirante que serait dans quelques mois le départ pour la caserne. Au retour de l'épreuve, enrhumés, les conscrits revêtaient leur habit de fête : après la messe, après les vêpres, ils retournaient au chef-lieu pour le bal, répit interrompant les semaines de deuil, brève assemblée sur le sacré au cours des deux festivités marquant, à propos de la conscription et du mariage, le terme de la jeunesse.

De l'éthétique de ce rite annuel, celle des noces diffèrent peu. Même habit noir pour les hommes, la danse encore, mais cette fois autant pour les vieux que pour les jeunes, et le repas, festueux, interminable, ici en position dominante. Toutefois, on mettait à célébrer les liturgies matrimoniales plus de gravité, et comme de l'inquiétude se discernait sous le couvert de la joie bryonnante. Il ne s'agissait pas seulement en effet de fêter la transition, dans l'existence d'une femme, de l'état de fille à celui d'épouse, et l'acte supposé de sa déformation devant le prêtre et devant la réunion nombreuse des parents, des amis, des voisins, par quoi cette femme était remise au pouvoir d'un homme afin que celui-ci la fécondât, soelaient en effet la fusion de deux patrimoines. L'équilibre de la société se trouvait ainsi mis en jeu. Sans doute, les chefs de famille, conscients d'agir au nom des morts, s'étaient-ils d'ordinaire entendus de longue date, sans doute la plupart des mariages s'annonçaient-ils au bal des conscrits ; à l'aube, en carole, chacun des garçons de la classe fustigeait par la terreur de mai devant la demeure de celle qui lui destinait sa parenté, publiait ainsi de licites acclamations. Il pouvait cependant advenir qu'une liaison librement nouée et jusqu'ici furtive fût de la sorte révétée et vint contrecarrer la stratégie des lignages. Par cette fissure n'allait-il pas fuser ? Si dans les nouvelles de Marcel Arland on voit si souvent l'intrigue se resservir autour de la solennité nuptiale, c'est que celle-ci ne remplissait pas toujours convenablement le rôle fondamental qui lui était assigné : juguler le trouble qui vient du sexe, c'est-à-dire des femmes, accommoder au mieux, dans l'ordre, les rapports entre deux camps affrontés, le féminin, le masculin.

#### La peur des femmes

Varennes-sur-Amance, en 1910, comme à Montillou en 1320, comme au douzième siècle autour de Chartres ou d'Amiens, les femmes entre

## La réponse de M. Peyrefitte

(Suite de la page 11.)

Comment ne pas penser que votre réception en ce lieu vient s'inscrire dans cette logique ? Dans les *Lieux de mémoire*, Marc Fumaroli écrit que la création de l'Académie avait fixé « les rites de passage de la vocation littéraire à la reconnaissance d'utilité publique et à l'entrée dans une sorte de *Panthéon national* ».

La formule vous va particulièrement bien. Vous voici, Monsieur, reconnu d'utilité publique.

L'Académie est le contrepoint naturel de votre carrière. Exactement mille ans après que Hugues Capet fut élu roi de France, vous êtes élu à l'Académie française : les historiens de demain retiendront peut-être ce nouveau clin d'œil du hasard, ou de la nécessité, en tout cas du destin.

Vous retrouverez ici plusieurs collègues du Collège de France : ils avaient eux-mêmes mis leurs pas dans ceux d'une longue cohorte qui avait déjà uni les deux plus anciennes institutions où s'épanouit la culture de notre pays ; le Collège, comme notre compagnie mais avec un siècle d'avance, à traversé, depuis l'ancienne monarchie, seize régimes constitutionnels, en attendant peut-être le dix-septième.



Cela ne signifie pas que le Collège soit une école préparatoire à l'Académie. Notre compagnie n'a jamais recherché les spécialistes, si délectés que fût leur valeur scientifique. Quand elle doit choisir entre un savant et ce qu'on appelle au Grand Siècle un « honnête homme », elle préfère toujours l'honnête homme. Mais le savant qui est en même temps honnête homme, le savant qui surplombe sa spécialité, soucieux de large culture et de beau langage, n'est heureusement pas une espèce disparue. Vous en portez témoignage.

#### L'alchimie du verbe maîtrisé

DU pouvoir d'évocation que vous nous venez encore d'avoir la preuve à l'instant, lorsque vous avez consacré parmi nous la figure de Marcel Arland. Ce qui restera peut-être comme le plus précieux de ses talents, ce fut la recherche du talent des autres. Sa contribution au succès de la NRF et à la qualité des livres édités rue Sébastien-Bottin est à la fois immense et discrète. Presque secrète. Il acceptait de perdre son temps, à lire des masses de manuscrits sans valeur et à recevoir des jeunes gens mal dégrossis. Il les humait, comme une abeille hume le pollen. J'en connais au moins un, dont il fit publier dans une collection célèbre un essai écrit à vingt ans, et qui a noué alors avec lui des liens fidèles.

Ses dernières volontés prescrivaient que les honneurs funéraires lui fussent rendus dans l'intimité de sa campagne géraldienne. De cette compagnie, nous n'étions donc que deux à lui faire escorte, parmi une vingtaine de proches ou de villageois. Sur les branches jaunissantes se posaient quelques oiseaux attardés. Ce grand anxieux s'endormait dans la douceur d'un jour inoubliable.

Que restera-t-il de son œuvre ? Il fut l'un des auteurs les plus achevés de notre siècle. Chez lui, la recherche de l'expression juste, l'économie de l'écriture étaient une façon d'apaiser son angoisse, de conjurer l'amère vision d'un monde sans espoir.

Vous avez rendu à Marcel Arland l'hommage du stylistes que vous êtes, au stylistes qui fut. Car, vous aussi, savez marier la force d'expression à la sobriété. Vous aussi, vous employez les mots dans leur mesure

exacte et leur exacte pesanteur. Vous aussi, vous préférez l'intensité à la profusion.

N'est-ce pas là le secret que je cherchais ? N'est-ce pas là le fil d'Ariane que nous avons entravé à chaque étape de votre itinéraire ? Si votre œuvre rayonne autant, si vous avez bûché à une telle hauteur les apports croisés des sciences humaines, si votre érudition, que vous partagez avec la communauté historique, vous l'avez transfigurée, c'est que vous faites subir à votre savoir l'alchimie d'une exceptionnelle maîtrise du verbe.

Votre résurrection du passé est neuve, parce qu'elle se fait, chez vous, comme la création des personnages chez les romanciers. Vous faites sentir, vous faites aimer les choses et les gens dont vous parlez. En vous, la connaissance devient poésie. Vous avez traité votre discipline comme un art — et par un art : l'usage talentueux de la langue française.

L'histoire universitaire avait déserté la littérature pour rejoindre la science. Votre principal mérite, c'est de l'avoir ramené dans notre littérature, sans qu'elle perde rien de ce que la science lui a apporté.

En votre œuvre, le style est indissociable du travail de recherche. C'est beaucoup mieux qu'un art de la présentation des faits, de l'ordonnement des idées, de la clarté des démonstrations. Par la magie des mots, les savoureux, terreux, charnels, par la cadence de vos périodes, vous recréez pour vos contemporains un monde abolé de références, de désirs, d'imaginations. Simultanément, vous nous montrez la distance qui nous sépare du Moyen Âge pour nous éviter les pièges de l'anachronisme ; et vous nous faites ressentir le temps, pour nous immerger dans une société dont les comportements et les mentalités nous apparaissent étonnamment familiers ; une société d'hommes et de femmes aussi vivants, aussi présents, que nous, qui sommes ici ensemble.

A un grand lecteur, qui sut être, dans plusieurs de ses livres, un grand écrivain, succède un grand professeur, sous lequel le public a vite senti pocher un grand écrivain.

C'est l'écrivain, c'est l'artiste, c'est l'homme de communication, autant que le chercheur et l'héritier que nous accueillons aujourd'hui.

Dans notre assemblée d'éphémère immortalité, soyez, Monsieur, le bienvenu.

Grigori J.



# Culture

## MODE

### Haute couture printemps-été Et puis voici des fleurs

De quoi sera fait l'été 1988 ? De fleurs, de sucre et de chichis. Ainsi en ont, semble-t-il, décidé les couturiers qui présenteront cette semaine leurs collections dans les palaces parisiens.

Une chose est sûre : ils ne voyagent plus, ils jardinent. De boléro-quebecois (Givenchy) en robes-types peintes de pavots sur zibeline blanche (Lanvin), on a cru comprendre que la belle saison relancerait la mode des garden-parties, des mariages à la campagne et de la vaisselle anglaise (voir les pousse-pousse en coton fleuri, les guirlandes d'organza églomisé et les brassards-choux d'Ungaro).

Robes de faille plumes pléquées de marisces, manches « corsets », sacro-arcuaires, boucles d'oreilles feuilles d'ébène, jupes à pétales de taffetas, chapeaux-corbilles chez Lanvin. De quoi rendre plus d'un french lover asthmatique. Le plus drôle, c'est que les grossistes en bijoux de la rue du Temple se sont déjà mis au parfum : dans les vitrines, on voit fleurir un peu partout des fleurseries à « clipper ». Car la couture de l'été 1988, c'est d'abord le détail couture : la basque-pétale, les boutons en forme de rose, le gant aux couleurs de dragées, la faveur aux tons de ciel florentin, la branche de lilas sur un piqué blanc, l'imprimé marguerite, le carré de mousseline pastel, et, en général, tout ce qui se fait de petit et de sweet. En jouant les Mimi Pinson de la mode, en papillonnant ici et là, la haute couture finit par dilapider son « capital rêve ». Ses chichis, on les retrouvera dans le prêt-à-porter comme autant de petites cris et d'accessoires destinés à nous faire sortir de l'habit noir des créateurs.

Isolée dans son époque, parfois totalement rétrograde ou mal informée (a-t-on jamais essayé de s'asseoir avec un pouf devant et un pouf derrière ?) elle se rapale dans ses appartements particuliers telles ces vieilles dames qui ont peur de



Modèle Christiane Lacroix

tout. Son vrai QG, c'est la technique. Admirable.

Là, on commence à rêver : soixante-dix heures de travail pour un boléro d'organza d'Ungaro (vendu il est vrai 100 000 F) et trois fois plus pour une robe « flamme » garnie de mouchoirs de soie, la crinolone en patchwork de taffetas vert de Balmain : « Cette année, la col-

lection est particulièrement élaborée. On n'a pas fait de rabats », explique Genevieve, première d'atelier flor, trente ans de maison rue François-I<sup>er</sup>. Il faut l'entendre parler : « de la prise de corps », de « la pause des plissés », des draps : « On ne peut pas les faire visser. Il faut chercher sur le mannequin. Mettre une épingle. La rentrer. Respecter le sens.

*Cela dure des jours et des jours.* Là, on reprend son souffle. On a envie de regarder de plus près, d'admirer, tel des tableaux de tissu, les blouses en guipure blanche, les plastrons en organza volantés, les plus religieuses ou les tailleurs en toile de soie jaune paille à travers des rubans mauves de Scherrer, inspirés cette année par Fragonard.

C'est peut-être là, du côté de cet optimisme, qu'il faudrait chercher le véritable esprit couture. Chez Chanel, les mannequins ont défilé plus lentement que d'habitude au rythme des filles d'honneur. Inès n'a pas fait l'intéressante. Le ton semble plus juste, plus retenu aussi peut-être, à cause de l'élégance sobre des tailleurs, juste soulignés par un galon de gros grain ou une série de boutons dorés ou encore par un jeu de transparence subtil : faux costume d'homme, blouse très Coco en mousseline de satin blanc. Il y avait moins d'éclats de rire et peut-être aussi moins de fraîcheur malgré l'abondance des robes à danser. La nouvelle longueur de Karl Lagerfeld, c'est au-dessous du genou.

Difficile en haute couture d'être moderne sans être triste, de faire du beau sans être anachronique. Certains y parviennent avec un prodigieux talent : Marc Bohan, de chez Dior, qui pince la taille de ses blazers et les féminise avec des blouses de mousseline blanche sans renoncer à l'élégance masculine de ses tailleurs. Cardin quand il oublie les frous-frous et sculpte ses vestes en imposant l'absurde comme une évidence. Saint-Laurent, qui joue si bien avec les désirs des femmes sans les provoquer, qui les emmène dans des pays neufs familiers, là où se trouvent les vraies sources de modes.

Christian Lacroix, lui, a reçu cette semaine le Dè d'or (démarné par un jury de journalistes). Il semble vouloir échapper à sa caricature, aux artificielles qui lui collent à la peau depuis son premier défilé, en juillet. Cette fois-ci, il n'y avait pas de thème. Des moments d'atmosphère et de génie, des cartes de séjour et des sorties sublimes, l'humour, la dérision, mélange de couleurs, la joie de vivre que d'aucuns ont cherché à copier cette année... en jouant maladroitement aux garnitures.

LAURENCE BENAÏM.

## Entretien avec le styliste Slava Zaitsev

### L'élégance des Soviétiques

Après un séjour à New-York et à Munich, le styliste soviétique Slava Zaitsev est venu à Paris, sur l'invitation de M<sup>lle</sup> Carven, chez qui il a présenté ses modèles.

- Avez-vous toujours travaillé pour la haute couture ?

- Pendant trois ans, j'ai créé des vêtements de travail pour les ouvriers et les kolchoziens. J'étais au service d'une usine de la région de Moscou et, au début, je trouvais cela amusant. Plus tard, j'ai pensé que c'était en fait une très bonne école pour garder les pieds sur terre. Puis, pendant seize ans, j'ai travaillé dans la confection avec un seul désir : voir mes modèles reproduits en un grand nombre d'exemplaires. Malheureusement, l'industrie du vêtement n'a jamais suivi, elle n'était pas prête à réaliser mes idées. J'ai alors quitté le prêt-à-porter pour la haute couture et je suis entré à la Maison de la mode (*Dom Moda*). Depuis, j'habilite peut-être un nombre restreint de personnes, mais je fais ce que je veux.

- Qu'est-ce que la Maison de la mode ?

- C'est avant tout une société expérimentale et gouvernementale dans le secteur tertiaire. Avec six cents salariés, tous fonctionnaires de l'Etat, nous devons fournir une production pour un montant de 2 millions de roubles par an, ce qui n'est pas un très gros chiffre. Notre inten-

tion était de créer des pièces uniques, sur commandes, pour des particuliers. Très vite, avec l'accord de mon ministère, j'ai fabriqué du prêt-à-porter de luxe, entre cinquante et cent exemplaires par modèle, vendus dans la boutique de la Maison de la mode.

- Aujourd'hui, nos clients sont Moscouites et étrangers. Pour ces derniers, les prix sont trois à quatre fois moins chers que la haute gamme de leur pays.

- Ces dernières années nous assistons également à une renaissance de la mode masculine. 40 % de nos clients sont des hommes. C'est important, jusqu'à présent en matière d'élégance, l'homme était, chez nous, un lecteur de pollution de l'environnement !

- Lorsqu'on est créateur de mode en Union soviétique, comment fait-on pour rechercher des tissus originaux ?

- Il n'y a pas de contacts entre les couturiers et les designers de tissu. Nous dépendons entièrement de l'industrie textile, nous arrivons très rarement à imposer notre point de vue. Je n'utilise donc que des matériaux existants. J'ai très peu de couleurs, de dessins, à ma disposition. Nous manquons également de tout ce qui est fourrure, boutons, fils...

- Et le marché noir ?

- On n'y trouve guère de tissu. La période que nous vivons est difficile, nous n'utilisons que des textiles soviétiques.

- Dans un tel contexte, quels sont vos projets d'avenir ?

- J'ai en vue une offre du ministère de l'industrie légère pour diriger un grand centre de la mode, chargé de coordonner l'industrie du vêtement et ses activités annexes. Je suis dans l'expectative... Mais au fond, je pense accepter.

- Imaginez vos premières tentatives ?

- Il faut d'abord s'assurer d'un approvisionnement suffisant et régulier en tissu, développer la création graphique, innover dans la couleur. Nous commençons à avoir une certaine expérience dans le domaine de la mode mais il nous manque le principal : la matière première. Vous pouvez avoir toutes les idées possibles mais sans les limitations, les défauts, on ne peut rien créer. Pour l'instant, l'industrie du textile et celle du vêtement observent ce qui se passe. Mais elles seront bien obligées de suivre.

Propos recueillis par BRIGITTE BOURIANA et YVES-MARC AJCHENBAUD.

## « Chanel », de Jean Leymarie

### Le génie du hasard

« Je me demande pourquoi je me suis lancé dans ce métier. Pourquoi j'y ai fait figure de révolutionnaire. Ce ne fut pas pour créer ce qui me plaisait, mais bien pour démoder d'abord et avant tout, ce qui me déplaissait... » Ainal c'est exprimé Mademoiselle Chanel. Et c'est vrai, si l'on en croit ses biographies, qu'elle est venue à la couture presque par hasard, elle qui, au hasard des voyages de son père, un colporteur, est née à Sauxur et a passé son enfance pauvre à Issoire. Mais Gabrielle, qui n'était pas encore Chanel, n'était pas faite pour les destins obscurs.

Couverture blanche sur laquelle se détache une tête sculptée. Au dos, le simple sigle des deux « c » croisés. Un magnifique album, conçu et écrit par Jean Leymarie, retrace le parcours de la grande « Mademoiselle ». Pas seulement sa vie, sa carrière, mais ses amis, ses amours, les artistes qui l'ont admirés et auxquels, lucide et orgueilleusement modeste, elle ne voulait pas se comparer. Son entourage, son temps. Et le

temps qui l'a précédée pour dire ce qu'il en était de la mode - la tradition et la révolution Poiret - quand elle est arrivée.

Quand elle est arrivée, elle a exactement répondu à ce que les femmes, et pas seulement celles qui s'habillaient, attendaient. Elle a créé les femmes que nous sommes. Elle a voulu démoder ce qui ne lui plaisait pas et son style demeure indémodable, est devenu une sorte de symbole. Au point qu'un créateur au talent singulier comme Karl Lagerfeld peut faire vivre Chanel sans se trahir lui-même.

On retrouve dans la mise en pages de l'album, dans les illustrations, l'élégance simplifiée de ce style. Bien sûr, le livre est un hommage, mais il ne se contente pas de louer. Il montre avec discrétion, sans didactisme le pourquoi de cet hommage, le point qu'un créateur au talent singulier comme Karl Lagerfeld peut faire vivre Chanel sans se trahir lui-même.

COLETTE GODARD.  
69 F. 225 pages, 695 F.

**Théâtre de la Bastille**  
en collaboration avec 43 57 42 14  
**LE THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE**  
DU 27 JANVIER AU 28 FÉVRIER 1988  
CRÉATIONS CHORÉGRAPHIQUES  
de Georges APPADY, Bernardo MONTE, François VERRER, Mathilde MONNIER, Jean-François DUROURE

## MUSIQUES

### Le 22<sup>e</sup> MIDEM à Cannes

## Le show-biz horizon 1992

Le 22<sup>e</sup> Marché international du disque, de l'édition musicale et de la vidéo-musique s'est terminé, vendredi 29 janvier, comme il avait commencé : avec un vent d'optimisme. Mais aussi une certaine inquiétude.

CANNES de notre envoyé spécial

7 500 participants, 1 750 sociétés et 54 pays ont participé à Cannes au 22<sup>e</sup> MIDEM placé sous le signe du compact disque, bien sûr, mais aussi du compact vidéo qui bouleversera une fois de plus la scène musicale dans les cinq prochaines années. Sous le signe aussi d'une certaine reprise de l'industrie du disque (le Monde du 26 janvier) singulièrement aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France, enfin du net redressement de la variété française et d'une offensive de celle-ci en Europe couronnée par les succès de Caroline Lombé, Vanessa Paradis, Rita Mitsouko, Desireless et Guech Patti.

Réorganisée de fond en comble à la suite des dispositions de la loi Lang du 3 juillet 1985, armée de nouveaux droits, une et solidaire à travers une série d'organisations nouvelles, d'un bureau de liaison, d'un fonds de création et de soutien, l'industrie musicale française s'est efforcée depuis deux ans de prélever l'avenir, de mettre tout en œuvre pour faire face aux mutations qui l'attendent encore.

La collaboration étroite de la SACEM au MIDEM, la force nouvelle des indépendants français réunis à Cannes dans un même stand sous le bannière de la société de perception des producteurs indépendants, la présence des toutes récentes associations de producteurs hexagonaux et des studios d'enregistrement était, à cet égard, significative.

Cannes était optimiste, mais la proche perspective du marché unique européen laissait, paradoxalement, l'horizon s'obscurcir de nuages. Force en effet est de constater que jusqu'ici la construction européenne ne s'est pas traduite dans les faits par une amélioration des droits des créateurs. Ainsi, dans un domaine aussi sensible que celui de la copie

privée, la Commission de Bruxelles va publier dans les prochains mois un rapport établi après bien des pressions, notamment britanniques, et qui dira en clair à chaque pays membre : « Faites ce que vous voulez... »

« Si l'on veut vraiment une Europe sans frontières, dit Patrice Fiches, délégué général du Syndicat national de l'édition phonographique, l'harmonisation des législations en matière de droits d'auteur et droits voisins est nécessaire d'ici à 1992. » Or la question des droits et de la protection des participants à la création artistique a été traitée, jusqu'à présent, à Bruxelles, dans un état d'esprit en totale contradiction avec la situation qui prévaut : des différences énormes entre les droits des Etats membres à quatre années d'une libre circulation sur le territoire européen. Jean-Loup Tourneur, directeur général de la SACEM, doute d'une harmonisation : « L'Europe de 1992, affirme-t-il, est celle des économistes et des juristes. Pas celle des créateurs. »

CLAUDE FLÉOUTER.

## Les trente-cinq ans de la firme Adès

La société Adès - l'une des rares firmes françaises à être totalement indépendante dans sa production comme dans sa distribution, a célébré au MIDEM son trente-cinquième anniversaire.

Dirigée par son fondateur, Louis Adès, l'entreprise a gravé de nombreux enregistrements de Dutilleul, de Messiaen, d'Auric, de Boulez. Elle a été aussi la première, par une collaboration encore en vigueur avec Walt Disney, à éditer des livres pour enfants.

Cette firme a enfin dirigé son département de distribution à d'autres catalogues comme ceux de Denon (dont l'enregistrement de la Symphonie n° 7 de Mahler dirigé par Elisha Ebel), de Temporel (Guy Béart), de JMF (jazz et d'EPM), label fondé par François Deslys, l'ancien PDG de RCA et qui, en deux ans, s'est constitué un important catalogue de blues, de jazz, outre les rééditions et nouveaux enregistrements de Léo Ferré, Sepho et Karim Kacel.

## THÉÂTRE

### « Le Songe », de Strindberg, à Caen

### Un rêve naturaliste

Strindberg disait de sa pièce, le Songe, écrite entre 1901 et 1902, qu'il avait « cherché à imiter la forme incohérente mais apparemment logique du rêve ».

Le Songe, de Strindberg, flotte dans un espace immatériel où règnent les maîtres de l'univers cependant qu'elle s'ancre dans la réalité des plus morces, dont celle du combat sans merci de l'homme et de la femme. Constatant, les personnages réels et allégoriques se métamorphosent.

Pas de chronologie mais des bouffées d'enfance culpabilisée qui remontent comme des épaves à la surface d'une mer sombre où les naufragés de la condition humaine, sans espoir de salut, s'entre-déchirent sous le regard de dieux conçus par un esprit ébrié. Un rêve noir qui s'engage à partir d'une désastreuse chronique conjugale animée par des querelles absurdes.

Rien de plus singulier que ces scènes de ménage mesquines, arrivant la pièce au médiocre quotidien d'une guerre d'usure, qui débouchent sur des évocations métaphysiques dans lesquelles Strindberg croise sans problème le crucifié et les divinités de l'Inde. Agnès, la fille édulcorée qui se soumet à l'épreuve de la terre et notamment d'un mari et d'un enfant, n'est-elle pas une rédemtrice elle aussi condamnée par ceux que Strindberg appelle « les hommes gens » ?

« Un rêve naturaliste », disait-il lucidement du Songe. C'est dans cet amalgame, bien sûr, que gît la difficulté de la représentation. A s'en tenir à ses notes sur le décor, il faudrait qu'une machinerie aussi puissante qu'agile transporte le spectateur de l'infini nauséux jusqu'au seuil d'un château qui pousse comme une plante, dans une chambre, devant l'entrée des artistes d'un théâtre, dans un bureau d'avocat, dans la grotte de Fingal, dans « l'enfer » d'une salle de rééducation physique, etc., pour en revenir au

château de la première scène que dévore enfin l'incendie purificateur des turpitudes humaines.

Jean-Pierre Sarrazac, metteur en scène du Songe pour la Comédie de Caen, a choisi contre cette proximité décorative, quasi wagnérienne, le parti de la modété et de l'illusion en carton-pâte. On reste devant un lieu muqué, une scène de théâtre dont les rideaux s'ouvrent au fond sur des fauteuils rouges où des mouettes et des albatros se substitueront un instant à des spectateurs en habit. Théâtre dans le théâtre donc avec simplement quelques « objets » nécessaires dont l'émission porte au tréfonds qui ne s'ouvrira, à la fin, que sur le vide (1).

Prendre d'assaut la terre

Cette économie ingénieuse a le mérite de désencombrer la pièce, de la rendre plus « lisible » en laissant la priorité au texte, ici la version française que Strindberg avait écrite lui-même, celle que Antonin Artaud avait tenté, en 1928, de faire jouer au Théâtre Alfred-Jarry malgré les huées de ses anciens compagnons du groupe surréaliste.

Mais pour décliner ce « rêve naturaliste » encore faut-il des comédiens assez riches d'expérience pour apporter à leurs personnages transitions à la fois du réel et de l'imaginaire. Or Jean-Pierre Sarrazac a voulu confier des rôles à de jeunes gens venus des ateliers de formation et de recherche qu'il dirige lui-même à Caen ou parainnés par le Jeune Théâtre national.

Leur conviction, leur application ne suffisent pas à régler l'alternance ou le mélange de grâce et de pesanteur du Songe. Peut-être aussi l'interprétation de « Véronique Wildock en Agnès, fille du ciel, manque-t-elle d'ambiguïté puisqu'elle semble, dès le début, préférer d'assaut la terre. »

JEAN-JACQUES LERRANT.

(1) Le décor a été conçu et réalisé par le peintre gouvain. Le Songe à la Comédie de Caen jusqu'au 3 février.

Lavie est un long fleuve tranquille.



## FAITS DIVERS

### Aux Minguettes

## Le calvaire d'une adolescente

LYON  
de notre bureau régional

C'est à l'arrêt du 80, un soir de novembre, que tout a commencé. Elève dans un collège proche elle était attendue à sa descente du bus, au pied des tours de la Dame, dans la ZUP des Minguettes à Vénissieux, par deux garçons, quatorze ou quinze ans, qui l'ont happée et entraînée de force dans un local à poubelles, à moins que ce ne soit dans un appartement squatté. Elle ne se souvient plus vraiment. C'était la première fois, le début du cauchemar. Il a duré deux mois.

À dix ou quinze reprises, le même manège s'est répété entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 1<sup>er</sup> janvier. Et parfois, ils étaient quatre ou cinq, à peu près du même âge, à faire à peu près les mêmes gestes, à peu près les mêmes lieux. Elle ne s'y résigne jamais, mais elle n'en parla pas. La honte bien sûr, mais la peur aussi, le terreur plutôt. Plusieurs fois, ces séances s'étaient accompagnées de menaces, de gifles, de brûlures avec un briquet et même d'un coup de serpette.

Quand elle rentrait chez elle, il était tard, 20 heures, 21 heures, et, la dernière fois, 22 heures. Or, ses enfants à la maison, un père ancien mari, quinze ans d'armée, une mère très occupée mais qui s'inquiète, s'interroge, interroge. « J'ai été collée par un prof... ».

Et puis la mère découvre que les collés, ce n'est pas un col-

ège. Sa fille reste prostrée, hagarde, devant la télé, refuse de dîner. Elle invente une autre explication : « Je suis allée me balader avec une copine au centre commercial de la Part-Dieu. » La mère trouve la copine, seule personne mise dans la confidence, et elle apprend tout, ou presque.

À la section de la protection de l'enfance, de la Sécurité urbaine de Lyon, l'inspecteur principal qui enregistre la plainte, note des prénoms, des surnoms retenus par l'adolescente. En s'aidant des photos du fichier, il identifie les garçons. Le jour des interpellations, lundi 25 janvier, ils sont huit, de quatorze à seize ans. Un contrôle dans la rue permet d'en épargner trois d'un coup. Le quart habitent dans la ZUP, sans fils d'immigrés, délinquants, sans forcément primaires.

Trois de ces huit adolescents se trouvent être en cause dans une autre affaire. De viol aussi. La victime, treize ans et demi, en fugue d'un foyer, les a reconnus. Ce sont bien eux qui, dans la nuit du 12 au 13 janvier, l'ont violentée et laissée ligotée à un balcon avec du fil électrique.

Présentés à M. Georges Fenech, juge d'instruction à Lyon, les huit garçons ont été inculpés de viol sur mineur de moins de quinze ans avec pluralité d'auteurs, arme et violence. Ils ont tous été écroués dans le quartier des mineurs de la prison Saint-Joseph à Lyon.

ROBERT BELLETER.

## JUSTICE

### La scolarisation des enfants d'immigrés

## Les bonnes intentions du maire de Montfermeil

M. Pierre Bernard, maire (div. droite) de Montfermeil (Seine-Saint-Denis, n'est certainement pas raciste. Pourtant, il comparait, jeudi 28 janvier, devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris pour répondre du délit prévu par l'article 187-1 du code pénal qui punit d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 3 000 F à 40 000 F « tout dépositaire de l'autorité publique ou citoyen chargé d'un ministère de service public qui a raison de l'origine d'une personne, de son sexe, de ses mœurs, de son appartenance à une nation, une race ou une religion déterminée, lui a refusé sciemment le bénéfice d'un droit auquel elle pouvait prétendre ».

En octobre 1985, sur ordre du maire, les services de la municipalité avaient refusé aux familles étrangères l'inscription de leurs enfants dans les écoles de la commune et ceux-ci n'ont pu être normalement scolarisés qu'à partir du 6 décembre 1985. Lors d'une conférence de presse, le maire avait expliqué qu'il avait parfaitement conscience d'être dans l'illégalité mais entendait y résister tant que ne serait pas modifiée la politique d'immigration.

À l'audience, M. Bernard a repris les mêmes arguments pour justifier son attitude en soutenant que ce refus « momentané » était seulement destiné à « alerter les pouvoirs publics ». Constituée aux quatre cinquièmes de zones pavillonnaires, la ville de Montfermeil possède toutefois un lot de 1 549 logements : la Cité des Bosquets occupée à 80 % par des familles étrangères et, parmi

les six écoles certaines classes sont fréquentées uniquement par des enfants d'immigrés. Aussi, après avoir dénoncé les conditions de vie très particulières régnant dans la cité, « où parfois trente personnes vivent dans un F 3<sup>7</sup> », M. Bernard a conclu : « Montfermeil n'est plus une terre d'accueil. Comment voulez-vous intégrer 80 % de familles immigrées dans 20 % de familles françaises ? ».

En fait, les soucis de M. Bernard auraient aussi une origine politique. Avant son élection élu en 1983, la commune était gérée par une municipalité communiste, et le maire soupçonne le directeur de l'office de H.L.M. de surcharger sa cité en immigrants « pour venger son parti ». Mais, en tout cas, il affirme être plein de bonnes intentions car son raisonnement était : « Si je fais quelque chose qui choque, les autorités comprendront ».

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MCRAP), partie civile à l'origine des poursuites, a été choqué. Son conseiller, M. Michel Jouet, n'a pas admis le comportement du maire. « Comme je ne peux pas bien les accueillir, alors je les élimine : c'est une démarche effarante ! Nous sommes dans un cas où le pouvoir est brutalement utilisé dans un but de propagande politique... Le substitut du procureur de la République, M. Philippe Biger, a été plus nuancé, faisant une distinction entre « la logique politique » et « la morale juridique ». Il a toutefois considéré que M. Bernard s'était « trompé de terrain » en violant les lois avant de déclarer aux juges : « Entre l'angélisme et le réalisme politique, il existe une voie pour la justice : ce sera votre jugement ».

De son côté, le défenseur de M. Bernard, M<sup>re</sup> Henri Savidan, n'a pu que reprendre les arguments de son client avant de dénoncer « une gigantesque hypocrisie » qui consiste à laisser les maires face au problème de l'immigration sans leur avoir donné la possibilité de le résoudre. Et, pour l'avocat, « le maire de Montfermeil pose bien ou mal, une question qui ne sera pas tranchée par votre jugement ».

Déclaration le 25 février.

MAURICE PEYROT.

## SCIENCES

## Télécom 1-B est victime d'une panne survenue il y a deux ans

Les échecs des grandes aventures technologiques tiennent souvent à peu de chose. Ce fut le cas voici presque vingt ans pour la mission Apollo-13 que les Américains avaient envoyée vers la Lune et qui faillit tourner au drame à cause de la défaillance d'un interrupteur de 3 sous. C'est aujourd'hui le cas du satellite de télécommunications français Télécom 1-B, en panne depuis le 15 janvier, victime vraisemblablement d'un composant électronique de 200 francs à 300 francs. Une somme dérisoire comparée aux 700 millions de francs qu'il a fallu investir pour mettre Télécom 1-B en orbite - 400 millions de francs pour le satellite et 300 millions de francs pour son lancement - et qui sont aujourd'hui perdus.

Il y a, en effet, tout lieu de croire que Télécom 1-B a vécu. « Nous avons un espoir infime de le récupérer », a déclaré, vendredi 29 janvier, M. Claude Goumy, directeur de la branche espace chez Matra. « Certes, a-t-il ajouté, il est possible que les cycles thermiques auxquels le satellite va être soumis lors de la prochaine période d'éclipse qui aura lieu de la fin février au début du mois d'avril (1) permettent à certains composants électroniques de retrouver une santé et, partant, autorisent la remise en marche de l'engin... » Peut-être. Mais le ton de M. Goumy n'était pas vraiment celui de la conviction.

### Tout tient à un fil

Bien que toujours sous surveillance, Télécom 1-B fait donc déjà partie du passé. En témoigne l'activité des équipes qui se préparent à modifier ou à renforcer, sur le satellite qui le remplacera prochainement, certains des éléments suspects - une résistance et deux fils - à l'origine de la panne. La boîte noire qui les contient, le boîtier de régulation électronique (BRE), a, en effet, été démonté, le jeudi 28 janvier, sur le satellite Télécom 1-C que les équipes de la base guyanaise de Kourou préparent pour son futur lancement par Ariane. Dès samedi, les techniciens et les ingénieurs de Matra procéderont sans délai aux modifications nécessaires afin que le tir de ce satellite, initialement prévu pour le 4 mars, puisse avoir lieu avant la mi-mars.

Les clients du satellite, en particulier les PTT et la défense, souhaitent retrouver le plus vite possible un système de télécommunications opérationnel, soit deux satellites en orbite dont un en secours. C'est pourquoi la mise en service rapide de Télécom 1-C permettrait de libérer Télécom 1-A de sa charge de travail, le laissant en attente, en cas de besoin. Cette mesure paraît d'autant plus nécessaire que, contrairement à Télécom 1-C, Télécom 1-A est équipé des mêmes composants électroniques que le satellite en panne.

Rien pour le moment ne permet de s'inquiéter. Mais on ne perd rien à être trop prudent, d'autant que l'on connaît maintenant clairement les origines de la panne qui a affecté Télécom 1-B. En fait, et c'est peut-être le plus étonnant, tout a com-

mencé voici presque deux ans, le 21 février 1986. Ce jour-là, un composant électronique particulier - une diode de puissance - s'est détérioré à la suite des contraintes thermiques normales auxquelles il avait été soumis. « Le grave dans cette affaire », note M. André Hardy, chef de projet des satellites Télécom 2 chez Matra, c'est que la panne n'a pas été franche, ce qui aurait permis, automatiquement, d'isoler l'installation défaillante et de passer sur le circuit de secours.

La diode récalcitrante a, en effet, plus ou moins fonctionné laissant au système de secours le soin de compenser ses faiblesses. Mais, ce dysfonctionnement a donné lieu dans la boîte noire (BRE) où sont installés ces dispositifs électroniques à des variations de température, non détectées à l'époque, qui ont été fautes avec le temps à certains autres éléments du circuit de secours aujourd'hui hors d'usage. Les scénarios, simulés dans les laboratoires de Vélizy et vérifiés par deux techniciens de la firme américaine TRW, avec laquelle Matra entretient des relations de longue date, ont permis de montrer qu'« une résistance électrique ou un fil avant de lâcher », privant le système de positionnement du satellite de son alimentation en énergie.

Aussi, les ingénieurs de Matra surveillent-ils aujourd'hui avec une attention particulière la moindre augmentation de température du BRE de Télécom 1-A qui traduirait le mauvais fonctionnement d'une des diodes de puissance. Il suffirait alors de couper le circuit défaillant pour que tout rentre dans l'ordre et que soient évitées ces variations de température (30 °C à 40 °C) néfastes au matériel. Rien de tel n'est à craindre avec le satellite que doit lancer Ariane. La diode incriminée a depuis longtemps été remplacée par un autre modèle dès qu'il est apparu aux responsables de certains programmes militaires de Matra que cette série de composants fabriqués par Thomson avait donné lieu à « des alertes ». Mais hélas ! Les faiblesses de la diode s'ont été découvertes qu'en novembre 1985, soit six mois après la mise en orbite de Télécom 1-B, toutes fois assez tôt pour intervenir sur le satellite de télédétection des ressources terrestres Spot. Une chance !

Reste que bien qu'il soit encore trop tôt pour rechercher les responsables de ce drame, la pile est amère pour Matra. Car l'industriel français va perdre les quelques 400 millions de francs que lui aurait rapportés la bonne marche en orbite de Télécom 1-B. Mais, il risque aussi, avec cette affaire, d'avoir les coupes moines franches pour accéder à la mi-février la vente de satellites de télécommunications aux Australiens, puis en avril celle de la future génération de satellites de l'organisation internationale Intelsat.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Période pendant laquelle le satellite ne voit pas le Soleil, ce qui empêche le chauffage de ses batteries mais permet le refroidissement de ses structures.

### Après l'assassinat d'un inspecteur à Toulon

## Très vives réactions des syndicats de policiers

Les services de police judiciaire de Toulon ont lancé un avis de recherche pour tenter d'arrêter le meurtrier d'un de leurs collègues, l'inspecteur Michel Morandini, trente-cinq ans, tué délibérément d'une balle dans la tête dans la nuit d'un hôtel de la ville (Le Monde du 30 janvier). L'auteur de cet assassinat, qui a également blessé gravement un autre policier, M. Claude Aizzi, toujours placé en réanimation à l'hôpital de Toulon, n'a pas été identifié formellement. Cependant les enquêteurs ont découvert, dans une chambre d'un immeuble du vieux Toulon où logeait ce malfaiteur, une photographie de cet homme âgé de vingt à vingt-cinq ans. Celle-ci a immédiatement été diffusée sur l'ensemble du territoire.

Cette fusillade de Toulon a provoqué de très nombreuses réactions de l'ensemble des organisations syndicales de policiers. Ainsi la Fédération FO de la police dénonce-t-elle « la banalisation d'un si grave événement, ramené à la dimension d'un simple fait divers », après avoir remarqué que « ce crime ne suscite aucun commentaire chez ceux qui ont pourtant démontré la rapidité de leurs réflexes lorsque se présente un prétexte pour faire le procès de la police ».

Le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) souhaite, dans un communiqué, « le rétablissement de la peine de mort concernant les assassins de policiers ». Le SIPN « encourage les pouvoirs publics à poursuivre avec fermeté la lutte engagée contre toutes les formes de violence, seule façon de préserver les libertés publiques dans notre pays ».

Pour sa part, le syndicat des corps en civil de la police nationale (CFE-CGC) demande aux diverses associations (SOS-Racisme, LICRA, MRAFP...), aux partis politiques, aux élus locaux et nationaux qui avaient manifesté après la mort de Malik Oussekkine et lors de la commémoration de celle-ci s'ils auront la même attitude pour dénoncer le meurtre odieux d'un policier victime du devoir, qui laisse deux orphelins ».

De leur côté, le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, et le ministre délégué chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud, ont exprimé vendredi « le sentiment de réprobation que leur inspirent les conditions particulièrement odieuses de l'assassinat de l'inspecteur distingué Michel Morandini, achevé à bout portant d'une balle dans la tête ». Ils ont fait connaître leur « détermination à mettre en œuvre tous les moyens pour que soit retrouvé rapidement l'auteur de cet assassinat ».

## EN BREF

● **Un gardien de la paix blessé à Paris.** - Un gardien de la paix a été sérieusement blessé au bras, vendredi après-midi 29 janvier à Paris, au cours d'une fusillade provoquée par des malfaiteurs qui venaient de commettre une attaque à main armée dans une bijouterie, 67, rue Médama. Surpris par une patrouille de police, les trois malfaiteurs ont ouvert le feu sur les deux policiers qui tentaient de les arrêter.

● **L'un des policiers, dont l'identité n'a pas été communiquée, devait être atteint au bras par deux projectiles.** Pendant leur fuite, les trois hommes blessaient également gravement un chauffeur de taxi qui avait tenté d'intervenir. Un des trois malfaiteurs devait être arrêté peu après et placé en garde à vue à la brigade de répression du banditisme, tandis que ses deux complices, d'origine italienne semble-t-il, réussissaient à s'enfuir.

● **Un policier inculpé d'homicide volontaire à Ajaccio.** - Un gardien de la paix, Roger Zani, quarante-cinq ans, affecté à la préfecture d'Ajaccio, a été arrêté et écroué jeudi soir 28 janvier, après avoir été inculpé d'homicide volontaire. Selon l'enquête conduite par le gendarme de la gendarmerie de la paix aurait avoué avoir tué, le 31 août 1988, un ouvrier marocain, Abdellah Bakka, trente-trois ans, avec lequel il avait un conflit à propos d'une prostituée, Annette Gacy, trente-trois ans, dont les deux hommes, semble-t-il, se partageaient les faveurs.

● **Avec l'aide de la jeune femme, qui a été inculpée de complicité d'homicide volontaire, Roger Zani aurait attiré son rival dans un guet-apens, en forêt de Coti-Chiavari, au sud d'Ajaccio, et l'aurait abattu avec un fusil de chasse et achevé avec son arme de service avant d'enterrer le cadavre.**

● **Naufrage d'un cargo chypriote au large des Açores : douze disparus.** - Les douze membres d'équipage d'un cargo battant pavillon chypriote, le *MV Rolanda*, ont été portés disparus le 29 janvier après que leur navire eut sombré par grosse mer à environ 650 kilomètres au large des Açores. Ont annoncé les garde-côtes de Falmouth, Grande-Bretagne. Une importante opération de recherche aérienne et maritime avait été déclenchée en vain. Le *Rolanda*, jaugeant 3 000 tonneaux et appartenant à une société québécoise, transportait de l'aluminium du Texas à destination de Grangemouth, en Écosse. - (AFP).

● **L'archevêché de Paris ouvre un centre d'accueil pour les malades du SIDA.** - La diocèse de Paris ouvre, en avril, un centre d'accueil et de soutien social, psychologique et spirituel aux malades du SIDA et à leurs familles. Une association, Tibériade, a été créée, dont le président est M. Hervé-Marie Catz, de la communauté charismatique de l'Emmanuel. Elle assure le fonctionnement du centre, grâce à un budget constitué à 30 % par la Ville de Paris, 30 % par la région Île-de-France et 40 % par l'archevêché. Trois salariés, tous de la communauté Emmanuel, et deux bénévoles seront chargés de l'accueil des malades.

● **Affaire des écoutes :** M. Alain Clarihaud entendu par le juge d'instruction. - M. Gilles Bouloche, juge d'instruction chargé du dossier des écoutes du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), a entendu, jeudi 28 janvier, durant trois heures, M. Alain Clarihaud, l'un des trois « plombiers » interpellés dans l'immeuble de l'huissier de la CSM, M. Yves Lutz. Surnommé le « Mozart des écoutes », M. Clarihaud est un technicien spécialisé dans la pose d'écoutes téléphoniques. Lors de son arrestation, en compagnie de deux anciens gendarmes, MM. Robert Montoya et Fabien Carrière, il portait une mallette contenant l'équipement nécessaire à la pose d'une écoute, ainsi qu'un petit magnétophone de marque AWMA. Accompagné de M<sup>re</sup> Renée Dolla Vial, M. Clarihaud, qui est inculpé de « tentative d'atteinte à l'intimité de la vie privée » n'a fait aucune déclaration à sa sortie du cabinet du magistrat instructeur. Une fois à l'écart, ce sera au tour de M. Montoya d'être interrogé par le juge.

● **Jean-Marc Roullien et Georges Cipriani hospitalisés.** - Deux des dirigeants présumés d'Action directe, Jean-Marc Roullien et Georges Cipriani, ont été hospitalisés après que, selon leur avocat, M<sup>re</sup> Bernard Ripart, leur état de santé fut devenu préoccupant à raison de la grave de la façon que les deux hommes observent depuis près de deux mois. Toujours selon M<sup>re</sup> Ripart et alors que ces informations n'étaient pas confirmées officiellement samedi matin 30 janvier, les deux autres militants d'Action directe, Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon, également en grave de la façon depuis deux mois, n'ont, elles, et toujours pas été hospitalisées, bien que, précise leur avocat, leur état de santé soit précaire.

**CRÉATEURS D'ENTREPRISES**

**ATTENTION :**

CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS à partir de 4.000 F HT tous frais fixes compris

TOUTES DOMICILIATIONS COMMERCIALES Tél. 42.28.89

**GEICA / 42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris**

PARIS - DAKAR - PARIS

Passez les vacances scolaires au soleil

**1.880 F\***

**le point** MULHOUSE

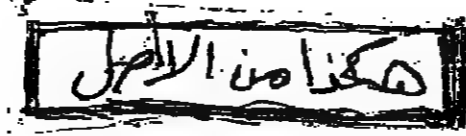
\* Vol au départ de Paris le 9 février retour les 16 et 23 février 1988.

Tél. : 42.96.63.63 / 47.63.22.58 / 46.34.21.17

Minitel 36.15 PM.

Association à but non lucratif. 80F cotisation membre obligatoire. Agrément ministériel N° 75073.

Sous responsabilité technique G.M.T.T. N° 1472.A.



# Sports

## La préparation des XV<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver Calgary stocke sa neige

(Suite de la première page.)  
Reste le plus important, le budget de fonctionnement des jeux. Les dirigeants de Calgary se sont d'abord dirigés vers le Comité olympique international, mais n'ont obtenu que 25 millions de dollars de prêts et de subventions. Ils ont dû se tourner vers le privé, notamment vers le constructeur de la chaîne américaine ABC, qui a apporté des bénéfices records de plus de 200 millions de dollars américains en 1984.

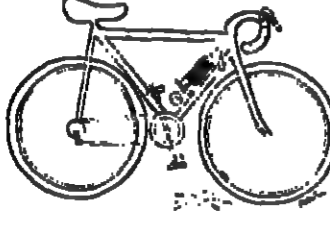
Frank King et son équipe avaient dès 1983 marqué un très bon point en obtenant - autre record - la somme de 267 millions de dollars américains (sur un contrat de 309 millions au total, le solde allant au Comité international olympique) de la chaîne américaine ABC, qui assurait ainsi l'exclusivité de la retransmission télévisée des Jeux vers les États-Unis.

Sur leur lancée, les organisateurs se sont montrés gourmands dans leurs négociations avec les multinationales et les grosses entreprises locales (les pétrolières en premier lieu). Les quelque deux cents commanditaires, fournisseurs officiels et autres détenteurs de permis, versent 90 millions de dollars canadiens pour arborer bien haut le sigle des Jeux sur leurs produits. D'un bout à l'autre du pays, l'Association olympique canadienne n'a pas hésité à poursuivre devant les tribunaux (une cinquantaine de procès en cours) tous les commerçants qui avaient osé user sans payer du terme « olympique » dans leur raison sociale. Un rôle mercenaire qui virait au harcèlement ridicule. Le ministre canadien des sports a dû y mettre un holà.

En tout état de cause, la vente des billets (un quart seulement des 1,8 million de tickets émis n'ont pas trouvé preneur jusqu'à présent).

### L'Union cycliste internationale demande des sanctions contre Jeannie Longo

Les records du monde des 3 kilomètres, 5 kilomètres, 10 kilomètres, 20 kilomètres et de l'heure, établis par Jeannie Longo au mois de septembre 1987 à Colorado Springs (États-Unis), dans une compétition organisée par l'Union cycliste internationale (UCI), des traces d'un produit interdit - l'éphédrine - avaient été



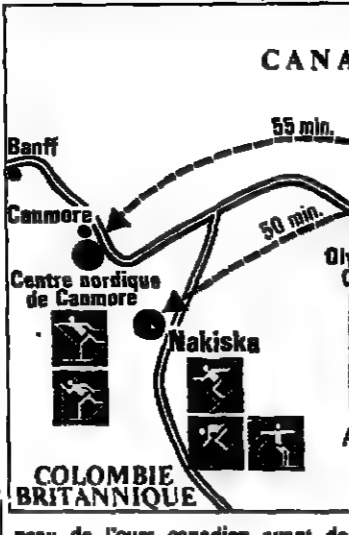
décelées dans les urines de la championne française au cours d'un contrôle antidopage, le 12 septembre, après son record du 3 kilomètres. Devant les protestations de bonne foi de Jeannie Longo, la Fédération française de cyclisme (FFC) avait décidé, le 18 décembre, de passer l'éponge.

Le comité directeur de l'UCI a demandé, vendredi 29 janvier, à la FFC d'appliquer à la Granoblesienne la sanction prévue en cas de première infraction, soit un mois de suspension ferme. Curieusement, selon M. Germain Simon, président de la FFC, la sanction pourrait être appliquée avec effet rétroactif à compter de la date du contrôle (du 13 septembre au 12 octobre 1987) de manière à ne pas empêcher Jeannie Longo de participer aux Six Jours de Paris. Cet arrangement conviendrait-il à la championne cycliste qui, « profondément choquée » par la décision de l'UCI, a maintenu son intention de « refuser toute sanction » ?

peut bien ne rapporter que la « modeste » somme de 45 millions de dollars canadiens, les organisateurs tablent sur des recettes totales de 554 millions de dollars et évaluent leurs dépenses à 522 millions. La différence : 32 millions de profits espérés, sans tenir compte des 79 millions de dollars déjà inclus dans les dépenses. Il s'agit de contributions au développement du sport qui seront ultérieurement partagées entre l'Association olympique canadienne et un organisme chargé du développement des installations de Calgary après les Jeux.

En somme, au vu de ce bilan provisoire, les Jeux de Calgary devraient rouler sur l'or. Seuls les caprices des cieux pourraient venir rattraper qu'il ne faut pas vendre la peau de l'ours canadien avant de l'avoir tué. « Si vous n'attendez pas les temps qu'il fait, attendez cinq minutes », ont coutume de dire en hiver les habitants de Calgary, habitués aux changements brusques de température qui peuvent faire bondir le mercure de 20 degrés en moins de quarante-huit heures, sous l'influence d'un vent chaud venu du Pacifique.

### XV<sup>e</sup> JEUX OLYMPIQUES D'HIVER Lieux de compétitions



Pas de problèmes, tout est prévu, rétorquent les organisateurs. Les pistes de bobobob et de luge sont réfrigérées, l'aiguille de vitesse et le stade Saddledome sont couverts. Pour les épreuves de saut à ski ou de ski alpin, on continue de produire et de « stocker » de la neige artificielle

● **ATHLÉTISME** : record du monde du 80 yards. - La Canadienne Ben Johnson a réalisé, vendredi 29 janvier à Toronto, la meilleure performance mondiale sur 50 yards en 5 s 18/100<sup>e</sup>, améliorant de cinq centièmes son précédent record établi il y a quinze jours.

● **BOXE** : Jaquet champion d'Europe des super-welters. - Le Français René Jaquet, vingt-sept ans, est devenu champion d'Europe des super-welters, vendredi 29 janvier à Rimini, en battant l'italien Luigi Minichillo par arrêt de l'arbitre à l'appel de la quatrième reprise.

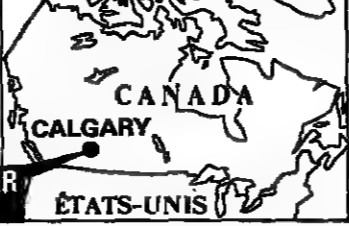
● **TENNIS** : tournoi de Mulhouse. - Yannick Noah a été éliminé dès son entrée en lice, vendredi 29 janvier, en quart de finale du tournoi de Mulhouse par le dix-septième joueur français Philippe Pech (7-6, 6-3).

● **RECTIFICATIF** : Dans notre information sur la décision de la Fédération internationale de tennis de ne plus désigner d'office des joueurs pour les épreuves organisées en Afrique du Sud (le Monde du 29 janvier), il fallait lire : « Désormais, aucun joueur ne se verra obligé (et non pas interdire) d'aller disputer un tournoi dans ce pays. »

pendant qu'il fait froid. Seul le vent pourrait momentanément retarder ces compétitions.

Si par malheur la région de Calgary baigne, comme l'an passé, dans une douceur toute estivale à la mi-février, les organisateurs devront démontrer qu'ils sont bel et bien en mesure de créer un autre précédent : les premiers Jeux d'hiver « artificiels » de l'histoire de l'olympisme.

MARTINE JACOT.



### ENVIRONNEMENT « Amoco-Cadiz » Les Britanniques mieux indemnisés que les Bretons

Les Bretons n'en reviennent pas : alors que le tribunal de Chicago leur a parcimonieusement accordé 93 millions de francs en dédommagement de la marée noire provoquée en 1978 par l'Amoco-Cadiz, voici que la cour d'appel de Rennes, le 27 janvier, vient d'attribuer 30 millions de francs aux Britanniques... pour une pollution qui ne les a pas atteints !

Au lieu d'attaquer la société Amoco chez elle, à Chicago, les Britanniques ont assigné la compagnie pétrolière devant le tribunal de commerce de Brest, en réclamant 18 millions de francs pour compenser les moyens de prévention mis en œuvre le long de leurs côtes après le naufrage. Ils savaient que la compagnie américaine avait, dès 1978, constitué, auprès du tribunal de commerce de Brest, un fonds de limitation de responsabilité de 77 millions de francs, équivalent à la valeur du bateau et de la cargaison.

Renvoyés à la suite d'un suris à exauter, en 1984, l'affaire a été portée, en 1985, devant la cour d'appel de Rennes, qui accordait un peu plus de 10 millions de francs aux Britanniques. Mais, comme le fonds de responsabilité avait triplé en dix ans, les plaigants ont finalement touché 30 millions, soit beaucoup plus qu'ils ne réclamaient... (Covresp.)

### MÉDECINE Selon une étude britannique, l'aspirine n'aurait pas d'effets bénéfiques sur le cœur. - Une nouvelle étude épidémiologique menée durant six mois en Grande-Bretagne sur les effets bénéfiques de l'aspirine dans les privations des accidents cardio-vasculaires vient contredire les conclusions de l'étude américaine récemment publiée dans le New England Journal of Medicine (le Monde du 29 janvier). Les résultats de cette étude sont publiés dans le dernier numéro du British Medical Journal. Le travail britannique a concerné 5 139 médecins pendant six ans. Sur les 3 429 qui ont consommé quotidiennement de l'aspirine, 148 sont décédés d'une crise cardiaque. Dans l'autre groupe (1 710 médecins) 79 ont été victimes d'un accident cardiaque mortel, ce qui donne un taux comparable d'environ 4 % d'infarctus dans les deux cas.

● **PRÉCISION** : - Les travaux sur le transfert d'embryons de chevreux dont nous avons fait état dans ces colonnes (le Monde du 30 janvier) sont actuellement menés à la station INRA de Nouzilly (Indre-et-Loire) par MM. Eric Palmer (responsable des recherches chevreux) et Daniel Lagneau, tous deux chercheurs des Heras nationaux détachés à l'Institut national de la recherche agronomique.

# Communication

Sur Antenne 2

## Le retour de Claude Sérillon

Ceux qui regrettaient l'éclipse, il y a huit mois, du « meilleur présentateur de Journal télévisé » (qualifié ainsi par les 7 d'or de 1986) peuvent se réjouir. Sérillon revient ! « Attention ! ce n'est pas un retour en triomphe, avertit l'intéressé qui reçoit ses visiteurs dans les coulisses d'Antenne 2 puisqu'il n'a plus de bureau depuis son remplacement au journal de 20 heures. C'est plutôt un pis-aller, en attendant pouvoir revenir un jour à ma passion : l'information. »

En attendant, Claude Sérillon accepte tout ce qu'on lui propose, et notamment le « Téléthon », au succès duquel il a contribué et qui lui a valu les félicitations du PDG de la chaîne, M. Claude Condamine. Ce qui peut expliquer l'enthousiasme de son retour de plume d'art, d'abord, il remplacera son ami - déborde - Bernard Rapp, chaque jour à partir du 4 février, pour présenter le magazine d'actualités « Édition spéciale ». Ensuite, il animera, avec le même Bernard Rapp et Paul Amar les deux soirées de l'élection présidentielle. Sans oublier « Les dossiers de l'écran », qu'il continuera à présenter tous les deux mois environ à la demande de Alain Jérôme. Enfin, il a été choisi par Maurice Rheims pour animer avec lui un nouveau magazine d'art, « Haute proximité », qui débute sur Antenne 2 le dimanche 31 janvier à 21 h 50.

La périodicité - trimestrielle ou mensuelle - ou même la survie de cette émission dépendra de son succès auprès du public et des responsables de la chaîne. Ancré sur la curiosité et sur l'actualité artistiques, et proposé par un fin connaisseur, Maurice Rheims, ancien commissaire-priseur, sa fille Nathalie et Léo Scheer (de l'agence Publicis), elle tentera de mettre l'art à la portée du grand public. « Je suis l'homme des soirées, du demi-monde de l'art, confie l'animateur, et je veux éveiller la curiosité du public en montrant l'actualité artistique comme une série de faits divers extraordinaires et amusants. »

Que fait Claude Sérillon, l'une des bêtes noires de la droite, dans ce petit monde huppé de l'art ? « Je l'ai choisi pour son professionnalisme, répond Maurice Rheims, car c'est un homme de spectacle. Le dévouement de l'art confie l'actualité, et je veux éveiller la curiosité du public en montrant l'actualité artistique comme une série de faits divers extraordinaires et amusants. »

Qu'il fait Claude Sérillon, l'une des bêtes noires de la droite, dans ce petit monde huppé de l'art ? « Je l'ai choisi pour son professionnalisme, répond Maurice Rheims, car c'est un homme de spectacle. Le dévouement de l'art confie l'actualité, et je veux éveiller la curiosité du public en montrant l'actualité artistique comme une série de faits divers extraordinaires et amusants. »

## M. Maxwell veut lancer en France un quotidien grand public en 1989

Le groupe britannique Maxwell Communication Corporation (MCC) sera coté à la Bourse de Paris à partir de 5 février. Le groupe présidé par M. Robert Maxwell a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 950 millions de livres pour un bénéfice net de 115 millions. L'admission à la Bourse de France sera simultanément contrôlée par la Commission de la concurrence britannique. M. Maxwell a d'autre part annoncé dans un communiqué que son groupe lance en France, en 1989, un quotidien grand public visant les six cent mille exemplaires.

M. Robert Maxwell a un appétit d'ogre. « Notre marché, c'est tout simplement le globe », a-t-il modestement confié vendredi 29 janvier en présentant son empire à l'occasion de sa dernière introduction à la Bourse de Paris. Un empire dont il entend faire l'un des dix premiers groupes mondiaux dans le secteur de la communication avec un chiffre d'affaires de 3 à 5 milliards de livres (30 à 50 milliards de francs) à l'horizon 1990. La Maxwell Communication Corporation (MCC) ne représente, il est vrai, que la branche publique (cotée à la Bourse de Londres) d'un ensemble opportunément contrôlé par la Fondation Pergamon implantée au Lichtenstein. L'autre branche - privée, celle-là - est baptisée Pergamon Holdings - contrôle 100 % du groupe de presse britannique Mirror Group Newspaper, gère l'ensemble des activités câble et satellite de M. Maxwell ainsi que les 10 % que celui-ci détenait dans TF 1.

Une croissance forte, une trésorerie abondante, des investissements massifs... M. Maxwell ne manque pas d'atouts pour réussir son pari. Et ne fait guère mystère de sa stratégie : une intégration verticale allant de l'usine de pâte à papier jusqu'à la fabrication d'imprimations par satellite, en passant par une internationalisation croissante et l'acquisition de sociétés concurrentes.

Déjà présent dans la presse française par l'intermédiaire de l'Agence centrale de presse (ACP) présidée par son fils aîné, M. Maxy, réitéré son intérêt pour les Echos, si le gouvernement français contestait la récente cession de celui-ci au groupe britannique Pearson. « Nous sommes prêts à acheter le groupe britannique Pearson. » Il a également confirmé son intention, exprimée à Cannes au printemps dernier (voir le Monde du 25 avril 1987), de lancer en France en 1989 un quotidien grand public qui sera imprimé

jouant au faux neut, lorsque nous avouerons, par exemple, le faitisme que procure la vente des vêtements ayant appartenu à Marilyn Monroe ou à Maria Callas... Claude Sérillon avoue, pour sa part, être « intrigué par un monde » qu'il ne connaît pas. Curieux de tout, il vient de profiter de ses loisirs forcés pour publier un livre, De quoi je me mêle (1), dans lequel il mène une longue réflexion sur le monde qui l'entoure. Un leitmotiv traverse cette conversation à bâtons rompus avec le lecteur : la montée parallèle du « chacun pour soi » et du pouvoir exhibitionniste de l'argent. Quant à lui, il plaide en faveur de l'engagement et des convictions fortes.

Ce livre n'est pas un règlement de compte, bien que le milieu de la télévision n'échappe pas à sa plume acérée, en son sens le plus moral. « J'ai simplement voulu mêler ce que j'ai vécu avec mes réflexions personnelles. »

Claude Sérillon a-t-il tenté de changer de chaîne ? « J'ai été fortement sollicité par TF 1, reconnaît-il, notamment par Pascale Breugnot, qui voulait que je prenne le relais de Michel Polac, mais je n'ai pas l'âme d'un polémiste, et j'ai préféré rester sentimentalement attaché à Antenne 2. Je suis persuadé qu'elle peut redevenir une chaîne de grande qualité et de grande audience. On aurait pu faire l'économie des tribulations politiques - on ne m'a jamais rien reproché sur le plan professionnel - et maintenant il faudra mener une grande opération de vérité sur Antenne 2 pour retrouver notre crédibilité. »

Le fait que Claude Sérillon présentera les soirées électorales en est un signe encourageant.

ALAIN WOODROW.

(1) De quoi je me mêle ? Claude Sérillon, éditions Baland, 217 p., 89 F.

La Journée nationale de la presse écrite

## Les Français lisent de moins en moins de journaux

L'objectif de la première Journée nationale de la presse écrite, prévue vendredi 29 janvier dans toute la France à l'initiative du ministère de la Culture et de la Communication, et de la Fédération de la presse écrite, était de convaincre les Français de lire d'avantage de journaux et de consacrer au grand public sur le rôle essentiel de la presse écrite dans une démocratie.

Rencontres, débats, affiches, éditoriaux, émissions de télévision, visites guidées de rédactions et d'imprimeries : la « fête » de la presse, organisée par M. François Léotard, s'est déroulée dans trente-deux villes.

Pour le ministre de la Culture, qui participait à un débat au Musée d'Orsay, « la presse est moins malade qu'on veut bien le dire », mais elle souffre de la « faiblesse de la capitalisation des groupes de communication français qui vont devoir affronter le marché unique en 1992. [...] Nos trois « Elus » (Havas, Hachette, Hiersant) sont des puissances sans grands talents. A elles seules, leur chiffre d'affaires est inférieur à celui du groupe ouest-allemand Bertelsmann ! »

Intervenant à son tour, M. André Santini, ministre délégué à la Communication, s'est interrogé sur l'avenir des aides publiques à la presse (6 milliards de francs). Il avait rendu visite à plusieurs directeurs de journaux dans la journée, dont M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité. Les deux hommes ont échangé quelques propos.

Reproches et critiques d'abord de la part du député communiste de la Seine-Maritime. « Pas une seule fois n'apparait le mot « pluralisme », pas une seule fois l'Humanité n'est citée dans votre journal gratuit, tiré à deux millions d'exemplaires, alors que c'est le cas de quarante et un autres journaux », a-t-il lancé au ministre délégué. Citant à la fois Jean Jaurès et Charles de Gaulle, le directeur de l'Humanité, avec ce fond de courtoisie, s'est lancé dans un vibrant plaidoyer de la presse d'opinion et dans une défense et illustration de l'Humanité (qui sortira du rouge en 1988 grâce à l'augmentation de ses ventes en 1987), avant de reprocher au pouvoir social d'avoir placé la presse « non de la presse, de l'argent et du pouvoir ».

D'autres directeurs de journaux ont réagi à l'initiative du ministre. M. Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris, pour dénoncer « le monopole de la fabrication, qui appartient depuis un demi-siècle au syndicat du Livre » qui « freine l'évolution de la presse quotidienne », alors que M. Georges Montaron, directeur de Témoignage chrétien, qualifie, dans un éditorial, la Journée de « presse de « d'urgence » et de « pousser aux yeux », pour cacher les menaces qui pèsent sur les aides gouvernementales aux journaux d'opinion.

Les syndicats, enfin, ont pris position face à cette Journée nationale. Dans une lettre à MM. Léotard, Santini et Montory, la Fédération CGT du Livre déplorait le fait que cette manifestation intervienne « au plein lancement de la campagne pour l'élection présidentielle ». Le secrétaire fédéral de Foros ouvrier, M. Claude Jense, accuse Léotard de « justifier à sa manière les restructurations en cours dans la presse et leurs cortèges de licenciements comme à Libération, au Matin et au Quotidien ». La Fédération CPDT s'est élevée, pour sa part, contre le rôle de la direction de l'AFP de diffusion en direct de son siège à Paris (Émission « Résistances » d'Antenne 2 consacrée à la liberté de la presse, le 28 janvier).

P.-A. G.

A. W. et Y.-M. L.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE  
31, quai Voltaire Paris 7<sup>e</sup> Tél. (1) 40.15.70.00.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE  
31, quai Voltaire Paris 7<sup>e</sup> Tél. (1) 40.15.70.00.

## L'affaire de la COG L'enquête des autorités révèle une seconde...

Le procès des dirigeants de la COG... L'enquête des autorités révèle une seconde... (The text in this column is very faint and partially obscured by the gutter of the newspaper.)

Handwritten signature or note at the bottom center of the page.



L'affaire de la COGEMA

L'enquête des autorités boursières révèle une seconde escroquerie

L'enquête menée sur les 259 millions de francs de pertes en Bourse dont a été victime la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) débouche aujourd'hui sur la révélation d'autres malversations : un trou supplémentaire de 80 millions de francs dans les comptes de la charge Buisson. Celle-ci met en cause dans un communiqué l'intermédiaire financier dont elle a utilisé les services, la société Arbitrage SA, dirigée par M. Jean-Marc Aletti. Tout comme la COGEMA, la charge Buisson a porté plainte auprès du parquet de Paris.

deux sociétés clientes de la charge Buisson, comme celle-ci le révèle dans un communiqué du vendredi 29 janvier sans doute pour camoufler des pertes enregistrées sur d'autres opérations. Elle leur réclame d'ailleurs maintenant le remboursement de ces 80 millions de francs indûment crédités pour des transactions non effectuées. Les deux sociétés qui seraient la COGEMA et Rothschild et Associés - refusent évidemment de s'exécuter. La charge Buisson conteste par ailleurs, pour l'instant, la plainte pour escroquerie, déposée par la COGEMA, arguant que « aucun élément [...] ne permet de confirmer une telle hypothèse ».

Les difficultés de Buisson

Dans tous les cas, Buisson rejette l'entière responsabilité des malversations sur un intermédiaire, la société Arbitrage SA, dirigée par M. Jean-Marc Aletti. La charge était en fait très liée avec celui-ci. Elle lui avait confié ses transactions sur le MATIF et sur le marché des options. Les professionnels des assurances d'ailleurs complètement et sont étonnés aujourd'hui de la virulence des accusations portées par Buisson contre Arbitrage SA. La charge a déposé plainte contre X... dès le lundi 25 janvier.

Cette riposte n'entretient guère l'illusion. Faisant déjà l'objet de rumeurs à la fin de l'année 1987, les dirigeants de Buisson n'avaient pas hésité à appeler à leur secours un commissaire aux comptes, le cabinet Peltreau Seacchi et associés, membre du groupe Price Waterhouse, pour se faire blanchir (la *Monde* du 4 décembre). Un répit de courte durée avant que le groupe Bouygues n'assigne la charge devant le tribunal de commerce de Paris, à la suite d'un litige.

Pour la communauté financière, la charge est de toute façon dans une position difficile. Elle a déjà dû cesser toute activité sur le MATIF. La CCIFP, qui achève l'enquête démarrée le 22 décembre, remettra son rapport officiel mais confidentiel - au plus tard à la mi-février à la charge Buisson. La charge aura

quinze jours pour se défendre, avant que le rapport ne soit communiqué au président de la COB (Commission des opérations de Bourse) et au syndic de la Compagnie des agents de change, qui décideront des suites à donner et des éventuelles sanctions à prendre. Elles viendraient s'ajouter à la plainte contre X... pour abus de confiance, escroquerie et faux, déposée le 28 janvier par la COGEMA.

La CCIFP est arrivée à la conclusion que les pertes enregistrées sur la COGEMA, qui s'élevaient exactement à 259 millions de francs, se sont réalisées à parts égales sur deux marchés financiers différents : le MATIF et l'OTC (*over the counter*). Le premier, créé en février 1986, permet aux opérateurs de se protéger contre des variations importantes de taux d'intérêt. Mais cette protection n'est pas infallible puisque'elle repose sur une anticipation des évolutions de taux. S'il mise à contre-courant, l'opérateur peut y laisser des plumes. Ce marché, qui se déroule de 10 heures à 15 heures, est toutefois extrêmement réglementé. Ce qui n'est pas le cas de l'OTC, son successeur officieux pour le reste de la journée. Sur ce marché de gré à gré, totalement incontrôlé jusqu'à présent, et théoriquement illégal, tous les coups sont permis. Les autorités de tutelle du marché souhaitent désormais que l'abcès soit crevé au plus vite, pour ne pas trop ternir l'image de marque de la place de Paris aux yeux des étrangers. D'autant que les bruits les plus fâcheux commencent à entourer ce scandale financier. Des implications politiques aux affaires de mœurs, tout est bon pour alimenter les commentaires de microcosme boursier et bancaire. M. Jean-Marc Aletti aurait ses entrées au plus haut niveau dans la sphère politique et économique française. Rien ne manque dans cette histoire digne d'inspirer scénaristes ou écrivains. Pas même la disparition de l'homme-clé de l'affaire, M. Jean-Marc Aletti. Il aurait été, jusque dans les relations de sports d'hiver des Alpes, le week-end dernier, avant de se volatiliser. En Floride pour les uns, en Australie pour les autres...

CLAIRE BLANDIN et DOMINIQUE GALLOIS.

Entre les grandes surfaces et les pharmacies

La bataille des crèmes de beauté

(Suite de la première page.)

Un marché qui représentait en 1986 un chiffre d'affaires de 29 milliards de francs, dont 11,3 %, soit 3,2 milliards, réalisés dans les vingt deux mille pharmacies françaises.

Dans un premier temps, les centres d'achat des chaînes de magasins de grande surface - à commencer par le Galic des centres Leclerc - vont prendre contact avec chacun des laboratoires ou distributeurs - qu'ils leur avaient opposés des refus de vente (1) pour passer commande.

Ceux-ci, qui ont jusqu'au 1<sup>er</sup> août pour mettre les pratiques en conformité, vont devoir très vite définir leur politique commerciale, produit par produit. Certains, comme la société Pierre Fabre (Klorane, Elancyl...) restent très attachés à la vente en pharmacie : seul un pharmacien, selon un communiqué de ce laboratoire, « la qualification technique et scientifique permettant d'offrir le niveau de compétence souhaité par les consommateurs de [ses] produits ».

Même si certaines pharmacies emploient souvent des jeunes femmes dont la compétence plonge à un CAP de vendeuse... Ces laboratoires-là exigent sans aucun doute de leurs « distributeurs agréés » qu'ils aient les caractéristiques... d'une pharmacie.

D'autres envisagent vraisemblablement la création de produits méritant le nom de médicaments pour lesquels ils demanderont l'autorisation de mise sur le marché - la fameuse AMM, qui les fera entrer de plain-pied et sans contestation possible dans les officines, comme les dentifrices Sanogyl ou Fluocril. D'autres laboratoires sont beaucoup plus séduits par les sirènes de la vente de masse. Tout produit a une courbe de vieillissement bien connue des hommes de marketing : il peut être très tentant d'amplifier la vente d'un produit offert depuis longtemps à la clientèle, en allant le poser sur les « linéaires » des hyper-

à ce jeu, les premiers séduits, pour peu qu'ils aient la capacité de production nécessaire, pourraient bien conquérir sans coup férir, des parts de marché appréciables, difficiles à leur arracher, ensuite. On l'a bien vu, il y a vingt ans avec les petits pots pour bébé, qui avaient donné lieu à une bagarre du même type que celle d'aujourd'hui. Déjà les laboratoires Deglane vendent les produits capillaires Folène dans les grandes surfaces et d'autres sont prêts à les imiter... Ils sont ainsi une dizaine, selon les Leclerc, prêts à jouer à fond le jeu du libre-service et de la grande distribution.

Embauche de jeunes pharmaciens

Côté hypermarchés, on fournit les armes et les techniques d'achat. On sait être pointu et la matière, conscient de l'ampleur du marché offert et d'autant plus exigeant sur les marges. Carrefour, qui avait gagné juridiquement sur la distribution des tests de grossesse (tandis que Leclerc gagnait sur les « séducteurs de synthèse »), est prêt à favoriser le laboratoire qui n'exigera pas la présence d'un pharmacien et travaille parallèlement sur les produits diététiques. « On va assister à un changement de stratégie des laboratoires et à une segmentation des marchés », dit René Brillet, directeur exécutif de Carrefour-France.

Chez Paridoc (Mammouth, Casino), on envisage tout à fait l'embauche de jeunes pharmaciens : ils ne manquent pas sur le marché du travail, qui n'ont pas les moyens d'acheter une officine et se satisfont mal des salaires pratiqués dans les pharmacies... Et Jean-Jacques Fougère, responsable de l'enseigne Mammouth, qui emploie déjà un pharmacien comme responsable de la politique de santé, dans le groupe, qui s'intéresse beaucoup à l'alimentation-prévention, ambitionne d'obtenir l'autorisation d'ouverture de vraies pharmacies non plus seulement dans la galerie marchande, mais à l'intérieur même

de l'hypermarché. C'est un nouveau pas à franchir vers les « prescriptions sans », les «aires de prescription » des grandes surfaces américaines, où l'on délivre de vrais médicaments, sur ordonnance.

Et les pharmaciens d'officine ? Ils vont devoir s'initier encore un peu plus au métier de commerçant. Supprimer de leurs rayons les produits d'hygiène et de beauté vendus à prix cassés par l'hypermarché le plus proche, voire, les solder. Surveiller leurs stocks avec une vigilance accrue, et si la grande surface est vraiment trop près, pratiquer des prix plus compétitifs que les prix « conseillés », désormais interdits. Et prouver enfin obstinément que leurs « conseils » valent le prix demandé. Certains pharmaciens sont prêts à se lancer dans l'aventure, malgré les pressions de leurs pairs.

Quant aux parfumeurs, privilégiés de la distribution sélective, ils peuvent théoriquement aborder le créneau des marques jusqu'ici vendues exclusivement en pharmacie. Mais il serait surprenant qu'ils s'y lancent, la bataille des prix n'étant pas du tout leur vocation.

L'arrêt de la cour d'appel de Paris, confirmant les décisions du Conseil national de la concurrence, ouvre la porte de la parapharmacie aux grandes surfaces. Elles vont s'y engouffrer, s'angoissant que là s'arrêtera pas leur ambition. Les médicaments grand public, ceux qui font l'objet de spots télévisés, sont, n'en doutons pas, dans leur collimateur. D'ores et déjà, les pharmaciens d'officine s'inquiètent de l'appétit des centres Leclerc pour ces médicaments vendus sans ordonnance. Ils ont raison de s'inquiéter, même si le souci des gouvernements français et européens entoure leur monopole d'une barrière protectrice supplémentaire.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Notamment les sociétés Lacharre, Fabre Cosmétique, Ducrocq, Espanciance, Goupp, Ruby d'Anglais, Vichy, Pharmhygiène, GRP, Lusua, OCP Répartition, Monot, Biopha et Roc.

ETRANGER

Malgré la forte hausse du yen

Le Japon a réalisé en 1987 un excédent commercial record

TOKYO correspondance

A défaut de lire l'avenir du dollar dans une boule de cristal, on peut essayer d'interpréter l'image renvoyée par les statistiques de la balance des paiements du Japon. Une image quelque peu troublée.

L'excédent des comptes courants du Japon a battu un nouveau record historique en 1987, en s'inscrivant à 86,69 milliards de dollars contre 85,85 milliards lors de l'année calendaire précédente. Le surplus commercial est une fois de plus le responsable de cette performance trop brillante. Avec 96,46 milliards de dollars, il efface lui aussi le record de 1986 (92,83 milliards de dollars).

Pourtant, affirment les responsables nippons, il ne faut pas désespérer. Sous la pression d'une réévaluation constante du yen, l'économie japonaise a commencé à changer de physionomie : plus accueillante aux importations, elle est aussi moins agressive sur les marchés extérieurs.

L'excédent des comptes courants avait progressé de 73 % en 1986 par rapport à 1985. L'an dernier, le rythme d'accroissement sera revenu à 1 % tout juste. Même constatation pour le surplus commercial : de 69 % en 1986, son pourcentage de hausse tombe à 3,9 % en 1987.

Ayant atteint de nouveaux sommets l'année dernière, les excédents du Japon sont désormais sur la pente descendante, affirment-on à Tokyo.

En yen, le fait est indéniable. Calculé dans la devise japonaise, l'excédent des comptes courants tombe de 14 200 à 12 500 milliards.

Même en dollars dévalués, avec prise en compte des effets pervers de

la courbe en « J » (renchérissement des exportations et baisse des prix des importations de l'archipel), le Japon est sur la bonne voie. Le flor des exportations (224,43 milliards de dollars) s'est encore gonflé, mais de 9,2 %, contre une hausse de 18,1 % en 1986. Et le courant encore trop modeste des importations a fait preuve de plus de vigueur : à 127,97 milliards de dollars, elles ont augmenté de 13,5 % l'an dernier, alors qu'elles avaient reculé de 4,5 % en 1986.

Les responsables nippons, qui ne sont pas encore totalement rassurés sur la stabilisation du dollar, espèrent que les marchés des changes considéreront ces tendances lourdes et ne s'attarderont pas sur les résultats franchement mauvais de décembre.

L'excédent des comptes courants a atteint 9,44 milliards de dollars le mois dernier, contre 5,79 milliards en novembre et 9,19 milliards en décembre 1986. Pour la première fois depuis avril 1987, le solde mensuel n'affiche pas un recul d'une année sur l'autre.

En attendant que la balance des paiements du Japon nous fait d'autres confidences, cette fois sur le comportement des investisseurs nippons.

Sur une planète où les transactions financières par-dessus les frontières représentent plus de quarante fois les échanges commerciaux (c'était en 1986), le cours de la principale monnaie de réserve est

avant tout déterminée par la confiance des investisseurs. Surtout lorsque la nation qui émet est devenue le débiteur international numéro un.

Certes, les Japonais ont gardé sans difficulté l'an dernier leur couronne de premiers exportateurs de capitaux. Le creusement du déficit de la balance des capitaux à long terme manifeste néanmoins un net essoufflement. De 131,46 milliards de dollars en 1986, il passe à 137,13 milliards de dollars, un nouveau record sans doute, mais il avait plus que doublé entre 1985 et 1986.

Et encore, si le krach d'octobre n'avait donné le signal d'un exode massif de capitaux étrangers investis à la Bourse de Tokyo, le déficit de 1987 aurait-il été sensiblement inférieur à celui de l'année précédente.

Réduction des achats en obligations étrangères

Les « gains » ont été vendeurs nets d'actions nipponnes pour la somme record de 7450 milliards de yens l'an dernier, contre des ventes nettes de 3060 milliards en 1986. Un désengagement qui n'est pas compensé par la forte progression de leurs achats nets d'obligations japonaises, qui passent de 38,5 milliards de yens à 93,1 milliards.

Du côté des investisseurs institutionnels japonais, la réduction de leurs placements en obligations étrangères (dont une large majorité de bons du Trésor américain) prend l'allure d'un vote de défiance envers la Maison Blanche, de son laxisme budgétaire et de sa nonchalance à l'égard du billet vert.

Les achats nets d'obligations étrangères (américaines à plus de 80 %) par des Japonais chutent de 93 milliards de dollars en 1986 à 72,9 milliards l'année dernière. Comme on le sait, ce retrait des investisseurs privés, échaudés à de trop nombreuses reprises par les socles de faiblesse du dollar, a dû être compensé par les banques centrales, notamment la Banque du Japon, à coup d'interventions massives sur les marchés des changes.

Aux titres du Trésor des Etats-Unis, les investisseurs nippons ont préféré les actions étrangères (leurs achats nets passent de 7 milliards de dollars en 1986 à 16,9 milliards l'an dernier) et les actifs réels, avec une hausse de 14,48 à 19,48 milliards de dollars des investissements directs. Dans les deux cas, l'Amérique reste le bénéficiaire principal mais non exclusif.

Parce que le ministère des finances leur en fait la demande, avec sa discrétion habituelle, et que la stabilité actuelle du dollar de même que la bonne tenue du marché obligataire américain laissent espérer la réalisation de gains rapides en capital, les grands investisseurs nippons seront présents à partir de mardi à l'adjudication trimestrielle du Trésor américain.

Mais cela ne change rien au fait que les titres de la dette publique américaine leur brûlent les doigts. Selon la Mitsubishi Bank, la vitesse de rotation (turnover, ou ratio du volume des échanges à l'actif net) des titres entre les mains des investisseurs japonais est passée de 1,3 fois en 1984 à 9,8 fois au cours des huit premiers mois de 1987. Les titres sont conservés en moyenne un maximum de six semaines. On ne peut pas dire que la confiance règne.

PHILIPPE PONS.

BERNARD HAMP.

Réduisant progressivement la part de production d'acier

Nippon Steel investit dans l'informatique

TOKYO de notre correspondant

Dans le cadre d'un vaste plan de restructuration et de diversification, le premier producteur japonais et mondial d'acier, Nippon Steel, vient d'annoncer la création de quatre nouvelles sociétés témoignant de sa volonté de pénétrer sur le marché des ordinateurs et des télécommunications.

Nippon Steel s'associe tout d'abord avec IBM Japan, la filiale du géant américain, pour former une société conjointe, NS and I System Service Corp., au capital de 2 milliards de yens (28 millions de francs), dont le groupe japonais détient 51 %, qui développera et commercialisera le matériel et les logiciels destinés à la clientèle des utilisateurs de petits ordinateurs IBM. Le nouveau société sera créée le 1<sup>er</sup> avril.

En même temps, Nippon Steel s'associe avec Hitachi, formant Nitetsu Hitachi Systems Engineering Inc., pour commercialiser ses systèmes de micro-informatique. Une troisième société doit être créée conjointement avec la maison de commerce C. Itoh and Co : elle sera destinée à commercialiser des ordinateurs de grande dimension. Dans ces deux sociétés, Nippon Steel sera également l'actionnaire majoritaire. Enfin, le groupe a décidé de faire de sa division des ordinateurs et des communications une filiale indépendante (Nippon Steel Information and Communications Systems Inc.), au capital de 2 milliards de yens,

chargée d'élaborer sa stratégie dans ces deux secteurs. Nippon Steel estime que le chiffre d'affaires cumulé annuel de ces quatre nouvelles sociétés devrait s'élever à 140 milliards de yens. Elles emploieront cinq mille personnes.

Ces initiatives sont significatives des efforts de Nippon Steel pour se dégager de la crise de la sidérurgie, aggravée par la Japonais par la valorisation du yen, en se diversifiant. Pour IBM, dont la position dominante sur le marché japonais est ébranlée par la concurrence des fabricants locaux (Fujitsu et NEC développent beaucoup plus rapidement que le géant américain leur part de marché des petits ordinateurs), l'alliance avec Nippon Steel devrait contribuer à pallier ce point faible.

Nippon Steel a annoncé au début de 1987 un vaste plan de restructuration comportant notamment la fermeture de douze hauts fourneaux et une réduction importante du nombre de ses employés (passant de 65 à 46 000). En matière de diversification, le groupe compte, d'ici à 1995, ramener à 50 % de son chiffre d'affaires la part de la production d'acier (actuellement, celle-ci est de 80 %) et s'orienter de plus en plus vers le secteur électronique. En 1986, Nippon Steel avait déjà formé une société conjointe avec la société américaine Concurrent Computer Corp. destinée à commercialiser ses produits au Japon.

PHILIPPE PONS.

REPÈRES

Balance des paiements Réduction de l'excédent 1987 en RFA

L'excédent commercial allemand a atteint l'an dernier 117,5 milliards de DM (112,6 en 1986). Le surplus de la balance des paiements courants s'est légèrement réduit à 79,4 milliards de DM (contre 82,4 en 1986).

Construction navale

Un mieux en Europe Selon l'OCDE qui compare les statistiques des neuf premiers mois de 1987 par rapport à la même période

de 1986, le conjoncture s'améliore dans les chantiers navals européens.

Entre janvier et septembre, ils ont reçu (y compris la Suède, la Finlande et la Norvège) pour 1,78 million de tonnes de commandes (au lieu de 881 000 en 1986). La progression est particulièrement nette pour la RFA (437 000 au lieu de 128 000), l'Espagne (245 000 au lieu de 97 000), le Royaume-Uni (132 000 au lieu de 54 000), la Finlande (608 000 au lieu de 216 000). La France en revanche est en baisse (58 000 au lieu de 100 000).

L'OCDE utilise comme unité de mesure le « tonneau compensé » qui pondère le volume et la taille du navire par le nombre d'heures de travail qu'exige sa construction.

Commerce extérieur

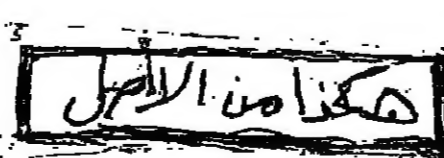
Déficit en Espagne

Le déficit de la balance commerciale de l'Espagne a atteint 1834,2 milliards de pesetas en 1987, soit environ 91 milliards de francs. Ce déficit est en hausse de 68 % par rapport à 1986.

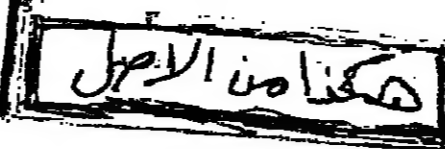
Le taux de couverture des importations par les exportations n'a été que de 69,6 %, contre 77,7 % en 1986.

Le déficit commercial de l'Espagne avec la CEE a atteint 615,3 milliards de pesetas, soit 30,6 milliards de francs.

La chute du dollar en 1987, qui a encouragé les importations, ainsi que le dynamisme de la demande intérieure (la production nationale a augmenté de 4,5 % en 1987) expliquent l'accroissement du déficit.







# Crédits, changes, grands marchés

## BOURSES ÉTRANGÈRES

**NEW-YORK**  
Havas  
La séance a été marquée par une hausse de la Wall Street...

## LONDRES

Le marché britannique a ouvert en hausse...

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Les rendements ont augmenté suite à la hausse des taux...

## L'EUROMARCHÉ

### La confiance tend à revenir

L'effervescence euro-obligataire de la semaine écoulée qui a vu des émissions nouvelles dans presque tous les compartiments est un élément rassurant. La confiance n'est certes pas entièrement revenue. Qui pourrait affirmer que le dollar n'est plus destiné à reprendre sa chute ? Mais le soulagement est vite d'actualité au rétablissement d'un des grands marchés mondiaux. Les impulsions sont bien évidemment parvenues de New-York, où les obligations du Trésor américain ont vigoureusement réagi à une conjonction d'indications faisant attendre un ralentissement de l'économie américaine. Les prochains chiffres qui permettront au marché d'éclaircir sa lanterne sont attendus pour le 15 février, avec la publication des statistiques commerciales des États-Unis pour le mois de décembre. On les redoute généralement moins que celles du mois de janvier, qui devraient paraître à la mi-mars.

Aussi dispose-t-on d'un répit bienvenu qui permet de faire abstraction de la persistance des lourdes incertitudes du système financier dans son ensemble. Le peu d'attention accordée aux difficultés de la République de Panama à faire face aux engagements liés à un placement privé en yens émis en 1979 est typique de la situation actuelle. Il y a encore un mois une nouvelle de ce genre aurait probablement jeté un froid glacial sur le marché.

Le volume des euro-emprunts à taux fixe de type classique libellés dans la devise des États-Unis a atteint près de 2 milliards de dollars la semaine passée. La plupart des émetteurs sont des États souverains ou des entités supranationales. Le Soudan réunit une durée remarquable en fixant à dix ans la durée de son emprunt initialement prévu de 300 millions et porté par la suite à 350 millions. Les autres compartiments ont été davantage sollicités par des banques, à l'exemple de la BNP, qui s'est présentée sur le marché de la livre sterling avec un emprunt de 75 millions sur cinq ans assorti d'un coupon de 9,625 %.

D'euromprunts nouveaux bénéficie de la garantie de la République française, il n'y a eu que celui d'Electricité de France de 30 milliards de yens. Dirigée par Nomura International et émise à 101,375 % sur cinq ans et trois mois avec un coupon de 4,875 %, la transaction est, croit-on, partiellement « swapée », à raison de 10 milliards de yens contre des fonds en dollars à taux flottant. EDF s'est, par ailleurs, distinguée sur le marché intérieur français en y imposant la référence du Fidor pour son emprunt à taux flottant de 1,5 milliard de francs lancé sous la direction de la Société générale.

Même si le remboursement prendra du temps à effectuer, le coût sera faible. Un retard de trois mois ne correspond en terme de rendement qu'à environ un point de base dans le cas d'une émission munie d'un coupon de 6 % qui se traiterait aux alentours du pair, fait remarquer la Banque Paribas Capital Markets dans une toute récente étude.

Il reste que les projets fiscaux allemands et leur imprécision (on ignore encore par exemple quel traitement sera appliqué aux banques centrales étrangères) ont encore des implications très profondes sur le marché international des capitaux. Ils favorisent en premier lieu une évasion d'euro-emissions en deux schémas. Les emprunteurs allemands n'ont qu'à faire appel à un véhicule financier étranger pour apparaître à cette catégorie. C'est ce que vient de faire la Bayerische Vereinsbank, par le truchement d'une société de Curaçao. Il est intéressant de noter que son emprunt de 300 millions sur cinq ans lancé à 100,25 % et muni d'un coupon de 5 % représente la première euro-apparition en marks de la banque münchoise. En tout, l'activité euro-obligataire dans ce compartiment a porté en janvier sur 4,6 milliards de marks.

## LES DEVISES ET L'OR

### Amorce de stabilisation

Préciser peut-être, le calme est revenu sur le marché des changes au cours de cette dernière semaine de janvier. Sur des marchés émus et incisés, le dollar a peu varié par rapport aux principales devises, terminant à 1,6771 DM (contre 1,6685 DM une semaine auparavant), 127,95 yens (contre 127,25 yens) et à 1,3650 francs suisses (contre 1,3510 francs) et à 5,669 francs français (contre 5,6290 FF). Le livre sterling, en revanche, a souffert des mauvais résultats des comptes extérieurs britanniques. L'or est en forte baisse, tombant à son plus bas niveau depuis six mois (454 dollars l'once).

Alex qui avait démarré la semaine en légère hausse, le billet vert s'est effrité sur toutes les places internationales mardi, mercredi et jeudi avant de se redresser sensiblement à la veille du week-end. Une série de « non-bénéficiaires », selon les termes d'un cambiste parisien, ont ponctué la semaine sans permettre aux opérateurs de se fixer sur une tendance précise. Les généralistes prononcés par M. Ronald Reagan dans son discours sur l'état de l'Union lundi sont passés inaperçus. La conviction exprimée par M. Karl Otto Poehl selon laquelle « il y a une chance certaine que le dollar se stabilise » n'avait pas dans l'instant impressionné les marchés.

de la balance des paiements de la Grande-Bretagne a atteint 2,69 milliards de livres (environ 27 milliards de francs français), le plus mauvais résultat depuis 1974. Jeudi, le livre sterling passait en dessous de la barre symbolique de 10 FF pour la première fois depuis la fin du mois d'octobre dernier. Vendredi soir, la devise britannique terminait la semaine à 10 FF, 1,77 dollar et 2,96 DM. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, confirmait cette semaine à son poste pour un second mandat de cinq ans, à partir d'octobre prochain, ce qu'il jugeait « la politique monétaire (de la banque centrale britannique) pourrait devoir être resserrée, ce qui implique une hausse des taux d'intérêt visant à atténuer la surchauffe de l'économie ».

Mais c'est surtout la devise britannique qui a le plus souffert au cours de la semaine. L'anticipation, puis la confirmation, jeudi, des mauvais résultats du commerce extérieur anglais ont affaibli le livre sterling par rapport aux principales autres devises. Pour 1987, le déficit

### Retournement en Allemagne

Si l'on est ainsi, c'est peut-être parce que les grands investisseurs internationaux estiment que lorsque seront écoulées les incertitudes qui subsistent dans l'élaboration du projet relatif à l'impôt anticipé en Allemagne, les obligations gouvernementales vont leur rendements se rapprocher de ceux des euro-obligations en marks. Depuis près de quatre mois, le revenu des placements en euro-emprunts est inférieur à celui des titres d'Etat correspondants. La marge qui sépare ces rendements s'est considérablement rétrécie. Entre ceux des obligations du gouvernement fédéral et de la Banque mondiale d'une durée de dix ans, elle n'était plus jeudi que de 16 points de base contre 25 points à la mi-janvier et 33 points au plus haut l'an passé, le 19 octobre, selon les statistiques établies par la Westdeutsche Landesbank. L'existence de conventions de double imposition entre l'Allemagne d'une part, les États-Unis et de nombreux pays d'Europe, dont la France, d'autre part, permettra de récupérer l'impôt qui aura été prélevé à la source.

D'une façon plus générale, le ministre des finances allemand a rendu également un fier service à l'activité euro-obligataire dans son ensemble dans la mesure où elle est soutenue par la demande de la clientèle privée. Pour celle-ci, l'euro-marché est un des rares refuges où l'ancynomat et à l'abri de toute incursion fiscale, on peut se procurer des titres au porteur.

CHRISTOPHE VETTER.

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

### Le cacao, rocher de Sisyphe

Moins de deux semaines après l'accord intervenu entre producteurs et consommateurs sur la défiance d'un prix-planche moins ambigües (1485 dollars de tirage spéculatif la tonne, au lieu de 1600; un DTS valant 1,3 dollar), les cours mondiaux du cacao n'ont pas résisté à la situation de pléthore qui caractérise actuellement ce marché.

En milieu de semaine, les cotations à Londres manquaient de s'inscrire en limit down (c'est-à-dire la fluctuation maximale à la baisse autorisée au cours d'une seule séance), perdant d'un coup près de 40 livres pour terminer à 1088 livres la tonne.

Le prix moyen calculé par l'ICCO (Organisation internationale du cacao) sur dix jours de Bourse, s'établissait à moins de 1455 DTS. Ce n'est pas facile, pour le directeur du stock régulateur, d'avoir tenté d'infléchir cette tendance résolument défavorable.

Sur le continent noir, on parle déjà de « sacrifice malais » : en dix ans, la Malaisie a plus que décuplé sa récolte de fèves. Avec 150 000 tonnes annoncées l'an dernier, elle est désormais un adversaire dangereux sur la Côte-d'Ivoire, d'autant plus redoutable qu'elle se bat avec des armes tenues pour déloyales.

En premier lieu, la Malaisie n'est pas signataire de l'accord international du cacao. Elle bénéficie donc, sans y contribuer, à l'effort de stabilisation des cours entrepris par le stock régulateur. Dans le cadre de ses opérations de soutien, celui-ci peut en effet acheter du cacao malais aussi bien que des origines africaines ou sud-américaines.

Ensuite, les autorités de Kuala Lumpur ne se privent pas pour brader leur marchandise en pratiquant parfois des rabais de 30 à 50 % sur les cours officiels. Pour justifier cette compression des prix, les Malais invoquent la qualité inférieure de leur cacao, comparés aux variétés traditionnelles. Mais les industriels savent que les fèves du Sud-Est asiatique sont idéales pour fabriquer du chocolat ordinaire. Le processus industriel permet d'effacer la spécificité du goût malais et de fabriquer ainsi un produit standard à moindre frais. Aussi, Kuala Lumpur a-t-il réussi à ravir une part de marché non négligeable aux pays producteurs endémiques que sont la Côte-d'Ivoire et le Brésil. Leur stock de cacao ressemble de plus en plus à un rocher de Sisyphe.

Eric Fottorino.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Le MATIF au-dessus de 100

Ce y est ! Pour la première fois depuis le 11 août dernier, les cours du MATIF sont repassés au-dessus de 100, atteignant 101,90 en fin de semaine. Le cours de 100 correspond à un rendement de 10 % sur dix ans. Ce cours de 101,90 équivaut en conséquence à un rendement de 9,65 %. Après une pointe à 12 % le 19 octobre 1987 et une lente dérive depuis cette date, les rendements indiqués par le MATIF sont donc descendus au-dessous de la barre de 10 %, retrouvant leur niveau de l'été dernier. En trois mois le MATIF aura monté de près de deux points et le rendement baissé d'environ 0,5 %. On pourrait penser que la diminution du taux d'intervention de la Banque de France, montant à profit la bonne tenue de franc et la poursuite de la désinflation, a pu abaisser encore un peu sa garde, et jouer son rôle. Le taux d'adjudication a été ramené le 25 janvier de 7 1/2 à 7 1/4 %.

En fait, cette diminution qui aurait dû donner au marché le signal clair et net d'une détente des taux a été pour peu de choses, sinon pour rien. C'est le vent d'Amérique qui a tout fait. Ce vent, c'est l'accélération de la baisse des taux à long terme aux États-Unis où le rendement de l'emprunt du Trésor à trente ans est passé en huit jours de près de 8,70 % à 8,45 %, revenant à son plus bas niveau depuis le mois de juillet dernier. Un vrai cadeau pour le marché de Paris qui a les yeux fixés sur New-York et Chicago, là où régnent les augures et les prophètes.

Il faut dire, que de l'autre côté de l'Atlantique, les nouvelles sont tout à fait favorables à une baisse des rendements. Au quatrième trimestre 1987, le niveau des stocks dans les magasins s'est élevé de 58 milliards de dollars. Le rapport stocks sur ventes devenant le plus élevé depuis vingt ans. En même temps, une enquête a révélé que la consommation des ménages baisse...

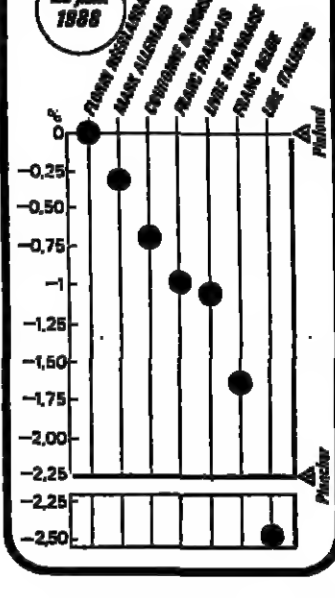
### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 25 AU 29 JANVIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE         | Livre   | SEIL   | Franc français | Franc suisse | DM      | Franc belge | Florin  | Lira italienne |
|---------------|---------|--------|----------------|--------------|---------|-------------|---------|----------------|
| New-York...   | 1,7708  | ---    | 17,6929        | 73,2601      | 26,9363 | 2,8887      | 53,1208 | 6,8618         |
| Paris...      | 1,7830  | ---    | 17,7395        | 73,7463      | 29,7729 | 2,8694      | 53,1915 | 6,8813         |
| Zurich...     | 18,8640 | 5,6280 | ---            | 414,97       | 337,83  | 16,1378     | 306,24  | 4,5765         |
| Bâle...       | 10,6561 | 5,6480 | ---            | 415,92       | 337,32  | 16,1327     | 306,80  | 4,5853         |
| Berlin...     | ---     | ---    | ---            | 418,97       | 341,89  | 16,2622     | 310,80  | 4,6185         |
| Frankfurt...  | 2,4177  | 1,5260 | 24,8426        | ---          | 84,8230 | 3,8787      | 72,1777 | 1,1822         |
| Bruxelles...  | 2,9083  | 1,6770 | 29,6831        | 123,38       | ---     | 4,7855      | 88,9894 | 1,3622         |
| Asterdam...   | 41,9148 | 34,98  | 4,1899         | 25,8264      | 289,39  | ---         | 18,5817 | 2,3524         |
| Rome...       | 61,3377 | 34,96  | 6,1986         | 25,7817      | 289,97  | ---         | 18,5957 | 2,3623         |
| Stockholm...  | 3,3358  | 1,8825 | 33,3688        | 137,91       | 112,25  | 5,8316      | ---     | 1,2443         |
| Oslo...       | 3,5028  | 1,8808 | 35,3333        | 138,64       | 112,37  | 5,8776      | ---     | 1,2594         |
| Copenhague... | 11,6125 | 12,38  | 11,6125        | 84,78        | 70,44   | 3,8299      | 65,628  | ---            |
| Nilva...      | 219,15  | 12,38  | 219,15         | 987,06       | 75,21   | 35,1151     | 654,26  | ---            |
| Tokyo...      | 225,85  | 127,70 | 22,5161        | 94,4799      | 76,8883 | 3,6478      | 67,7622 | 8,1635         |
| Hong Kong...  | 227,49  | 127,70 | 22,6418        | 94,1740      | 76,5799 | 3,6527      | 67,9255 | 8,1810         |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 29 janvier, 4,4295 F contre 4,4166 F le vendredi 22 janvier.

SYSTEME MONÉTAIRE EUROPÉEN : AMPLIEUR DES VARIATIONS DE CHAQUE MONNAIE PAR RAPPORT AUX TAUX PIVOTS



ERIK IZRAELEWICZ.

Si vraiment les taux s'orientent lentement mais sûrement à la baisse, beaucoup d'opérateurs se couvriront moins systématiquement sur le MATIF en vendant des contrats, ce qui atténuerait l'effet automatique baissier des ventes sur les cours, qui favoriserait un redressement de la cote. Pendant ce temps, notons-le, le loyer de l'argent au jour le jour ne diminue guère, se maintenant à 7 1/2 % et même plus. Il faut dire que lors de son adjudication du lundi 25 janvier, la Banque de France a réduit de 17 milliards de francs l'approvisionnement du marché en liquidités pour compenser l'afflux des capitaux engendrés par ses achats de deutschemarks. L'équivalent d'une vingtaine de milliards de francs depuis une dizaine de jours. Il s'agit pour elle de ne pas trop gonfler la masse monétaire. En ce qui concerne les émissions, la bonne tenue du MATIF a favorisé le placement d'une volée d'emprunts à taux fixes, naturellement : lorsqu'une perspective d'une baisse de rendement se dessine, les prêteurs se précipitent. EDF a donc pu lever très facilement 2 milliards de francs à 7 ans 1/2 avec un rendement réel de 9,58 %. Quant au Crédit foncier de France, il en a profité pour émettre deux emprunts de 1 milliard de francs, dont l'un à dix ans et à taux fixe de 9,65 %, en nette diminution sur les 9,90 % de l'emprunt de 7 milliards de francs lancé par l'Etat, début janvier, après une partie des 29 milliards de francs remboursés au titre de l'emprunt 7 % 1973. En fin de semaine, le « papier » manquant tant la demande était forte. Il y a longtemps qu'on n'avait pas vu ça.

FRANÇOIS RENARD.

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Table with columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL. Includes titles like 'Madrid et les offres de trêve de l'ETA', 'Les relations RPR-UDF...', '15 Aux Minguettes...', etc.

Pour la reprise de la Société générale de Belgique Les groupes De Benedetti et Gevaert s'affirment prêts à discuter

BRUXELLES. De notre correspondant. Alors que les achats de titres de la Société générale de Belgique se poursuivent à un rythme soutenu à la Bourse de Bruxelles (plus de 700 000 titres échangés en une seule journée), M. André Leysen, le patron flamand du holding Gevaert, qui a pris la tête d'une contre-offensive visant à empêcher M. Carlo De Benedetti de réussir son OPA sur le premier holding belge, a lancé, vendredi 29 janvier, à Bruxelles, un appel à la trêve à son concurrent italien. Un appel qui ressemble fort à une habile manœuvre, comme ces boxeurs qui dans un premier temps veulent « endormir » leur adversaire.

premier à féliciter Carlo De Benedetti. Ce dernier a dit que ses fils apprendront le flamand : dans ce cas, je dirai à mes fils et mes petites-filles d'apprendre l'italien. Puis voilà l'attaque : « Je tends la main, conclut M. Leysen, à Carlo De Benedetti. Acceptons tous les deux la réalité qu'il y ait deux blocs. Le patron flamand veut maintenant rentrer dans son coin de ring. Il conduira en baïonnette-t-il sa garde pour autant ? Pas sûr du tout, car lui aussi connaît le noble art. Il a annoncé qu'il était prêt à rencontrer le patron de Gevaert et pourrait venir à Bruxelles ce week-end pour discuter [...] des modalités d'un accord de fond. Mais M. De Benedetti maintiendra « naturellement » ses actions judiciaires.

CAMBODGE : rompant avec les Khmers rouges

Le prince Sihanouk démissionne de la présidence de la résistance

Le prince Sihanouk a annoncé, samedi 30 janvier à Pékin, qu'il se retirait « définitivement » de la coalition de la résistance cambodgienne, qu'il préside depuis juin 1987 et qui occupe le siège du Cambodge à l'ONU. Dans un entretien accordé à l'AFP, il a affirmé que cette coalition tripartite — les sihanoukistes, les Khmers rouges et le Front de M. Son Sann — était devenue un « monstre abominable » soumis aux pressions de multiples « patrons ». L'ancien monarque a ajouté qu'il souhaitait des négociations directes avec le Vietnam, mais rien n'indiquait encore qu'il ait, pour autant, renoncé à poursuivre ses pourparlers, entamés début décembre en France, avec le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen.

restait commandant en chef de l'ANAS, l'armée nationale sihanoukiste. Cette décision, intervenue à la veille de ses entretiens avec le premier ministre chinois et que Sihanouk déclare « irrévocable », porte un coup sévère aux Khmers rouges, principale composante militaire de la résistance. Elle devrait être mal accueillie à Pékin — qui arme les Khmers rouges — et dans les capitales non communistes d'Asie du Sud-Est, qui soutiennent la résistance. Mais le prince Sihanouk ne veut pas pour autant, céder aux Vietnamiens. C'est sans doute pourquoi il n'a pas exclu, une nouvelle fois, une rupture de ses négociations avec Phnom-Penh et a réitéré sa demande de discussions directes avec Hanoï. Pour l'instant, il semble qu'il n'ait pas fermé la porte à de futures négociations et que sa décision ne signifie pas qu'il se retire du jeu.

M. Son Sann ni les Khmers rouges n'ont accepté de se joindre aux négociations Sihanouk-Hun Sen de ces derniers semaines. Le prince a affirmé qu'il n'avait averti personne de sa démission. « Je mets tout le monde, surtout les sponsors de la coalition, devant un fait accompli. Ils ne pourront pas faire pression sur moi. Ce qui est fait », a-t-il dit. Cette démission ne manquera pas, en effet, d'irriter sérieusement la Chine — qui a déjà marqué peu d'enthousiasme pour le dialogue Sihanouk-Hun Sen — et la Thaïlande, qui offre l'hospitalité à la résistance anti-vietnamienne. Bangkok avait déjà exprimé des réserves à l'égard du projet de « gouvernement provisoire à deux » avancé par le prince lors de sa deuxième séance d'entretiens avec M. Hun Sen, il y a plusieurs jours à Saint-Germain-en-Laye. Mais, d'un autre côté, cette initiative du prince renvoie la balle dans le camp de Hanoï. Il appartient aux Vietnamiens, désormais, d'exprimer clairement s'ils sont prêts à prendre contact avec le prince Sihanouk. Quelles concessions pourraient-ils, le cas échéant, lui faire pour lui permettre de poursuivre une négociation qui a soulevé quelques espoirs ?

Nouvelles accusations contre M. Waldheim dans « Der Spiegel »

L'hebdomadaire ouest-allemand « Der Spiegel » a rendu public vendredi 29 janvier, à Hambourg, le texte d'un document qui accuse le président autrichien, M. Kurt Waldheim, d'avoir ordonné lui-même la déportation de plus de 4 000 croates vers qu'il était dans l'armée allemande en Yougoslavie pendant la deuxième guerre mondiale. Il s'agit d'un télégramme précède de la mention « très urgent » et signé du militaire croate, Fedor Dragovic, futur chef d'état-major des unités croates alliées à l'Allemagne ; il est daté du 22 juillet 1942. Selon le texte publié par le magazine allemand, et le lieutenant Kurt Waldheim (...) ordonne que 4 224 prisonniers de Kozara, pour la plupart des femmes et des enfants et armées 15 % de vieillards soient envoyés à leur destin : 3 514 à Grubisno Polje et 730 à Zernan. Ces deux localités yougoslaves abritaient des camps de concentration. Ce document aurait été remis au Spiegel par l'historien yougoslave Dusan Pleuca, qui une polémique oppose actuellement à la Commission internationale d'historiens chargée de faire la lumière sur le passé de M. Waldheim à propos des méthodes de travail de cette dernière. Le porte-parole du président autrichien a affirmé vendredi soir à Vienne que le document est probablement un faux. — (AP.)

TAIWAN Plus d'un million de personnes ont assisté aux obsèques de Tchiang Ching-kuo

Les funérailles de l'ancien président taiwanais Tchiang Ching-kuo ont eu lieu samedi 30 janvier. Plus d'un million de personnes étaient massées le long de la route suivie par le cortège entre Taïpeh et la maison de Taoyuan. Un service religieux protestant a été célébré à l'honneur du défunt en présence de sa veuve, d'origine russe, et de deux de ses trois fils, du nouveau président, M. Lee Teng-hui, et de personnalités étrangères. M. Tchiang Kai-shek, le veuve du fondateur du régime, ne figure pas sur la liste des personnes ayant assisté à ce service religieux. Elle s'attendait mal avec Tchiang Ching-kuo, né d'un premier mariage. Elle était, en revanche, très liée aux éléments conservateurs du Kuo-min-tang.

THAÏLANDE Bangkok durcit son attitude à l'égard des réfugiés de la mer vietnamiens

BANGKOK. La Thaïlande durcit sa position vis-à-vis des réfugiés de la mer vietnamiens. Le ministre de l'Intérieur a annoncé, vendredi 29 janvier, que les « réfugiés de la mer » vietnamiens qui tentent de débarquer clandestinement en Thaïlande seront désormais renoués en haute mer. Les navires qui se saborderaient en vue des côtes thaïlandaises — stratégie fréquemment utilisée par les réfugiés pour se faire accepter — leur seraient refusés tous secours. Mercredi, déjà, une embarcation avec quarante personnes à bord a été reconduite dans les eaux internationales. Bangkok justifie son attitude en évoquant le danger que représente pour la sécurité du pays le nouveau afflux de « boat people ». En 1987, plus de 9 500 personnes — contre 4 392 en 1986 — venaient surtout du sud du Vietnam, ont débarqué sur la côte est de Thaïlande. Les réfugiés vietnamiens sont un peu plus nombreux chaque mois. Un nombre croissant de jeunes Vietnamiens échappent ainsi au service militaire au Cambodge. Le vice-ministre de l'Intérieur faisait état d'informations selon lesquelles plus de 30 000 candidats au départ seraient déjà arrivés au Cambodge, dans la province maritime de Kho-Kong, d'où — aidés par un vaste réseau de passeurs impliqués à la fois des officiers vietnamiens, cambodgiens et thaïlandais — ils tenteraient d'embarquer pour la Thaïlande. L'existence de tels réseaux est depuis longtemps confirmée par les réfugiés eux-mêmes. Des mesures fermes seront également appliquées par Bangkok aux réfugiés laotiens arrivant dans le Nord du pays, en provenance du Laos, par des filières fort lucratives auxquelles participent fonctionnaires laotiens et thaïlandais.

ÉQUATEUR Elections générales sur fond de crise économique

Les élections équatoriennes se rendent aux urnes dimanche 31 janvier pour élire un nouveau président et une nouvelle Assemblée, mais peu nombreux sont ceux qui espèrent encore que, parmi les dix candidats à la succession du social-conservateur Febres Cordero, dont le mandat prend fin en août prochain, il s'en trouve un capable d'améliorer leur niveau de vie, touché par la baisse du pétrole. La campagne s'est cependant déroulée dans un calme qui a démenté tous les pronostics et semble montrer que le pays aspire à la stabilité au terme d'une présidence marquée par une rébellion militaire (celle du général Vargas, ex-commandant en chef de l'Armée en 1986), la séquestration du chef de l'Etat en janvier 1987 par d'autres militaires fidèles à son même Vargas, et deux mois plus tard, un tremblement de terre qui a fait mille victimes et détruit l'oléoduc oriental équatorien, interrompant de façon dévastatrice les exportations pétrolières. — (AFP, Reuters.)

INDE : à la suite de nouvelles violences L'Etat du Tripura est déclaré « zone de conflit »

NEW DELHI. L'assemblée du Tripura, l'un des plus petits Etats indiens (environ 2,3 millions d'habitants), dans le nord-est du pays, a été déclarée « zone de conflit », ce qui implique que les forces armées vont être déployées dans toute la région. Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, a pris cette décision, vendredi 29 janvier, dès son retour d'une tournée de quarante-huit heures dans cet Etat, où doivent se dérouler, le 2 février, ainsi que dans l'Etat voisin du Meghalaya, des élections locales. Dans la seule journée de vendredi, dix-sept immigrants bengalais — dont cinq enfants — ont été tués par les Volontaires nationaux du Tripura (TNV), une organisation de maquisards tribaux, qui, depuis sa création en 1978, lutte contre l'immigration bengalaise. La violence s'est notamment accrue depuis le début du mois, quarante-cinq immigrants bengalais ayant été assassinés, contre soixante-dix-sept pour l'ensemble de 1987. En tant que président du Parti du Congrès (I), M. Gandhi a participé à plusieurs meetings électoraux sur place, au cours desquels il a violemment dénoncé l'incapacité du gouvernement local, dirigé par le Parti communiste (CPI-M), à mettre fin à la violence. En dépit de la présence massive de forces para-militaires, le chef-ministre du Tripura, M. Nripes Chakrabarty, n'a pas été en mesure de freiner l'activité des TNV. Des considérations électorales ne sont cependant pas absentes de la décision de New-Delhi. Le Parti du Congrès (I) tente de jouer sur tous les tableaux pour renverser le gouvernement communiste : invité pour se concilier l'électorat bengalais, allié avec le TJUS, un parti régionaliste tribal hostile au CPI-M, et promesses électorales à tout le monde. Comme ce fut le cas lors des élections au Nagaland, en novembre dernier, le gouvernement central a annoncé l'envoi d'aides financières massives en cas de victoire du Congrès.

EN BREF

- La CGT continuera de siéger à l'UNEDIC. - Non signataire de l'accord du 30 décembre dernier renouvelant la convention de l'UNEDIC, la CGT se demandait si elle devait continuer de siéger au sein des organes paritaires du régime d'assurance-chômage. Devant l'impossibilité de trancher sur la position à adopter en conseil ad hoc, la décision devant être prise par le Comité consultatif national, qui prolongeait ses travaux d'une demi-journée pour se faire une opinion. En fin de mission le 30 janvier, un communiqué annonçait que les représentants de la CGT continueraient « d'être présents » dans l'ensemble des institutions pour donner un prolongement à l'intervention des salariés avec ou sans emploi et répondre de la mieux possible à leurs préoccupations. Pour le reste, la CGT maintient ses critiques à l'égard des nouvelles dispositions arrêtées par les autres organisations syndicales et le patronat.
- Une démarche d'intégrés tunisiens. - Des intégrés tunisiens en exil en France appartenant au Mouvement de la tendance islamique (MTI) ont réclamé, vendredi 29 janvier, l'ouverture d'une enquête indépendante sur les circonstances du décès, dans une prison tunisienne, de Mohamed El Mansouri, membre du MTI, qui, selon eux, est mort sous la torture. El Mansouri était l'un des seize-trente intégrés arrêtés et accusés de complot contre le gouver-

- nement juste après l'accession au pouvoir du président Zine Ben Ali, le 7 novembre 1987. - (Reuters.)
- PICARDIE : adoption du budget régional. - Le conseil régional de Picardie a adopté, vendredi 29 janvier, par 29 voix contre 26 (PC, PSI), le budget primitif de 1988, dont le montant s'élève à 1 071 millions de francs contre 958 l'an passé. Les quatre élus du Front national l'ont approuvé en estimant qu'il correspond « à ce qu'ils ont demandé ». - (Corresp.)
- Le mort d'un diplomate libyen : Tripoli accuse N'Djamena. - Les funérailles du chargé d'affaires libyen à Lagos, Abubakar Kanna, dont le corps avait été retrouvé dimanche 24 janvier dans la capitale nigérienne, ont eu lieu jeudi 28 dans la ville libyenne de Murzuk, à rapport l'agence JANA, qui fait état pour la première fois de cet assassinat. Selon l'agence officielle libyenne, ce sont « les bandes de N'Djamena qui précédaient la crême et le transport qui ont assassiné le commandant Kanna ». - (AFP.)
- JAPON : M. Nakasone à Paris. - M. Yasuhiro Nakasone, ancien premier ministre japonais, séjournera à Paris à titre privé du dimanche 31 janvier au 4 février.
- RECTIFICATIF. - Par suite d'une inversion dans notre article consacré aux orages allemands à Beyrouth, dans le Monde du samedi 30 janvier, nous écrivions que M. Alfred Schmidt, seul otage libéré, était un représentant de la firme Hoechst et que le deuxième otage, M. Cordes, était ingénieur de la firme Siemens. En fait, c'est M. Schmidt qui est chez Siemens et M. Cordes représentant de Hoechst.

RAYONNAGES BRILLOTTÉRIQUES À VOS MESURES le point MULHOUSE \* Vol au départ de Paris le 6 février retours les 13 et 20 février 1988. TEL: 42.96.63.63 / 47.63.22.58 / 46.34.21.17. Minitel 36.15 PM.

PARIS - POINTE-A-PITRE - PARIS EN 747. Passez les vacances scolaires au soleil. 1.880F\*. Association à but non lucratif. 80F cotisation membre obligatoire. Agrément ministériel N° 75073. Sous responsabilité technique G.M.T.T. N° 1472A.

Vertical advertisement on the right edge of the page, partially cut off. Includes text like 'Publication...', 'VIV', and 'André Canis'.

Handwritten signature or note at the bottom center of the page.